R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

08/10/2026

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-091 : Validation du Procès-Verbal du Conseil communautaire du 30 juin 2026

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération concerne la validation officielle du procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du 30 juin 2026. Le projet de procès-verbal a été transmis aux membres du Conseil, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et au règlement intérieur de la Communauté de communes.*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur de la communauté de communes adopté le 08 octobre 2020 ;

Considérant le projet de procès-verbal du conseil communautaire du 30 juin 2026 transmis aux membres ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE VALIDER** le procès-verbal du 30 juin 2026, ci-annexé

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-092 : Modification de la composition des commissions thématiques suite à la démission d'un membre

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération fait suite à la démission de M. Daniel DELAHAYE, 1er adjoint de la commune de Bonneville-la-Louvet, transmise le 4 août 2026, de ses fonctions au sein de trois commissions thématiques de la Communauté de Communes Terre d'Auge. Afin d'assurer la continuité des travaux de ces commissions, il est nécessaire de procéder à son remplacement.*

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-22,
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,
Vu la délibération n°CC_DEL_2026_056 portant approbation du règlement intérieur du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terre d'Auge,
Vu la délibération n°CC-DEL-2026-034 portant élection des membres des commissions thématiques intercommunales,

Considérant que la désignation des membres élus des commissions se fait au scrutin secret, sauf si le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité d'y renoncer,

Considérant que Monsieur Daniel DELAHAYE, 1er adjoint à la commune de Bonneville la Louvet, est membre des commissions thématiques suivantes :

- Sport, santé, interventions techniques et suivi des grands projets
- Développement économique, attractivité et tourisme
- Finances, ruralité et animation territoriale

Considérant la volonté de Monsieur Daniel DELAHAYE, formulée à date du 04 août 2026 de démissionner de ses fonctions au sein des commissions susvisées,

Considérant qu'il convient, en conséquence, de procéder à son remplacement afin d'assurer la continuité des travaux desdites commissions,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE PRENDRE ACTE** de la démission de Monsieur Daniel DELAHAYE au sein des commissions thématiques de la Communauté de Communes Terre d'Auge :

  - Sport, santé, interventions techniques et suivi des grands projets,
  - Développement économique, attractivité et tourisme,
  - Finances, ruralité et animation territoriale,

– **DE DÉSIGNER** les conseillers municipaux suivants au sein des commissions thématiques :

  - Madame Claire LEVAVASSEUR, en qualité de membre de la commission sport, santé, interventions techniques et suivi des grands projets
  - Madame Claire LEVAVASSEUR, en qualité de membre de la commission développement économique, attractivité et tourisme
  - Monsieur Maxime COURSEAUX, en qualité de membre de la commission finances, ruralité et animation territoriale

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-093 : Attribution d'une subvention exceptionnelle en faveur des communes sinistrées par les incendies en Gironde durant la période estivale

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération s'inscrit dans un élan de solidarité entre collectivités territoriales à la suite des incendies survenus durant l'été 2026, qui ont particulièrement touché plusieurs communes en Gironde. Ces sinistres ont entraîné des dommages importants pour les populations, les équipements publics et le fonctionnement des communes concernées. L'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité (AMF) a lancé un appel à la solidarité des collectivités afin de contribuer à la continuité des services publics, à la remise en état des équipements et à l'aide aux populations sinistrées auquel nous avons souhaité répondre.*

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'appel à la solidarité lancé par l'AMF en faveur des communes sinistrées, notamment en Gironde, et son dispositif de soutien destiné à contribuer à la continuité du fonctionnement des communes touchées, à la remise en état de leurs équipements ainsi qu'à l'assistance aux populations sinistrées,
Vu le courrier du Président destiné aux Maires du territoire de Terre d'Auge en date du 30/07/2026,

Considérant que plusieurs territoires, notamment en Gironde, ont été durement touchés par des incendies d'une ampleur exceptionnelle au cours de la saison estivale 2026,

Considérant que ces incendies ont entraîné des conséquences importantes pour les populations, les communes concernées et leurs équipements, nécessitant des moyens d'intervention et de reconstruction dans la durée,

Considérant l'élan de solidarité entre collectivités territoriales souhaité par l'Association des Maires de France afin d'apporter un soutien financier aux communes sinistrées,

Considérant que la Communauté de communes Terre d'Auge souhaite s'associer à cette démarche de solidarité territoriale,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle d'un montant de 2500,00 € au titre de la solidarité en faveur des communes sinistrées par les incendies en Gironde,
- **DE VERSER** cette participation par l'intermédiaire du dispositif de solidarité mis en place par l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité (AMF) selon les modalités définies par l'AMF et, le cas échéant, en lien avec l'UAMC,
- **D'AUTORISER** le Président à effectuer toute démarche relative à l'exécution de la présente délibération,
- **D'IMPUTER** la dépense correspondante d'un montant de 2500,00 € au chapitre 65 du budget principal de la Communauté de Communes Terre d'Auge, exercice 2026

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-094 : Prescription du Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)

Rapporteur : Delphine CARVAL-BOULANGER

Synthèse : *Cette délibération concerne le lancement de l'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) à l'échelle de la Communauté de communes Terre d'Auge. Le PICS vise à renforcer la coordination entre l'intercommunalité et les communes membres lorsqu'une situation de crise touche plusieurs communes ou dépasse les capacités d'une seule commune.*

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment ses dispositions relatives à la planification et à l'organisation des secours et de la sauvegarde des populations,

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite «loi Matras»,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Terre d'Auge modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,

Vu les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS ci-après) existants sur le territoire,

Considérant que la coordination intercommunale permet d'améliorer la réponse collective face aux événements affectant plusieurs communes ou dépassant les capacités d'une seule commune ;

Considérant que le plan intercommunal de sauvegarde (PICS ci-après) a notamment pour objet d'organiser, en cas d'événement affectant plusieurs communes ou nécessitant une mobilisation de moyens intercommunaux, la solidarité et la coordination entre les communes membres et l'établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant que l'élaboration du PICS constitue également une démarche permettant d'identifier les moyens humains, matériels et organisationnels mobilisables à l'échelle intercommunale, de définir les modalités de mobilisation et de coordination de ces moyens et de préciser les modalités d'appui aux communes membres ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, conformément aux dispositions de l'article R731-6 du code de la sécurité intérieure, d'élaborer un PICS de la Communauté de Communes Terre d'Auge,

Ce plan a vocation à organiser la mobilisation et la coordination des moyens de l'intercommunalité et des communes membres en cas d'événement majeur ou de situation de crise nécessitant une réponse coordonnée à l'échelle intercommunale.

Il poursuivra notamment les objectifs suivants :

- recenser et analyser les risques susceptibles d'affecter le territoire intercommunal ;
- préciser l'organisation et les modalités de coordination entre l'EPCI et les communes membres
- définir les modalités de mobilisation des moyens humains, matériels et logistiques intercommunaux ;
- identifier les modalités de mutualisation et de mise à disposition de moyens entre les communes ;
- définir les modalités de transmission et de partage de l'information en situation de crise ;
- organiser la continuité des compétences et services relevant de l'intercommunalité ;

Seront associés à la procédure :

- les maires des communes membres de l'EPCI ;
- les services de l'EPCI concernés par la gestion de crise et la continuité des services ;
- les services de l'État compétents ;
- les partenaires institutionnels et acteurs concernés par la prévention et la gestion des risques,
- tout autre organisme dont la participation apparaîtra utile au regard des risques identifiés.

Une attention particulière sera portée à l'articulation du PICS avec les PCS existants ou en cours d'élaboration.

Ayant entendu l'exposé de Madame la vice-Présidente, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE PRENDRE ACTE** du lancement de l'élaboration du PICS

- **D'AUTORISER** le Président à engager les démarches utiles et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-095 : Désignation d'un représentant pour la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC)

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération concerne la représentation de la Communauté de communes Terre d'Auge au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC). Cette commission intervient notamment dans l'examen des projets commerciaux nécessitant une autorisation administrative, en particulier pour les surfaces de vente de plus de 1 000 m². La réglementation prévoit que le président de l'EPCI concerné, ou son représentant, siège au sein de la CDAC. Il est donc nécessaire de désigner un représentant titulaire et un suppléant pour la Communauté de communes.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu le décret N° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

Vu l'Article L.751-2 du code du commerce, modifié par LOI n°2026-403 du 26 mai 2026, désignant comme membre de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC ci-après) le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation ou son représentant ;

Considérant que l'ouverture d'une surface de vente supérieure à 1 000 m2 nécessite l'obtention préalable d'une autorisation administrative délivrée après avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC).

Considérant la nécessité de désigner les représentants de la Communauté de communes Terre d'Auge (titulaire, suppléant) au sein de la CDAC,

Considérant que le Conseil Communautaire peut décider à l'unanimité de ses mes membres de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant ce scrutin.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE NE PAS PROCÉDER** au scrutin secret pour désigner le représentant et le suppléant de la Communauté de Communes Terre d'Auge au sein de la CDAC

- **DE DÉSIGNER** Monsieur Eric HUET en tant que représentant de droit de la Communauté de Communes Terre d'Auge au sein de la CDAC et son suppléant, Monsieur François MAGNE

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-096 : Approbation de la convention de répartition des actifs, des disponibilités, des créances, des dettes et des conséquences financières de la dissolution du syndicat mixte pour l'insertion professionnelle du Pays d'Auge Nord

Rapporteur : Eric HUET

Synthèse : *Cette délibération fait suite à la dissolution prévue au 31 décembre 2026 du Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord. La dissolution nécessite de définir, entre les collectivités membres, les modalités de répartition des biens, des disponibilités, des créances, des dettes et des éventuelles conséquences financières. Une convention de répartition a donc été établie afin de fixer précisément ces modalités.*

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-25-1, L. 5211-26 et L. 5212-33,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu les statuts du Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord,

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-054 portant sur la dissolution du Syndicat Mixte pour l'Insertion Sociale et Professionnelle du Pays d'Auge Nord,

Considérant que la dissolution du syndicat est envisagée au 31 décembre 2026**,**

Considérant que les modalités de liquidation patrimoniale doivent être arrêtées d'un commun accord entre les membres,

Considérant le projet de convention annexé,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** la convention de répartition des actifs, des disponibilités, des créances, des dettes et des conséquences de la dissolution du Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord.

- **D'APPROUVER** la clé de répartition des disponibilités suivante :

Clé de répartition des disponibilités	
CC de Pays de Honfleur Beuzeville	38,25%
CC de Cœur Côte Fleurie	29,10%
CC de Terre d'Auge	27,60%
Commune de Cabourg	5,05%

- **DE DÉCIDER** que les immobilisations mobilières du syndicat seront réputées sans valeur patrimoniale dans le cadre du partage et qu'aucune compensation financière ne sera due entre les collectivités.

- **D'APPROUVER** le transfert à la Communauté de communes Cœur Côte Fleurie des deux clôtures de terrain situées à Trouville-sur-Mer, sans compensation financière. Ces clôtures étant considérées comptablement comme un bien immobilier, elles n'ont pas fait l'objet d'amortissement.
  En dehors de leur valorisation comptable, ces clôtures ne possèdent aucune valeur significative et leur lieu d'implantation justifie que celles-ci soient cédées à titre gracieux à la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie.

- **D'ENTÉRINER** le don du véhicule de service CLIO LIMITED 1,2 16V 75 année 2015 sans compensation financière.
  Ce don a fait l'objet d'une délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés par le Conseil Syndical le 4 mars 2026. Une convention spécifique a été établie entre le Syndicat mixte et le l'association bénéficiaire de ce don. Les collectivités conviennent que cette valeur marchande ne donnera lieu à aucune compensation financière entre elles

- **DE PRENDRE ACTE** qu'aucune procédure n'est en cours avec d'anciens agents et que les dépenses liées au licenciement de l'agent contractuel restant en fonction seront intégralement supportées par le syndicat avant la clôture de ses comptes et viendront en déduction des disponibilités à répartir.
  Toutes les conséquences financières (indemnité de licenciement, indemnité compensatrice de congés payés, allocations chômage via convention avec France Travail, régularisations de charges) ont bien été provisionnées, intégrées dans les dépenses de liquidation.

- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-097 : Prescription de la procédure de modification du PLUi

Rapporteur : Delphine CARVAL-BOULANGER

Annexes : Charte de gouvernance pour la conférence des Maires du 29/09,

Synthèse : *Le PLUi de notre Communauté de Communes a été adopté le 05 mars 2020. Depuis son adoption, le contexte législatif et règlementaire a sensiblement évolué. Dès lors, il convient de mettre à jour le PLUi actuel, à travers une procédure de modification afin :*
• d'assurer sa compatibilité avec le SRADDET et le SCoT.
• d'adapter les différentes pièces du PLUi aux évolutions législatives et règlementaires.
• d'intégrer les dispositions de la loi Climat et Résilience relatives à la sobriété foncière et à la trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
• de traduire localement les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience,

Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Terre d'Auge modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Normandie approuvé par le Préfet de Région Normandie le 2 juillet 2020,

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-065 du 28 mai 2024 approuvant la modification n°1 du SRADDET de Normandie,

Vu la délibération n°20-08 du Comité Syndical du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge en date du 29 février 2020 approuvant la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT ci-après) du Nord Pays d'Auge,

Vu l'arrêté du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge en date du 18 novembre 2024 prescrivant la modification simplifiée n°1 du SCoT,

Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi ci-après) approuvé le 5 mars 2020,

Vu la modification simplifiée du PLUi approuvée le 7 octobre 2021,

Vu les modifications du PLUi n°1 à 6 approuvées le 12 décembre 2024,

Vu la conférence intercommunale des maires en date du 29 septembre 2026 réunissant l'ensemble des maires pour fixer les modalités de collaboration sous la forme d'une charte de gouvernance,

Sa commission en date du 22 septembre 2026 entendue,

Considérant que le PLUi actuellement en vigueur doit évoluer afin d'intégrer les nouvelles exigences législatives et réglementaires intervenues depuis son approbation ;

Considérant que les objectifs fixés par la loi Climat et Résilience imposent une trajectoire de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols, en vue d'atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050 ;

Considérant que le SRADDET fixe des objectifs territorialisés de sobriété foncière auxquels les documents locaux d'urbanisme doivent être compatibles ;

Considérant la modification simplifiée n°1 du SCoT du Nord Pays d'Auge, en cours, portant sur l'intégration des objectifs du SRADDET de Normandie en matière de réduction du rythme de l'artificialisation des sols ;

Considérant que la mise en compatibilité nécessite une modification du PLUi,

Considérant que le 5° du IV de l'article 194 prévoit que « par dérogation aux articles L. 143-29 à L.143-31 et aux articles L. 153-31 à L. 153-35 du code de l'urbanisme, les évolutions du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme » visant à assurer l'intégration des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, puissent être effectuées selon la procédure de modification prévue aux articles L. 143-29 à L. 143-31 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'il y a lieu d'engager la procédure de modification dérogatoire ZAN du PLUi sur l'ensemble du périmètre de la Communauté de Communes,

Considérant les objectifs poursuivis, à savoir :

- Assurer la compatibilité du PLUi avec le SRADDET ;
- Assurer la compatibilité du PLUi avec le SCoT ;
- Intégrer les dispositions de la loi Climat et Résilience relatives à la sobriété foncière et à la trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Traduire localement les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols conformément aux dispositions législatives en vigueur ;
- Adapter les différentes pièces du PLUi aux évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis son approbation.

Ces objectifs pourront être précisés, complétés ou ajustés au cours de la procédure.

Conformément aux dispositions des articles L. 103.2 à L.103.6 du code de l'urbanisme et au vu des objectifs susmentionnés dans la modification dérogatoire ZAN du PLUi, il est donc nécessaire d'engager une procédure de concertation avec la population pendant toute la durée de la procédure.

La concertation se déroulera selon les modalités suivantes :

- ouverture d'un registre d'observations tenu à disposition du public au siège de la Communauté de Communes et dans les mairies des communes membres aux jours et heures d'ouverture habituels ;
- La publication des informations sur le site internet de l'EPCI, au sein d'une rubrique dédiée, ainsi que la mise à disposition d'un registre d'observations dématérialisé ou équivalent.
- mise à disposition des documents d'élaboration du projet de PLUi au fur et à mesure de leur validation, au siège de la Communauté de Communes et sur son site internet.

Les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et suivants du Code de l'urbanisme seront consultées et associées tout au long de la procédure.

Ayant entendu l'exposé de Madame la Vice-Présidente, le Conseil communautaire décide, à la majorité des membres présents et représentés (avec 3 abstentions : M. LANGLOIS Thierry, M. REYDELLET Steve, Mme LEVY Marilyne)

- **DE PRESCRIRE** la modification dérogatoire ZAN du PLUi sur l'ensemble du territoire intercommunal selon les objectifs précités.
- **D'OUVRIR** la concertation pendant toute la durée de l'étude.
- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

50 VOTANTS
47 POUR
0 CONTRE
3 ABSTENTIONS

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-098 : Modification de l'intérêt communautaire au titre de la compétence « action sociale » - désignation de la Communauté de Communes Terre d'Auge comme autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant

Rapporteur : Claire JOLIVET-SERVANT,

Synthèse : *Cette délibération s'inscrit dans l'évolution du cadre législatif relatif au service public de la petite enfance. La loi a renforcé les responsabilités des collectivités en matière d'accueil des jeunes enfants et a introduit la notion d'Autorité Organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant. La Communauté de communes Terre d'Auge est déjà compétente dans ce domaine, notamment à travers la gestion de la crèche située à Pont l'Évêque, de deux Relais Petite Enfance et d'un multi-accueil, ainsi que plus largement dans le développement des services destinés aux jeunes enfants et à leurs familles. La délibération vise donc à formaliser et sécuriser le positionnement de la Communauté de communes comme Autorité Organisatrice de l'accueil du jeune enfant sur son territoire, en intégrant ces missions dans l'intérêt communautaire de la compétence « Action sociale ».*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, introduisant à l'article 17, les dispositions relatives au service public de la petite enfance (SPPE) et aux autorités organisatrices (AO) de l'accueil du jeune enfant ;

Vu la loi n°2026-442 du 4 juin 2026 visant à étendre à toutes les communes la compensation financière prévue pour les communes de plus de 3 500 habitants pour l'exercice de l'ensemble des compétences du service public de la petite enfance ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2019-094 en date du 27 septembre 2018 du Conseil communautaire portant définition de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale des familles (CASF), issu de la loi, précisant les compétences de l'Autorité Organisatrice :

- Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles, ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire ;
- Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents ;
- Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil ;
- Soutenir la qualité des modes d'accueil mentionnés.

Considérant que l'évolution du cadre législatif relatif à l'accueil du jeune enfant a élargi les missions relevant de l'organisation de l'accueil du jeune enfant et a introduit la notion d'autorité organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant ;

Considérant que la Communauté de communes rayonne déjà de manière exclusive dans le champ de la politique publique de la petite enfance par le biais d'actions qu'elles mènent au travers de sa compétence pour « l'étude, la réalisation et la gestion de crèches, de haltes-garderies et de Relais Assistantes Maternelles »

Considérant que la Communauté de Communes exerce déjà les compétences prévues à l'article L. 214-3 du code de l'action sociale des familles (CASF) à travers les structures qu'elle gère (Relais Petite Enfance, gestion du multi-accueil).

Considérant qu'une modification de l'intérêt communautaire permet de sécuriser et conforter l'exercice de ces missions et de formaliser le positionnement de la Communauté de communes Terre d'Auge en qualité d'Autorité Organisatrice (AO) sur son territoire et ainsi de bénéficier, lorsqu'elle remplit les conditions réglementaires requises, des dispositifs d'accompagnement et de soutien financier associés à l'exercice des missions d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant ;

Considérant qu'il convient en conséquence de compléter l'intérêt communautaire attaché à la compétence « Action sociale » ;

Ayant entendu l'exposé de Madame la vice-Présidente, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE DÉSIGNER**, sur son territoire, la Communauté de communes comme autorité organisatrice (AO) ;

- **DE DÉCLARER** d'intérêt communautaire, en sus des compétences définies par la délibération n° CC-DEL-2018-094 du 28 septembre 2018, la prise en charge des missions prévues à l'article L. 214-1-3 du Code de l'action sociale et des familles, notamment :

- de recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles, ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire ;
- d'informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents ;
- de planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil ;
- de soutenir la qualité des modes d'accueil mentionnés ;

- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à conclure avec les communes membres, les organismes sociaux, les partenaires institutionnels et les gestionnaires d'équipements et de services concernés toute convention nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération, notamment afin de préciser les modalités de coordination et d'exercice des missions relevant de l'autorité organisatrice.

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-099 : Exonération de la Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères et Assimilés (TEOM)

Rapporteur : David POTTIER

Synthèse : *Cette délibération concerne l'exonération de TEOM pour l'année 2027 de certaines entreprises et des terrains de camping implantés sur le territoire. Certaines entreprises ne bénéficient pas du service public de collecte et d'élimination des déchets et peuvent, sous certaines conditions, demander à être exonérées de cette taxe. Par ailleurs, les campings du territoire sont déjà soumis à une redevance spéciale pour la collecte*

de leurs déchets. Il est donc proposé de les exonérer également de la TEOM afin d'éviter une double contribution pour ce service. La délibération vise à exonérer de la totalité de la TEOM au titre de 2027 les entreprises et camping en ayant fait la demande. Celle-ci doit être adoptée avant le 15 octobre 2026 pour que les exonérations puissent s'appliquer à l'année 2027.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1521-III .1 et 2 bis permettant d'exonérer annuellement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM ci-après) les locaux à usage industriel et locaux commerciaux et les personnes assujetties à la redevance spéciale prévue à l'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la délibération du 06 mars 2003 instituant la redevance spéciale ordures ménagères pour les terrains de camping ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2023-050 du 13 avril 2023 fixant les taux de TEOM ;

Vu l'avis de la Commission Environnement du 30 septembre 2026 ;

Considérant que certaines entreprises ne bénéficient pas du service de collecte et d'élimination des déchets, elles peuvent être exonérées de la TEOM, en faisant une demande d'exonération motivée ;

Considérant que les terrains de camping du territoire sont soumis à la redevance spéciale pour la collecte de leurs déchets, et qu'il convient de les exonérer de la TEOM ;

Considérant que pour exonérer de la TEOM les sociétés au titre de l'année 2027, une délibération doit être prise avant le 15 octobre 2026 ;

Considérant les demandes formulées par certaines entreprises du territoire,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'EXONÉRER** de la totalité de la TEOM les entreprises listées dans la pièce annexe pour l'année 2027,
- **D'EXONÉRER** de la totalité de la TEOM les campings listés dans la pièce annexe pour l'année 2027,

50 VOTANTS
50 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-100 : Budget Annexe Parc d'activités du Gosset – décision modificative n°1

Rapporteur : Eric HUET

Synthèse : *Les décisions modificatives sont destinées à procéder, en cours d'année, après le vote du Budget Primitif, à des ajustements comptables. La présente décision modificative est nécessaire pour procéder à un changement de chapitre (du chapitre 27 au chapitre 16) dans la section d'investissement du budget annexe du Parc d'Activités du Gosset. Il s'agit uniquement d'un virement de chapitre à chapitre sans augmentation des*

crédits initialement votés. Les autres chapitres restent inchangés. Ce changement est nécessaire afin de permettre le remboursement de l'avance faite par le budget général.

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-008 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026, approuvant le budget primitif 2026 du budget annexe Parc d'activité du GOSSET ;

Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale en date du 16 septembre 2026 ;

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits en section d'investissement pour l'exercice 2026 ;

Considérant que cet ajustement permettra le remboursement de l'avance faite par le budget général ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **D'ADOPTER** la décision modificative n°1 du budget annexe Parc d'activités du GOSSET équilibré comme suit :

Section de fonctionnement

DEPENSES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 042 : opérations d'ordre entre section	325 046,35€	0,00€	325 046,35€
Chapitre 65 : autres charges de gestion courante	10,00€	0,00€	10,00€
TOTAL DES DEPENSES	**325 056,35€**	**0,00€**	**325 056,35€**

RECETTES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 002 : résultat antérieur reporté	234 062,07€	0,00€	234 062,07€
Chapitre 70 : produits des services	325 046,35€	0,00€	325 046,35€
Chapitre 75 : autres produits	10,00€	0,00€	10,00€
TOTAL DES RECETTES	**559 118,42€**	**0,00€**	**559 118,42€**

Section d'investissement

DEPENSES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 16 : emprunts et dettes	0,00€	+586 000,00€	586 000,00€
Chapitre 27 : autres imm. financières	586 000,00€	-586 000,00€	0,00€
TOTAL DES DEPENSES	**586 000,00€**	**0,00€**	**586 000,00€**

RECETTES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 001 : résultat antérieur reporté	260 953,65€	0,00€	260 953,65€
Chapitre 040 : opérations d'ordre entre section	325 046,35€	0,00€	325 046,35€
TOTAL DES RECETTES	**586 000,00€**	**0,00€**	**– 0,00€**

49 VOTANTS
49 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-101 : Budget Annexe Parc d'activités du Gosset – clôture du budget

Rapporteur : Eric HUET

Synthèse : *Cette délibération fait suite à l'achèvement des opérations de commercialisation du Parc d'activités du Gosset. Le budget annexe dédié à ce parc n'ayant plus vocation à être utilisé, il est proposé de procéder à sa clôture. À la clôture, le budget annexe présente un excédent de 234 062,07 €. La délibération vise à clôturer le budget annexe et à intégrer ses éléments financiers et patrimoniaux au budget général de la Communauté de communes.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-008 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026, approuvant le budget primitif 2026 du budget annexe Parc d'activité du GOSSET ;

Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale en date du 16 septembre 2026 ;

Considérant l'achèvement des opérations de commercialisation du Parc d'activités du GOSSET,

Considérant le résultat excédentaire de clôture du budget annexe Parc d'activités du GOSSET, pour un montant de 234 062,07€

Ayant entendu l'exposé de Monsieur la vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE CLÔTURER** le budget annexe Parc d'activités du GOSSET
- **DE PROCEDER** à la reprise des résultats et à l'intégration de l'actif dans le budget général de la Communauté de communes
- **D'APPROUVER** le reversement de l'excédent de fonctionnement au budget général de la Communauté de communes

49 VOTANTS
49 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-102 : Organisation des astreintes techniques

Rapporteur : Laurent MAYEUX

Synthèse : *Afin d'assurer la continuité du service public en toute circonstances, il est nécessaire de de pouvoir recourir à des agents. A cette fin, il convient de mettre en place et organiser une astreinte technique. [LC1.1] Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité. Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu d'intervention. Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit donner lieu à un repos compensateur, ou être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte, en fonction du choix de l'agent et selon les nécessités de service. La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique. Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions règlementaires énoncées ci-dessous, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu le code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2000-815 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2025 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Ressources Humaines en date du 23 septembre 2026,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 octobre 2026,

Considérant la nécessité de recourir à tout moment à des agents pour assurer la continuité du service public à l'usager,

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire d'organiser les astreintes,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ORGANISER** les astreintes à compter du 01 novembre 2026 comme suit :

Préambule

La nature de certaines activités intercommunales nécessite de pouvoir recourir à tout moment à des agents qui doivent intervenir dans l'urgence du fait de leurs compétences techniques afin d'intervenir pour rétablir le bon fonctionnement d'installations dont l'interruption aurait un impact conséquent sur la continuité du service à l'usager.

Article 1er : Agents bénéficiaires et les emplois concernés

Sont concernés par ce dispositif :

- Les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, en fonction dans la collectivité ;
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, en fonction dans la collectivité.

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif des astreintes.

Filière	**Poste**
Technique	Responsable du pôle Patrimoine / Sport / Numérique
Technique	Responsable des services techniques et du sport
Technique	Agents techniques polyvalents
Technique	Agents d'exploitation des équipements sportifs

Article 2 – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans les cas suivants :

- Évènements climatique, météorologique (neige, inondations, tempête etc.) ;
- Manifestations particulières (festivité locale, concert, etc.) ;
- Mission ou évènements nécessaires au fonctionnement de la collectivité ;
- Entretien des bâtiments intercommunaux, matériels, lieux publics.

Article 3 : Périodes d'astreinte

Les périodes d'astreinte sont :

- Une semaine complète
- Du lundi matin au vendredi soir
- Un jour ou une nuit de week-end ou férié
- Une nuit de semaine
- Du vendredi soir au lundi matin

Article 4 : Obligations de l'agent d'astreinte

L'agent doit :

- Veiller à rester joignable à tout moment sur le téléphone portable mis à disposition ;
- Veiller à un chargement satisfaisant permanent de la batterie du téléphone portable mis à disposition ;
- Veiller à remplir les fiches de suivi d'intervention ;
- Respecter la plus grande discrétion par rapport aux informations dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exercice de l'astreinte.

Article 5 : Moyens matériels

Les moyens mis à disposition des agents pour assurer leur mission d'astreinte sont :

- Un véhicule de service d'astreinte
- Un téléphone portable
- Mallette avec informations essentielles
- Fiche de suivi d'intervention
- Les équipements de protection individuelle adaptés à l'intervention

Article 6 : Modalités d'indemnisation ou de compensation

Les périodes d'astreintes sont indemnisées selon les barèmes en vigueur. Toute intervention lors des périodes d'astreintes est compensée ou indemnisée selon les barèmes prévus par la réglementation en vigueur.

- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants.
- **D'AUTORISER** Le Président à signer tout acte y afférent.

49 VOTANTS
49 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-103 : Création de postes et mise à jour du tableau des effectifs au 01/11/2026

Rapporteur : Laurent MAYEUX

Synthèse : *La Communauté de Communes Terre d'Auge est engagée dans la mise en œuvre d'un programme d'actions destiné à renforcer la qualité des services aux administrés et à doter le territoire communal de services renforçant son attractivité. Les services assurent à la fois le pilotage technique et administratif de l'ensemble de ces actions, tout en ajustant et adaptant leur fonctionnement à l'évolution de leurs missions, en lien avec les moyens mis à leur disposition. Conformément à l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu le code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis de la Commission Administration générale & Ressources humaines en date du 23 septembre 2026,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 06 octobre 2026,

Considérant les besoins des services communautaires,

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE METTRE A JOUR** le tableau des effectifs, au 01/11/2026, ci-annexé, comme suit :

Création d'emplois permanents

Filière	Cat.	Grade	Quotité du temps de travail	Motif	Service
Administrative	A	Attaché hors classe	35/35	Avancement de grade	Pôle Ressources Administratives et Financières
Administrative	A	Attaché	35/35	Promotion interne	Pôle Education

Technique	B	Technicien	35/35	Création de poste	Informatique
Technique	B	Technicien	35/35	Promotion interne	Pôle Education
Animation	B	Animateur principal 1ère classe	35/35	Avancement de grade	Pôle Education
Administrative	C	Adjoint administratif	35/35	Recrutement à prévoir	Pôle Administration Générale
Technique	C	Adjoint technique principal 1ère classe	26/35	Avancement de grade	Pôle Education
Technique	C	Adjoint technique principal 2ème classe	35/35	Avancement de grade	Services Techniques
Technique	C	Adjoint technique principal 2ème classe	28/35	Avancement de grade	Pôle Education
Sociale	C	ATSEM principal 1ère classe	32/35	Avancement de grade	Pôle Education
Sociale	C	ATSEM principal 1ère classe	32/35	Avancement de grade	Pôle Education

- **DE DIRE** qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les emplois permanents pourront être occupés par un contractuel au grade prévu par le poste dans les conditions fixées à l'article L332-14 et L332-8 alinéa 1° à 6° du Code général de la fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme en lien avec le poste ou d'expériences professionnelles équivalentes.
- **DE DIRE** que le traitement sera calculé par référence à l'indice brut du fonctionnaire recruté ou en fonction de la nature des fonctions concernées, de l'expérience professionnelle antérieure et du profil de l'agent contractuel.
- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires à la rémunération des agents ainsi nommés et les charges sociales s'y rapportant.

49 VOTANTS
49 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE N°CC-DEL-2026-104 : Présentation du rapport annuel de la SPL Normantri

Rapporteur : David POTTIER

Synthèse : *Le code général des collectivités territoriales impose pour les Sociétés Publics Locales, par ces articles L. 1524-5 et D.1524-7 du Code général des collectivités territoriales, la présentation d'un rapport annuel relatif à leur gestion. Ce rapport comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux.*

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1524-5 et D.1524-7 ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2019-098 du 03 octobre 2019 portant adhésion à la Société Public Locale (SPL ci-après) Normantri ;

Vu le rapport annexé ;

Considérant l'obligation pour la SPL Normantri de présenter, annuellement, un rapport de gestion à la communauté de communes Terre d'Auge,

Considérant la nécessité de la Communauté de communes de prendre acte du rapport de gestion de la SPL Normantri.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE PRENDRE ACTE** du rapport de gestion de la SPL NORMANTRI au titre de l'année 2025

INFORMATION : Compte-rendu des délibérations du Bureau et des décisions du Président prises du 16 juin 2026 au 15 septembre 2026

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Entre le 15 juin et le 15 septembre 2026, le Bureau communautaire s'est réuni et le Président a pris plusieurs décisions dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées par le Conseil communautaire. Les délibérations adoptées par le Bureau communautaire ainsi que les décisions prises par le Président au cours de cette période sont présentées au Conseil communautaire pour information et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales. Ces actes portent sur différents domaines relevant des compétences de la Communauté de communes et de la gestion courante de l'établissement. Le Conseil communautaire est ainsi invité à prendre acte de la présentation des délibérations du Bureau communautaire et des décisions prises par le Président entre le 15 juin et le 15 septembre 2026.*

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L2122-23,

Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC-DEL-2026-028 du 09 avril 2026, déléguant une partie des attributions du conseil communautaire au Bureau,

Vu la délibération du conseil communautaire n° CC-DEL-2026-026 du 09 avril 2026, déléguant une partie des attributions du conseil communautaire au Président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-003 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 1er Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-004 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 2ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-005 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 3ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-006 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 4ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-007 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 5ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-008 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 6ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-009 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 7ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-010 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature à la conseillère communautaire déléguée,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-011 du 15 avril 2026, portant délégation de signature à Monsieur Jean Baptiste LECLERC, Directeur Général des Services

---

Les 3 délibérations du Bureau prises du 16/06/2026 au 15/09/2026 sont les suivantes :

- **BU_DEL_2026_01 du 30/06/2026 – portant validation du procès-verbal de la séance du 11 décembre 2025**

Vu le règlement intérieur de la communauté de communes adopté le 8 octobre 2020 ;

Considérant le projet du procès-verbal du 11 décembre 2025 transmis aux membres ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Bureau communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE VALIDER** le procès-verbal du 11 décembre 2025, ci-annexé

13 VOTANTS : 13 POUR / 0 CONTRE / 0 ABSTENTION

- **BU_DEL_2026_02 du 30/06/2026 – portant signature d'une convention de financement des dépenses de fonctionnement de l'école privée Bon Pasteur à Pont l'Évêque**

Vu la circulaire n°05-206 du 2 décembre 2005 portant financement par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat ;

Vu la circulaire n°7-0448 du 6 août 2007 portant modifications relatives aux libertés et responsabilités locales en matière de financement par les communes des écoles privées sous contrat ;

Vu la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012 relatives aux règles de prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat ;

Vu le contrat d'association conclu le 30 juin 1994 entre l'Etat, l'école privée du Bon Pasteur de Pont l'Evêque et l'OGEC ;

Vu le projet de convention de financement des dépenses de fonctionnement de l'école Bon Pasteur,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°CC-DEL-2025-107 du 11 décembre 2025 déterminant le coût moyen d'un élève ;

Vu l'avis de la commission enfance, éducation et restauration scolaire en date du 07/01/2026,

Considérant qu'il est nécessaire de signer une convention pour l'année 2026 ;

Monsieur Jérémy ROSEAU ne prend pas part au vote et sort de la salle ; ce qui porte à 11 le nombre de présents et le nombre de votants.

Ayant entendu l'exposé de Madame la vice-présidente, le Bureau communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE VALIDER** la convention de financement des dépenses de fonctionnement de l'école privée Bon Pasteur à Pont l'Evêque pour l'année 2026, ci-annexée

586 **D'AUTORISER** le Président à signer ladite convention ainsi que tous documents et avenants s'y rapportant afin d'assurer sa bonne exécution

11 VOTANTS : 11 POUR / 0 CONTRE / 0 ABSTENTION

- **BU_DEL_2026_03 du 30/06/2026 – portant autorisation à la signature des marchés de rénovation énergétique des écoles de Blangy-le-Château et Bonneville-la-Louvet**

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la procédure lancée en date du 21 Mai 2026 ;

Vu la publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et sur le profil d'acheteur de la collectivité ;

Vu la date limite de remise des offres en date du 12 Juin 2026 à 12h00

Vu le rapport d'analyse des offres ;

Considérant que six (6) entreprises ont remis une offre dans les délais impartis ;

Considérant le découpage du marché en 3 lots ;

Considérant les caractéristiques du marché, exécuté sur la base d'un forfait, avec une estimation globale de 327 000€ HT ;

Considérant qu'à l'issue de l'analyse des offres les entreprises mentionnées ci-dessous ont présentées les offres plus avantageuses économiquement pour la Communauté de Communes Terre d'auge pour chacun des lots ;

Mesdames Sandrine BOIRE et Audrey GADENNE entrent dans la salle, ce qui porte à 14 le nombre de présents et à 15 le nombre de votants.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Bureau communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

1 **D'ATTRIBUER** les marchés aux entreprises comme suit :

LOTS	DESIGNATIONS	ATTRIBUTAIRES	MONTANT GLOBAL EN € HT
LOT N°1	Menuiseries extérieures	DFL Menuiseries	82 766.72€
LOT N°2	Isolation par l'extérieur	Isorex 76	185 455.00€
LOT N°3	Couverture entreprise	ENC	5 628.85€

1 **D'AUTORISER** le Président à signer lesdits marchés

- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les actes s'y rapportant y compris les avenants

15 VOTANTS : 15 POUR / 0 CONTRE / 0 ABSTENTION

Les 22 décisions prises du 16/06/2026 au 15/09/2026 sont les suivantes :

- **CC_DEC_2026_020 du 18/06/2026 – portant signature d'un marché de prestations intellectuelles pour des missions de reconnaissance géotechnique avec la société GEOTECH – Signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu le code de la commande publique,

Vu le rapport d'analyses des offres de missions de reconnaissance géotechniques relatif à 2 opérations de construction : Zone d'Activités de Drubec et de la future déchetterie intercommunale sur la commune de Saint Julien sur Calonne, pour un montant de 23 480€ HT soit 29 376€ TTC,

Considérant la nécessité de désigner la maitrise d'œuvre pour l'aménagement de la future ZA de Drubec ainsi que la construction de la nouvelle déchetterie intercommunale,

Considérant que cette consultation fait l'objet d'un allotissement soit lot n°1 pour la ZA de Drubec et lot n°2 pour la construction de la future déchetterie,

Considérant que ce marché comprend une tranche ferme pour chacun des 2 lots et des tranches conditionnelles pour chacun d'eux,

Considérant que les phases conditionnelles pour le lot n°2 pour la construction de la future déchetterie seront levées en fonction de l'avancement du projet,

Considérant la nécessité d'assurer la levée de doute concernant la présence éventuelle de cavités souterraines sur les parcelles de la future Zone d'Activités de Drubec lot N°1, les missions géotechniques seront réalisées après cette levée de doute et à l'état d'avancement,

Considérant la mise en concurrence ainsi que le rapport d'analyse des prestations géotechniques relatives aux deux projets, il est proposé de retenir la société GEOTEC,

DECIDE :

D'ATTRIBUER le marché de prestation intellectuelle à la Société GEOTEC comme suit :

- 11 160€ HT, soit 13 392€ TTC pour la tranche ferme pour le lot n°1 : ZA de Drubec
- 12 320€ HT, soit 15 984€ TTC pour la tranche ferme pour le lot n°2 : Future déchetterie intercommunale

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement au budget annexe déchets pour le lot n°1 et au budget annexe ZA de Drubec pour le lot n°2

- **CC_DEC_2026_021 du 02/07/2026 portant demande de dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques publiques – signataire : Audrey GADENNE**

Vu la délibération CC_DEL_2026_090 du 02 octobre 2025 portant signature du Contrat de Développement Culturel de Territoires (CDCT),

Considérant la nécessité de remplacer le matériel informatique obsolète et ses mobiliers pour un accès performant pour le personnel et les usagers des bibliothèques Terre d'Auge,

Considérant la nécessité d'installer la fibre et la RFID (Radio Frequency Identification) pour moderniser la bibliothèque à Pont l'Évêque,

Considérant que les actions mentionnées ci-dessus sont éligibles à la dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques publiques des communes, des départements et leurs groupements,

Considérant que la DRAC à travers ce dispositif DGD, est susceptible de financer ces projets,

DECIDE

DE SOLLICITER une subvention pour l'acquisition de matériel informatique, d'installation de fibres et de RFID dans les bibliothèques du territoire Terre d'Auge pour un montant total de dépenses de 33 675€ HT au titre de la DGD.

DE VALIDER le plan de financement comme suit :

Partenaires	Montant HT
DRAC – DGD (60%)	20 205 €
Communauté de communes (40%)	13 470 €
Total	33 675 €

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement au budget supplémentaire 2026

- **CC_DEC_2026_022 du 07/07/2026 portant signature d'un devis pour l'achat et l'installation d'un lave-vaisselle et de ses accessoires au restaurant scolaire de Pont l'Évêque – signataire : Claire JOLIVET-SERVANT**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis N° 29846 de la société TECNOREST d'un montant de 16 633.78€ HT, soit 19 960.54 € TTC,

Considérant la nécessité de l'achat et de l'installation d'un lave-vaisselle et de ses accessoires au restaurant scolaire à Pont l'Evêque dues à sa vétusté et la difficulté à s'approvisionner en pièces détachées,

DECIDE :

DE SIGNER le devis N° 29846 de la société TECNOREST pour l'achat et de l'installation d'un lave-vaisselle et de ses accessoires au restaurant scolaire à Pont l'Evêque, d'un montant de 16 633.78€ HT, soit 19 960.54 € TTC,

DE DIRE que la facture sera réglée selon les conditions de règlement suivantes :

- 50% à la commande
- 30% à la réception du matériel
- 20% à la réception du chantier

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

- **CC_DEC_2026_023 du 09/07/2026 portant autorisation de procéder au désherbage des livres des bibliothèques au titre de l'année 2025 – signataire : Audrey GADENNE**

Vu la liste de désherbage ci annexée,

Considérant la nécessité de procéder au désherbage des livres des bibliothèques au titre de l'année 2025,

DECIDE :

DE PROCEDER au désherbage des livres selon les listes ci annexées

DE PROCEDER à leur vente ou à leur destruction

- **CC_DEC_2026_024 du 09/07/2026 portant signature du contrat avec l'association Fédération Musicale Normandie (FMN) pour une prestation de sonorisation et d'éclairage – signataire : Audrey GADENNE**

Vu le code de la commande publique,

Vu le contrat entre la Communauté de communes Terre d'Auge et l'association FMN, d'un montant de 1 000€ net de taxe pour leur prestation de sonorisation et d'éclairage pour les dates du 29 et 30 septembre 2026 inclus,

Considérant la participation financière de la Communauté de communes Terre d'Auge pour cette prestation,

Considérant que la Communauté de communes met à disposition un lieu pour le spectacle du 29 et 30 septembre 2026,

DECIDE

DE SIGNER le contrat avec l'association FMN, d'un montant de 1 000€ net de taxe pour leur prestation de sonorisation et d'éclairage pour les dates du 29 et 30 septembre 2026 inclus,

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget prévisionnel 2026

- **CC_DEC_2026_025 du 09/07/2026 portant signature de la convention avec l'Education Nationale relative à l'organisation « Orchestre à l'école » au sein de l'école primaire à Saint Philbert des Champs – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu le projet de convention relative à l'organisation d'« Orchestre à l'école » au sein de l'école primaire à Saint Philbert des Champs pour les années scolaires 2026- 2027 et 2027-2028,

Considérant que le projet pédagogique proposé par l'Education Nationale pour l'apprentissage collectif d'un instrument de musique,

Considérant l'intérêt de ce projet pour les enfants du territoire de la Communauté de communes Terre d 'Auge,

DECIDE

DE SIGNER la Convention avec l'Education Nationale relative à l'organisation « Orchestre à l'école » au sein de l'école primaire à Saint Philbert des Champs pour les années scolaires 2026- 2027 et 2027-2028,

---

- **CC_DEC_2026_026 du 15/07/2026 portant signature du devis de la société REXEL pour l'achat d'un coffret de branchement électrique provisoire et la fourniture de câbles d'alimentation pour l'aire temporaire d'accueil de grand passage à Annebault – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis N° 000123274 de la société REXEL d'un montant de 5 039.78€ HT, soit 6 047.74€ TTC pour l'achat d'un coffret de branchement électrique provisoire et la fourniture de câbles d'alimentation,

Considérant la nécessité de l'achat et l'installation de ce matériel de branchement électrique provisoire afin de répondre aux obligations de la communauté de communes en matière d'accueil de caravanes, de résidences mobiles ou toute autre installation légère,

Considérant l'aménagement de la Zone d'Activités d'Annebault en aire temporaire d'accueil de grand passage,

Considérant que l'achat et l'installation de ce coffret de branchement provisoire et de ces câbles ont été étudié en collaboration avec Enedis,

Considérant que ce dispositif a été validé par la préfecture du Calvados,

DECIDE

DE SIGNER le devis N°000123274 de la société REXEL d'un montant de 5 039.78€ HT, soit 6 047.74€ TTC pour l'achat d'un coffret de branchement électrique provisoire et la fourniture de câbles d'alimentation pour l'aire temporaire d'accueil de grand passage

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

- **CC_DEC_2026_027 du 21/07/2026 portant cession du lot n°4 de la zone d'activités des Isles à Bonneville-la-Louvet à la société CHANTILLON MENUISERIE CHARPENTE – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu la délibération n°CC-2024-009 autorisant le Président à signer les actes de vente pour la cession des terrains des zones d'activités de Terre d'Auge,

Vu la délibération n°CC-2024-010 fixant le prix de vente des terrains de la zone d'activité des Isles à Bonneville-La-Louvet à 38€ HT/m²,

Vu l'arrêté de la commune de Bonneville-La-Louvet en date du 14 novembre 2022 accordant le permis d'aménager n° PA 014 085 22 D0002 pour la création d'un lotissement à destination d'activités économiques de 5 lots,

Vu l'avis favorable de la commission développement économique et dynamiques commerciales du 5 mars 2025,

Considérant la commercialisation des terrains de la zone d'activité des Isles à Bonneville-La-Louvet,

Considérant que l'aménagement et la vente des terrains de la zone d'activité des Isles participent au développement économique du territoire de Terre d'Auge,

Considérant que La société CHANTILLON MENUISERIE CHARPENTE souhaite se porter acquéreur de ce lot pour la construction d'un bâtiment destiné à son activité de menuiserie et charpente.

Préalablement à l'acte de vente, il sera conclu une promesse de vente intégrant, outre les conditions suspensives usuelles, les conditions particulières suivantes :

- Obtention du financement pour la réalisation de l'opération
- Obtention d'un permis de construire purgé de tout recours et de tout retrait

DECIDE

DE CEDER à la société CHANTILLON MENUISERIE CHARPENTE ou à toute autre personne morale ou physique appelée à s'y substituer pour le même objet, le lot n°4 de la zone d'activités des Isles à Bonneville-La-Louvet, au prix de 38€ HT/m² soit pour 1806 m², la somme de 68 628 HT€

D'AUTORISER le Président ou son représentant à signer la promesse de vente dans un premier temps et l'acte de cession dans un second temps ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente décision

---

- **CC_DEC_2026_028 du 20/07/2026 portant institution d'une régie d'avances et de recettes pour l'aire d'accueil des gens du voyage Terre d'Auge – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC-DEL-2026-63 du 30 juin 2026, approuvant les tarifs

Considérant que le bon fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage nécessite l'institution d'une régie d'avances et de recettes pour le règlement et le remboursement des cautions, ainsi que le règlement au droit d'usage et la tarification des prestations

DECIDE

DE SIGNER créer une régie d'avances et recettes pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage.

- **CC_DEC_2026_029 du 22/07/2026 portant signature du devis de la SAS TSE pour des travaux visant à réhabiliter le système de drainage du terrain de football annexe sur le complexe sportif Michel d'Ornano à Pont l'Évêque – signataire : Dorian COGE**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis N° DE12476 de la SAS TSE, domicilié à Marchesieux (50 190), d'un montant de 60 576.60€ HT, soit 72 691.92€ TTC,

Considérant la nécessité de réhabiliter le système de drainage du terrain de football annexe sur le complexe sportif Michel d'Ornano à Pont l'Evêque, afin de résoudre les problématiques d'inondation, notamment en période hivernale,

Considérant que les travaux nécessitent la fermeture du terrain pour une période comprise entre 8 et 12 semaines afin de garantir la bonne réalisation,

Considérant que la durée des travaux est d'environ 20 jours avec une immobilisation maximale de deux mois assurant une reprise optimale du gazon du terrain de football annexe,

DECIDE

DE SIGNER le devis N° DE12476 de la SAS TSE d'un montant de de 60 576.60€ HT, soit 72 691.92€ TTC, pour des travaux de réhabiliter le système de drainage du terrain de football annexe sur le complexe sportif Michel d'Ornano à Pont l'Evêque

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement.

- **CC_DEC_2026_030 du 23/07/2026 portant signature du devis de la société EXPLORE pour la mission de reconnaissance géotechnique préalable à l'acquisition de la ZA de Drubec – signataire : David POTTIER**

Vu le code de la commande publique,

Vu la promesse de vente signée le 25 février 2026 en l'étude de Maître Burel à Pont l'Évêque,

Vu le devis D14230-02-01-B de la société EXPLORE domiciliée à Yerville (76760) pour la mission de reconnaissance géotechnique préalable à l'acquisition de la ZA de DRUBEC pour un montant de 24 800,00 € HT, soit 29 760,00 € TTC,

Considérant la levée de doute qu'il est impératif d'effectuer concernant les risques liés aux potentielles cavités souterraines sur la future ZA de Drubec,

Considérant le projet d'acquisition des parcelles recensées au cadastre comme suit : section ZA parcelles n°101, 104 et 109 sur la commune de Drubec,

Considérant que l'entreprise EXPLORE est la seule ayant répondu à la consultation préalable lancée par la Communauté de communes Terre d'Auge,

Considérant l'urgence que cette prestation soit effectuée dans les meilleurs délais afin de respecter les conditions suspensives liées à la promesse de vente,

DECIDE

DE SIGNER le devis n° devis D14230-02-01-B de la société EXPLORE domiciliée à Yerville (76760) pour la mission de reconnaissance géotechnique préalable à l'acquisition de la ZA de DRUBEC pour un montant de 24 800,00 € HT, soit 29 760,00 € TTC,

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget annexe prévu pour la zone d'activité de Drubec

---

- **CC_DEC_2026_031 du 23/07/2026 portant signature du devis de la société TOSHIBA pour l'acquisition de deux copieurs destinés au siège de la Communauté de Communes Terre d'Auge à Pont l'Évêque – signataire : David POTTIER**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis n° CPQ-76219 -V2 avec la société TOSHIBA pour la fourniture, l'installation et le contrat de maintenance de deux copieurs destinés au nouveau siège de la Communauté de communes Terre d'Auge pour un montant de 10 550,00 € HT,

Considérant la panne de l'ancien copieur utilisé dans les services de la Communauté de communes Terre d'Auge qui s'avère trop vétuste pour être réparé,

Considérant que les nouveaux locaux du siège de la Communauté de communes Terre d'Auge sont répartis sur deux étages et qu'il apparaît indispensable de s'équiper d'un copieur à chaque niveau,

Considérant la procédure de mise en concurrence ayant été lancée par la Communauté de communes Terre d'Auge,

Considérant la réception et l'analyse des deux offres des sociétés TOSHIBA et KOESIO,

DECIDE

DE SIGNER le devis n° CPQ-76219 -V2 avec la société TOSHIBA pour l'acquisition et l'installation de deux copieurs destinés au siège de la Communauté de communes Terre d'Auge de Pont l'Évêque pour un montant de 10 550,00 € HT,

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement dans l'opération de construction du siège.

- **CC_DEC_2026_032 du 23/07/2026 portant signature du devis de la SAS RAINETTE pour la réalisation d'une étude de terrain préalable à la construction de la future déchèterie de Saint-Julien-sur-Calonne – signataire : David POTTIER**

Vu le code de la commande publique,

Vu la proposition financière de la SAS RAINETTE, domiciliée à JENLAIN (59144) pour un montant de 22 255,00 € HT, soit 26 706,00 € TTC,

Considérant la procédure de mise en concurrence ayant été engagée par la Communauté de communes Terre d'Auge,

Considérant que 5 bureaux d'études ont été consultés et que 3 ont répondu,

Considérant la réception et l'analyse des offres des 3 bureaux d'études,

Considérant l'obligation formulée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Calvados de répondre à la réalisation d'une étude faune, flore et zones humides,

Considérant l'importance de lever tout doute concernant d'éventuelles zones humides sur les parcelles,

Considérant le caractère urgent de lancer la phase d'étude du projet de construction de la déchèterie,

DECIDE

D'ACCEPTER et de signer la proposition financière de la SAS RAINETTE pour un montant de 22 255,00 € HT soit 26 706,00 € TTC pour la réalisation d'une étude de terrain préalable à la construction de la future déchèterie de Saint-Julien-sur-Calonne,

DE DIRE que la facture sera réglée selon les conditions de règlement suivantes :

- 30% au lancement de l'étude
- 40% à l'issue des investigations sur site
- 30% au rendu final de l'étude

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement,

---

– **CC_DEC_2026_033 du 24/07/2026 portant signature du devis de la société TOSHIBA pour l'acquisition de deux copieurs destinés au siège de la Communauté de Communes Terre d'Auge à Pont l'Évêque – signataire : Claire JOLIVET SERVANT**

Vu le code de la commande publique,

Vu la proposition financière N° RB22260039550001 de la société ENEDIS, domiciliée à PUTAUX (92800) pour un montant de 6 113,27 € HT, soit 7 335,89 € TTC,

Considérant les travaux de rénovation énergétique entrepris à l'école de Bonneville la Louvet,

Considérant que ces travaux contribueront à la réduction des consommations d'énergie du site,

Considérant que le compteur triphasé actuel inférieur à 36 kVa ne permet pas l'installation des futurs équipements du site,

Considérant la nécessité d'augmenter la puissance électrique de ce compteur à 84 kVa soit sur une tarification dit jaune,

DÉCIDE

D'ACCEPTER et de signer la proposition financière N° RB22260039550001 de la société ENEDIS, pour un montant de 6 113,27 € HT, soit 7 335,89 € TTC,

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

- **CC_DEC_2026_034 du 29/07/2026 portant signature de l'avenant n°2 au marché avec la société ENGIE dans le cadre de la performance énergétique de l'ensemble des bâtiments de la Communauté de Communes Terre d'Auge– signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC-DEL-2024-068 portant sur l'attribution du marché de performance énergétique des bâtiments de la communauté de communes Terre d'Auge avec la société ENGIE,

Vu la proposition d'avenant n°2 au marché avec la société ENGIE,

Considérant qu'il est nécessaire d'intégrer une redevance P1 spécifique au site de l'école de Saint-Philbert-des-Champs pour les années 2 à 8 du contrat existant,

Considérant que l'avenant n°2 prévoit une réduction des cibles de consommation énergétique entrainant une moins-value annuelle de l'ordre de 573,94 € HT

Considérant l'intégration de la taxe carbone à l'avenant n°2,

Considérant la nécessité d'ajuster le contrat initial au regard des évolutions techniques et règlementaires,

DÉCIDE

DE SIGNER l'avenant n°2 au marché avec la société ENGIE pour une moins-value annuelle de l'ordre de 573,94 € HT dans le cadre de la performance énergétique de l'ensemble des bâtiments de la Communauté de communes Terre d'Auge

---

- **CC_DEC_2026_035 du 30/07/2026 portant institution d'une régie d'avance et de recettes pour la location de la salle Hubert Courseaux au siège de Terre d'Auge – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu la délibération du Conseil communautaire N° CC_DEL_2026_87 du 30 juin 2026, approuvant les tarifs

Considérant que le bon fonctionnement de la location de la salle « Hubert Courseaux » du siège Terre d'Auge, nécessite l'institution d'une régie d'avances et de recettes pour le règlement et le remboursement des cautions, ainsi que le règlement des tarifs approuvé dans la délibération visée ci-dessus.

DECIDE

DE CREER une régie d'avances et recettes pour la gestion de la location de la salle « Hubert Courseaux » du siège Terre d'Auge.

- **CC_DEC_2026_036 du 30/07/2026 portant signature de la convention avec l'association « itinéraires » pour déployer le dispositif « le camion des femmes » sur le territoire de la Communauté de Communes – signataire : Laurent MAYEUX**

Vu la convention de partenariat proposée par l'association « Itinéraires », domiciliée à CAEN (14000),

Considérant l'intérêt pour les habitants du territoire de la Communauté de communes de bénéficier du dispositif « Le Camion des Femmes »

Considérant que ce dispositif est déjà déployé au sein de la commune de Bonnebosq et qu'il apporte entière satisfaction aux élus et aux administrés,

Considérant qu'il convient de déployer ce dispositif sur l'ensemble du territoire pour les communes qui y sont favorables,

Considérant que la convention proposée par l'association « Itinéraires » n'implique aucun engagement financier,

DECIDE

DE SIGNER la convention avec l'association « Itinéraires » pour déployer le dispositif « Le Camion des Femmes » sur le territoire de la Communauté de communes,

---

- **CC_DEC_2026_037 du 31/07/2026 portant signature d'un devis avec la SAS MSB pour l'acquisition de matériel audiovisuel pour les écoles de Saint-Etienne-la-Thillaye, Pont l'Évêque et Bonneville-la-Louvet – signataire : Claire JOLIVET-SERVANT**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis N° DE26-0153 de la SAS MSB domiciliée à LISIEUX (14100) d'un montant de 6 940,00 € HT, soit 8 328,00 € TTC,

Considérant le plan pluriannuel d'équipement visant au renouvellement du matériel numérique dans les écoles du territoire,

Considérant que ces équipements seront installés et mis en service par le service technique et le service informatique de la Communauté de communes terre d'Auge,

DÉCIDE

DE SIGNER le devis N° DE26-0153 de la SAS MSB pour l'acquisition de matériel audiovisuel pour les écoles de Saint-Etienne-la-Thillaye, Pont l'Évêque et Bonneville-la-Louvet pour un montant de 6 940,00 € HT, soit 8 328,00 € TTC,

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget informatique de l'enveloppe scolaire

---

- **CC_DEC_2026_038 du 31/07/2026 portant signature d'un devis avec la société DELAMARRE TP pour la rénovation de la cour de l'école de Bonnebosq– signataire : Claire JOLIVET-SERVANT**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis N°26TP14511 de la société DELAMARRE TP domiciliée à Quetteville (14130) d'un montant de 14 918,00 € HT, soit 17 901,60 € TTC,

Considérant la nécessité de rénover la cour de l'école de Bonnebosq compte tenu de sa vétusté notamment au niveau de l'enrobé,

Considérant la nécessité d'assurer un espace sécurisé et agréable pour les élèves de l'école de Bonnebosq,

Considérant la volonté des élus communautaires de désartificialiser la cour en y implantant deux coins végétalisés qui à terme, pourront accueillir des structures d'ombrage et de fraîcheur,

DECIDE

DE SIGNER le devis de la société N°26TP14511 de la société DELAMARRE TP pour la rénovation de la cour de l'école de Bonnebosq, pour un montant de 14 918,00 € HT, soit 17 901,60 € TTC,

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

- **CC_DEC_2026_039 du 31/07/2026 portant signature d'un devis avec la SARL BET BABIN pour les missions de bureau d'étude, de maîtrise d'œuvre et de suivi de travaux dans le cadre de la rénovation énergétique des écoles de Bonneville-la-Louvet, Saint-Etienne-la-Thillaye et Blangy-le-Château– signataire : Claire JOLIVET-SERVANT**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis de la S.A.R.L BET BABIN domiciliée à Saint-Contest (14280) d'un montant de 19 800,00 € HT, soit 23 760,00 € TTC,

Considérant la nécessité de faire appel à un bureau d'étude afin d'assurer le calcul et le dimensionnement des installations de traitement de l'air dans le cadre de la seconde phase des travaux de rénovation énergétique des écoles de Bonneville la Louvet et de Blangy-le-Château,

Considérant que le bâtiment neuf qui accueille l'école de Saint-Etienne-la-Thillaye n'est pas encore équipé d'un dispositif de climatisation et qu'il convient d'en installer un dans l'espace de motricité et le dortoir afin de garantir le confort des élèves,

Considérant que cette démarche permettra de garantir le respect de la réglementation en vigueur en matière de qualité de l'air dans les établissements recevant du public,

Considérant que cette démarche s'inscrit dans le projet de rénovation énergétique des bâtiments communaux entrepris par la Communauté de communes Terre d'Auge,

DÉCIDE

DE SIGNER le devis de la S.A.R.L BET BABIN pour les missions de bureau d'étude, de maitrise d'œuvre et de suivi de travaux dans le cadre de la rénovation énergétique des écoles de Bonneville la Louvet, Saint-Etienne-la-Thillaye et de Blangy-le-Château pour un montant de 19 800,00 € HT, soit 23 760,00 € TTC,

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

- **CC_DEC_2026_040 du 04/08/2026 portant cession du lot n°15 de la zone d'activités de Coudray à Pont l'Évêque à la société ROMELENE PRIMEURS – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu la délibération n°CC-2024-009 autorisant le Président à signer les actes de vente pour la cession des terrains des zones d'activités de Terre d'Auge,

Vu la délibération n°CC-2025-009 fixant le prix de vente des terrains de la zone d'activité de Coudray à 58€ HT/m*,

Vu l'arrêté de la Ville de Pont l'Evêque en date du 22 janvier 2024 accordant le permis d'aménager modificatif n° PA 014 514 23 D0001 M01 pour la création d'un parc d'activités dénommé « zone d'activités de Coudray » de 16 lots,

Vu l'avis favorable de la commission développement économique, attractivité et tourisme du 4 juin 2026,

Considérant la commercialisation des terrains de la zone d'activité de Coudray à Pont l'Evêque,

Considérant que l'aménagement et la vente des terrains de la zone d'activité de Coudray participent au développement économique du territoire de Terre d'Auge,

Considérant que La société ROMLENE PRIMEURS souhaite se porter acquéreur de ce lot pour la construction d'un bâtiment de stockage avec une partie bureau et locaux sociaux, destiné à son activité de primeur,

Préalablement à l'acte de vente, il sera conclu une promesse de vente.

DECIDE

DE CEDER à la société ROMLENE PRIMEURS ou à toute autre personne morale ou physique appelée à s'y substituer pour le même objet, le lot n°15 de la zone d'activités de Coudray à Pont l'Evêque, au prix de 58€ HT/m* soit pour 1 600m*, la somme de 92 800 HTA

D'AUTORISER le Président ou son représentant à signer la promesse de vente dans un premier temps et l'acte de cession dans un second temps ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente décision

---

- **CC_DEC_2026_041 du 13/08/2026 portant signature d'un devis avec la SARL DELAMARRE TP pour la réalisation d'une terrasse adjacente à la salle Hubert Courseaux ainsi que la création d'un massif bétonné destiné à accueillir un totem au siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge – signataire : Jérémy ROSEAU**

Vu le code de la commande publique,

Vu le devis N° 26TP14478 de la SARL Delamarre TP, domiciliée à Quetteville pour un montant de 12 265,00 € HT, soit 14 718,00 € TTC,

Considérant la demande formulée par Monsieur le Président, Jérémy ROSEAU de réaliser une terrasse de 35 m² en béton désactivé, adjacente à la salle Hubert Courseaux au nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge,

Considérant que la réalisation de cette terrasse apportera davantage d'attrait à la salle Hubert Courseaux qui pour rappel est proposée à la location aux entreprises extérieures depuis le 1er juillet 2026,

Considérant la volonté de Monsieur le Président de créer un massif en béton à l'entrée du nouveau siège administratif destiné à accueillir un totem signalétique,

Considérant que ces réalisations s'inscrivent dans le projet de construction du nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge,

DÉCIDE

DE SIGNER le devis N° 26TP14478 de la SARL Delamarre TP, domiciliée à Quetteville pour un montant de 12 265,00 € HT, soit 14 718,00 € TTC

DE DIRE que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

- **CC_DEC_2026_042 du 14/09/2026 portant signature de l'avenant n°1 au marché avec la société ISOREX dans le cadre des travaux de rénovation énergétique de l'école de Blangy-le-Château – signataire : Claire JOLIVET-SERVANT**

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération n°BU-DEL-2026-003 portant attribution des marchés de rénovation énergétique des écoles de Blangy-le-Château et Bonneville-la-Louvet,

Vu le devis n° DEV-2026-284 de la société ISOREX, domiciliée à LE HAVRE (76600) portant sur la réalisation d'un enduit sur les murets de la rampe d'accès PMR de l'école de Blangy-le-Château pour un montant de 2000,00 € HT,

Vu le devis n°DEV-2026-285 de la société ISOREX, domiciliée à LE HAVRE (76600) portant sur la réalisation d'un enduit sur les bandeaux du préau et des sanitaires de l'école de Blangy-le-Château pour un montant de 3000,00 € HT,

Considérant les travaux déjà entrepris à l'école de Blangy-le-Château,

Considérant la nécessité d'assurer une continuité esthétique et homogène avec les façades principales de l'école de Blangy-le-Château,

Considérant que le montant total de ces deux devis est de 5000,00 € HT

Considérant que cette proposition d'avenant représente environ 7% du montant du marché initial,

Considérant que cette démarche s'inscrit dans le projet de rénovation énergétique des bâtiments communaux entrepris par la Communauté de Commune Terre d'Auge,

DÉCIDE

DE SIGNER l'avenant n°1 au marché avec la société ISOREX correspondant à l'acceptation des devis n° DEV-2026-284 et DEV-2026-825, portant sur la réalisation d'un enduit sur les bandeaux de la rampe d'accès PMR de l'école de Blangy-le-Château pour un montant de 2000,00 € HT et sur la réalisation d'un enduit sur les bandeaux du préau et des sanitaires de l'école de Blangy-le-Château pour un montant de 3000,00 € HT, soit un total de 5000,00 € HT

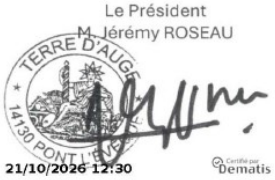
DE DIRE que les crédits seront inscrits en section d'investissement sur la ligne des opérations de rénovations énergétique,

---

Fin des délibérations du Bureau et des décisions prises du 16/06/2026 au 15/09/2026

Pas de questions diverses.

Le Président
M. Jérémy ROSEAU



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-091

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **21/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Validation du Procès-Verbal du Conseil communautaire du 30 juin 2026

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération concerne la validation officielle du procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du 30 juin 2026. Le projet de procès-verbal a été transmis aux membres du Conseil, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et au règlement intérieur de la Communauté de communes.*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement intérieur de la communauté de communes adopté le 08 octobre 2020 ;

Considérant le projet de procès-verbal du conseil communautaire du 30 juin 2026 transmis aux membres ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE VALIDER** le procès-verbal du 30 juin 2026, ci-annexé

– **DE VALIDER** le procès-verbal du 30 juin 2026, ci-annexé

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 21/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de Communes
TERRE D'AUGE

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUIN 2026

Département du Calvados

L'an **deux mille vingt-six, le trente juin**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à 3 A rue des artificiers 14130 PONT L'EVEQUE, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents en début de séance : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LAROSE Christian, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, Mme FESQUET Christelle, M. MAYEUX Laurent, M. AVOYNE Pierre, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Éric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, M. L'HUILLIER Thierry, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, M. GOULEY Philippe, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : Mme TAPIN Béatrice, M. BIREMBAUT Fabrice, M. LAULHE Vincent.,*

Étaient absents excusés : M. MAHEUT Sébastien, Mme EBRARD Sylviane, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, Mme MARTIN Martine, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LECOINTRE Samuel, M. LEFRANCOIS Jean-Louis.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. DELAHAYE Daniel, M. GREAUME Marcel, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, M. EUDE Jean-Michel, Mme LETELLIER Catherine, M. MAGNE François, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme MARTIN Martine en faveur de M. ROSEAU Jérémy.

Secrétaire : Mme Nesrine LANGIN.

Quorum en début de séance :
Présents : 44
Pouvoirs : 1
Absents excusés : 11
Absents non excusés : 8
Le quorum est atteint

Ordre du jour :

1- Validation du Procès-Verbal du Conseil Communautaire du 23 avril 2026
2- Validation du règlement intérieur du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Terre d'Auge
3- Droit à la formation des élus : orientations et crédits
4- Débat sur le pacte de gouvernance
5- Autorisation de signature - Marché Collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets ménagers valorisables 2027 - 2031
6- Modification de la documentation sociale de la SPL NORMANTRI
7- Modification du prix de ventes des composteurs individuels et de leurs accessoires
8- Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) : actualisation des redevances
9- Aire temporaire d'accueil de grand passage : tarifs 2026
10- Autorisation de signature - Marché Denrées Alimentaires pour le service Restauration Scolaire
11- Modification des tarifs extra scolaires
12- Modification des tarifs périscolaires
13- Désignation d'un représentant de Terre d'Auge au sein de Calvados Attractivité
14- Adoption du règlement budgétaire et financier

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

15- Election du président de séance pour l'approbation des comptes financiers uniques 2025
16- Budget général : approbation du compte financier unique 2025
17- Budget annexe déchets : approbation du compte financier unique 2025
18- Budget annexe SPANC : approbation du compte financier unique 2025
19- Budget annexe Parc d'activités du Gosset : approbation du compte financier unique 2025
20- Budget annexe Parc d'activités de Bonneville : approbation du compte financier unique 2025
21- Budget annexe ZA des 4 Routes : approbation du compte financier unique 2025
22- Budget annexe ZA de Coudray : approbation du compte financier unique 2025
23- Budget annexe ZA de Drubec : approbation du compte financier unique 2025
24- Budget annexe LAC Terre d'Auge : approbation du compte financier unique 2025
25- Budget général : affectation du résultat 2025
26- Budget annexes : affectations du résultat 2025
27- Budget annexe LAC Terre d'Auge : affectation du résultat 2025
28- Budget général : Budget supplémentaire 2026
29- Budget annexe déchets : Budget supplémentaire 2026
30- Budget annexe LAC Terre d'Auge : Budget supplémentaire 2026
31- Parc d'activités du GOSSET : vente à soi-même des parcelles d'implantation du nouveau siège
32- Attribution participations et subventions et Avenant n°1 pour la subvention de fonctionnement de l'Office de Tourisme Terre d'Auge
33- Location de la salle de réunion « Hubert Courseaux » du siège de Terre d'Auge : détermination des tarifs
34- Suppression de postes
35- Création de postes et mise à jour du tableau des effectifs
36- Mise à disposition partielle de service
37- Compte-rendu des délibérations du Bureau et des décisions du Président prises du 02 avril 2026 au 15 juin 2026
38- Questions diverses

Préambule :

Le Président souhaite la bienvenue à Madame Carole GAUCHARD qui siègera au nom de la commune du Breuil-en-Auge à la suite de la démission de Monsieur TESTARD de ses fonctions de délégué communautaire titulaire, reçue le 17 avril 2026, et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales applicables aux communes de moins de 1 000 habitants, Madame Carole GAUCHARD est immédiatement installée dans ses fonctions de conseillère communautaire titulaire afin de représenter la commune du Breuil-en-Auge en plus de Monsieur POTTIER, Maire.

Le Président communique ensuite les dates des prochaines instances :
- Jeudi 17 septembre : Assemblée des maires ;
- Jeudi 8 octobre : Conseil communautaire.

Monsieur Jérémy ROSEAU rappelle les règles relatives au transfert des pouvoirs de police. Il précise que ces pouvoirs sont transférés en même temps que le transfert de la compétence concernée. À défaut d'opposition, le transfert intervient automatiquement. Il indique également qu'au moins un maire doit s'opposer à ce transfert automatique pour permettre au Président de s'y opposer à son tour.

Le Président informe les élus qu'un courriel explicatif a été adressé à l'ensemble des communes le mardi 2 juin 2026, accompagné d'une attestation d'absence de conflit d'intérêts à compléter, signer et retourner à la Communauté de communes. À ce jour, toutes les attestations n'ont pas encore été réceptionnées.

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-055 : Validation du Procès-Verbal du Conseil Communautaire du 23 avril 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le règlement intérieur de la communauté de communes adopté le 08 octobre 2020 ;

Considérant le projet de procès-verbal du conseil communautaire du 23 avril 2026 transmis aux membres ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :
- **DE VALIDER** le procès-verbal du 23 avril 2026, ci-annexé

45 VOTANTS
45 POUR

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-056 : Validation du règlement intérieur du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Terre d'Auge

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son Article L5211-1 relatif à l'application des dispositions du fonctionnement du conseil municipal au conseil communautaire ;
Vu la délibération n°CC-DEL-2024-080 portant modification du règlement intérieur du Conseil communautaire de la Communauté de communes ;

Considérant les modifications apportées à la précédente version du règlement intérieur du conseil communautaire, tenant notamment au nombre de Vice-présidents, à l'introduction de dispositions spécifiques aux conseillers communautaires délégués, à la composition du Bureau et aux modalités de son fonctionnement lorsqu'il est amené à se prononcer dans des domaines délégués par le Conseil communautaire, à l'introduction prochaine du vote électronique au sein du Conseil communautaire, à l'ouverture des commissions à des conseillers municipaux en visioconférence sans possibilité de participation, ou encore aux ajouts réglementaires rendus nécessaires par le fait que la Communauté de communes dépasse désormais 20 000 habitants (obligation d'établir un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et possibilité de créer des missions d'information et d'évaluation au sein du Conseil communautaire) ;
Considérant le projet de règlement intérieur annexé à la présente délibération ;

Le Président présente les principales modifications apportées au règlement intérieur.
Il indique que les réunions du Bureau sont désormais publiques. Elles se dérouleront en deux temps : une première partie délibérative, ouverte au public, suivie d'une seconde partie non délibérative qui se tiendra à huis clos.
Il précise également que, lors des séances du Conseil communautaire, un conseiller communautaire titulaire empêché pourra désormais choisir soit de se faire remplacer par son délégué suppléant, soit de donner pouvoir à un autre conseiller communautaire.
Le Président présente ensuite l'introduction de la possibilité de recourir au vote électronique lors des séances, ainsi que la création d'une commission d'information et d'évaluation, rendue obligatoire dès lors que la Communauté de communes compte plus de 20 000 habitants.

Madame Françoise SPRUYTTE demande s'il est possible de donner pouvoir à un conseiller municipal. Monsieur Jérémy ROSEAU précise que seuls les conseillers communautaires peuvent recevoir une procuration.

Madame Françoise SPRUYTTE signale par ailleurs une erreur matérielle figurant dans le règlement intérieur : la mention « Compte administratif » doit être remplacée par « Compte financier unique ». Le nécessaire sera fait pour y remédier dans la version transmise au contrôle de légalité.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ADOPTER** le règlement intérieur du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Terre d'Auge

45 VOTANTS
45 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-057 : Droit à la formation des élus : orientations et crédits

Dans les trois mois suivant son installation, le Conseil Communautaire est invité à délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres élus. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.
L'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : « les membres d'un conseil municipal ont droit à la formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation ». Cet article

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

s'applique aux membres du conseil de la Communauté de Communes conformément à l'article L. 5214-8 du même code.
De plus, l'article L.1221-5 dudit Code dispose que tout membre d'un établissement public de coopération intercommunale peut suivre, au cours des six premiers mois de son mandat, une session d'information sur les fonctions d'élu local, incluant un rappel général du rôle assigné aux différentes catégories d'élus locaux et une présentation détaillée des principaux droits et obligations, notamment déontologiques, applicables aux élus locaux.
La présente délibération a donc pour objectif de préciser les orientations et les modalités de mise en œuvre de la formation des élus locaux.

1. Orientations du plan de formation des élus

Pour le mandat en cours, les orientations générales et thématiques qui peuvent être proposées aux élus communautaires sont les suivantes :
- Le fonctionnement institutionnel des EPCI,
- Les compétences communautaires,
- Les finances publiques locales et la fiscalité intercommunale,
- L'aménagement du territoire, l'urbanisme et la transition écologique,
- Les responsabilités juridiques, l'éthique et la déontologie de l'élu local.

Ces orientations permettent d'adapter les formations aux besoins réels des élus et aux enjeux du mandat.

2. Congé de formation des élus

Les élus qui seraient salariés, fonctionnaires ou contractuels ont droit à un congé de formation d'une durée de 24 jours pour toute la durée de leur mandat, et quel que soit le nombre de mandat qu'ils détiennent.
L'élu doit informer son employeur, ou son autorité territoriale s'il est agent public, par écrit au moins 30 jours avant le début de la formation, en précisant la durée de l'absence ainsi que l'organisme de formation.
La collectivité peut compenser la perte éventuelle de revenu conformément à la règlementation en vigueur, à savoir dans la limite de 21 jours par élu, pour la durée du mandat.
Le montant plafond de cette compensation résulte de la formule suivante : 21 fois sept heures au taux d'une fois et demie la valeur horaire du SMIC.

3. Nature des dépenses et conditions de prise en charge

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité, à condition que les formations suivies par les élus soient dispensées par des organismes agréés par le ministère de l'Intérieur, et adaptées aux fonctions électives.
Les frais de formation comprennent :
- Les frais de déplacement incluant les frais de transport, et les frais d'hébergement et de restauration,
- Les frais pédagogiques,
- Le cas échéant, la compensation de la perte éventuelle de revenu justifiée par l'élu, évoquée à l'article 2 – 3ème § de la présente délibération.

Les frais pédagogiques et de déplacement donnent lieu à remboursement conformément à la règlementation en vigueur.
Chaque demande de formation est à formuler auprès du Secrétariat Général, après vérification des conditions d'éligibilité et la disponibilité des crédits.
Afin de faciliter l'étude des dossiers, les élus devront accompagner leur demande des pièces justificatives nécessaires : objet, coût, lieu, date, durée, bulletin d'inscription, nom de l'organisme de formation.
Un ordre de mission sera établi et signé par l'autorité territoriale, préalable obligatoire à l'engagement de la formation.

Enfin, conformément à l'article R. 1221-12 du CGCT, l'organisme dispensateur de formation doit être obligatoirement agréé par le ministère de l'Intérieur au titre de la formation des élus.
La liste des organismes de formation est disponible sur le site internet de la Direction Générale des Collectivités Territoriales, à l'adresse suivante : https://www.collectivites-locales.gouv.fr/

4. Encadrement budgétaire du droit à la formation

En application de l'article L. 2123-14, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction des élus qui peuvent être allouées aux membres du conseil communautaire. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% du même montant.
Ainsi, les crédits annuels ouverts au titre du droit à la formation des élus communautaires sont fixés à 5 000 € (soit un taux de 4 %).
La somme inscrite pourra être modifiée en cours d'exercice budgétaire par décision modificative si un réajustement s'avérerait nécessaire, en fonction des besoins de formation des élus.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la mandature.

5. Le droit individuel à la formation des élus (DIFE)

Indépendamment du dispositif objet de la présente délibération, chaque élu local bénéficie du droit individuel à la formation des élus locaux (DIFE) prévu par la loi du 31 mars 2015.
Ce droit est financé par une cotisation obligatoire de 1% prélevée sur les indemnités brutes de fonction des élus indemnisés. Si seuls ces derniers contribuent financièrement, tous les élus bénéficient du DIFE. La cotisation est reversée à la Caisse des Dépôts et Consignations, assurant la gestion administrative, technique et financière. L'exercice de ce droit relève de l'initiative de chacun des élus.

Dans le cadre des formations suivies via le DIFE, les élus peuvent demander individuellement le remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, via un formulaire disponible sur la plateforme prévue à cet effet. Les montants sont plafonnés selon les mêmes règles que celles applicables aux fonctionnaires civils de l'Etat.

6. Débat annuel

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la collectivité doit être annexé au compte administratif et donnera lieu à débat.

En conséquence, il est proposé que le Conseil Communautaire :

Vu la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ;
Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
Vu la loi n° 2021-771 du 17 juin 2021 ratifiant les ordonnances n° 2021-45 du 20 janvier 2021 et n° 2021-71 du 27 janvier 2021 applicables au 1er janvier 2022 portant réforme de la formation des élus;
Vu la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local ;
Vu le décret n° 2016-870 du 29 juin 2016 relatif aux modalités d'application du droit individuel à la formation des titulaires de mandats locaux ;
Vu le décret n° 2021-596 du 14 mai 2021 relatif à la gouvernance de la formation des élus locaux, à l'agrément des organismes de formation des élus locaux, et à la mise en œuvre et au calcul de leur droit individuel à la formation ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2123-12 à L. 2123-16, L. 1221-3, R. 1221-12, et R. 2123-12 à R. 2123-22 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2026 portant installation des élus communautaires ;

Considérant que les membres du Conseil Communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions et que les élus ayant reçu une délégation doivent obligatoirement suivre une formation au cours de leur première année de mandat ;
Considérant que le Conseil Communautaire doit délibérer dans les trois mois suivant son renouvellement sur l'exercice du droit à la formation de ses membres ;
Considérant que le droit à la formation est un droit individuel et l'accès à la formation doit être garanti à tous les élus ;
Considérant que la formation doit permettre l'acquisition des connaissances et compétences directement liées à l'exercice du mandat local ;
Considérant que la formation doit être dispensée par un organisme agréé par le ministère de l'Intérieur ;
Considérant que le montant des dépenses de formation, qui incluent les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement dans la limite des plafonds règlementaires ; ainsi que les pertes de revenu subies du fait de l'exercice de ce droit, et compris entre 2% et 20% maximum du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la Communauté de Communes ;
Considérant que toute demande de remboursement doit être appuyée d'un justificatif et des pièces nécessaires au traitement de cette demande ;
Considérant qu'un débat sur la formation des membres du Conseil Communautaire doit avoir lieu chaque année à l'appui du tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la Communauté de Communes ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Le Président rappelle que les droits acquis au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) des élus demeurent

pas reportables à l'issue du mandat. Les crédits non utilisés demeurent acquis à la Communauté de communes. Il invite donc les élus à mobiliser ce dispositif et à faire part de leurs besoins en matière de formation.
Il précise qu'un crédit budgétaire dédié à la formation des élus a été inscrit à hauteur de 4 % des indemnités de fonction, soit un taux supérieur au minimum réglementaire fixé à 2 %, représentant une enveloppe annuelle d'environ 5 000 €. Cette enveloppe pourra être réévaluée si les besoins de formation le justifient.
Enfin, le Président indique que Monsieur Laurent MAYEUX présentera prochainement les différents organismes de formation ainsi que les catalogues de formations proposés aux élus.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ADOPTER** les modalités d'exercice du droit à la formation des élus communautaires telles que définies dans la présente délibération

- **DE FIXER** le montant annuel des dépenses de formation à 4 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la Communauté de Communes, soit la somme de 5 000€

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation de élus communautaires

- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires aux budgets 2026 et suivants.

45 VOTANTS
45 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-058 : Débat sur le pacte de gouvernance

Vu l'article L5211-11-2 du code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « engagement et proximité » ;

Considérant qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant :
- Un débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre l'établissement public et ses communes membres, donnant lieu à une délibération,

Considérant que si l'organe délibérant décide de l'élaboration du pacte de gouvernance, il l'adopte dans un délai de neuf mois à compter du renouvellement général, après avis des conseils municipaux des communes dans un délai de deux mois après la transmission du projet du pacte.

Considérant que le pacte de gouvernance peut prévoir :

1° Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L.5211-57 ;

2° Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;

3° Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

4° La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L.5211-40-1 ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

5°La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public à coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

6° Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public ;

Monsieur Laurent WEINREICH sort de la salle ; ce qui porte à 43 le nombre de présents et à 44 le nombre de votants.

Le Président demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir débattre sur l'opportunité d'élaborer un pacte de gouvernance au sein de Terre d'Auge tel que prévu par les textes.

Le Président propose de ne pas élaborer de pacte de gouvernance, estimant que le fonctionnement de l'assemblée repose déjà sur un dialogue constructif entre ses membres. Il précise toutefois qu'une charte de gouvernance pourrait être élaborée, bien qu'elle ne revête pas de valeur juridique contraignante.

Madame Ginette CENIER demande si le pacte de gouvernance doit être intégré au règlement intérieur. Monsieur Jérémy ROSEAU répond que cette inscription n'est pas obligatoire.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés, de ne pas adopter de pacte de gouvernance pour le présent mandat mais d'adopter une charte de gouvernance, avec une portée non contraignante.

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-059 : Autorisation de signature - Marché de Collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets ménagers valorisables 2027 – 2031

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu la publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur le profil d'acheteur de la collectivité ;
Vu la date limite des offres fixée au 22 mai 2026 à 12h00 ;
Vu la décision d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) en date du mardi 16 juin 2026 ;
Vu le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'important travail de concertation mis en place avec les Communes du territoire de Terre d'Auge dans le cadre de la préparation du renouvellement de ce marché ;
Considérant que trois (3) entreprises ont remis une offre dans les délais impartis ;
Considérant la durée du marché fixée à cinq (5) années fermes ;
Considérant la nécessité de renouveler le marché de collecte en porte à porte des ordures ménagères et assimilés et des déchets ménagers valorisables au 1er janvier 2027 ;
Considérant les caractéristiques du marché, exécuté sur la base de prix unitaires [illegible] aux tonnages collectés ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Monsieur David POTTIER rappelle que le marché actuel relatif à la collecte des déchets ménagers et des emballages prendra fin le 31 décembre 2026. Il précise que deux marchés distincts sont actuellement en vigueur : l'un concerne le territoire de l'ancienne Communauté de communes de Cambremer, l'autre le reste du territoire communautaire. Ces deux marchés sont assurés par des prestataires différents.

Monsieur David POTTIER propose aux élus une visite du centre de tri Normantri. Il remercie également le cabinet ELCIMAI ainsi que le service Environnement pour le travail accompli dans le cadre de la préparation du nouveau marché, dont le montant est inférieur à l'estimation initiale.
Madame Audrey GADENNE demande si la Communauté de communes continuera à travailler avec le SEVEDE et Normantri. Monsieur David POTTIER répond par l'affirmative, précisant que le marché concerne uniquement la prestation de collecte et n'a pas d'incidence sur les structures de traitement et de valorisation des déchets.
Madame Edwige ANQUETIL s'interroge sur une éventuelle modification des jours de collecte. Monsieur David POTTIER indique que des ajustements sont effectivement susceptibles d'intervenir. À compter du mois de septembre, des réunions d'information seront organisées avec l'ensemble des communes afin de présenter les évolutions envisagées et de rechercher la meilleure optimisation du service.

Le Président remercie Monsieur David POTTIER d'avoir repris ce dossier dans le cadre de ses délégations. Il rappelle que le renouvellement du marché a été différé d'une année afin de permettre une réflexion approfondie et de laisser aux communes la possibilité de choisir entre un maintien de la collecte hebdomadaire ou la mise en place de points d'apport volontaire. Il souligne que ce travail d'optimisation a permis d'aboutir à un marché financièrement plus avantageux.

Monsieur Bruno LETHUILLIER demande si le calendrier est compatible avec une mise en place des points d'apport volontaire dès le mois de janvier, alors que les réunions avec les communes ne débuteront qu'en septembre. Monsieur David POTTIER précise que les équipements ne seront pas déployés simultanément sur l'ensemble du territoire, mais de manière progressive.

Monsieur Thierry LANGLOIS souhaite savoir si des adaptations resteront possibles après la signature du marché. Monsieur David POTTIER répond par l'affirmative, en précisant que le cahier des charges prévoit cette possibilité. Il ajoute que celui-ci a été élaboré à partir des retours recueillis lors des visites de terrain réalisées avec une technicienne et l'ancien vice-Président en charge du dossier.

Madame Nicole LIE fait part de ses inquiétudes concernant une collecte des déchets des salles des fêtes toutes les deux semaines. Elle estime que cette organisation serait difficilement gérable, notamment en raison des mauvaises odeurs.
Le Président prend acte des observations formulées par les maires et indique qu'elles seront transmises au service Environnement afin d'étudier les modalités d'adaptation prévues dans le cahier des charges.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AUTORISER** le Président à signer le marché avec la société SEPUR, domiciliée 78850 THIVERVAL GRIGNON pour un montant estimatif de 4 635 217.50 € HT, soit par année 927 043,50€ HT sur 5 ans
- **D'AUTORISER** le Président à signer ledit marché et tous les actes s'y rapportant y compris les avenants

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-060 : Modification de la documentation sociale de la SPL NORMANTRI

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1531-1, L.1522-1 et suivants ;
Vu le Code de commerce, et notamment ses articles L. 225-1 et suivants ;
Vu le Code civil, et notamment ses articles 1832 et suivants ;
Vu la délibération du 2 juillet 2025 de l'assemblée délibérante de la Communauté de communes de la Baie du Cotentin ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Vu l'arrêté préfectoral du Préfet de la Manche du 11 décembre 2025 ;
Vu les délibérations respectives du 26 juin 2025 et du 4 juillet 2025 des assemblées délibérantes de la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande et du SMICTOM de la Bruyère ;
Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BCLI-25-044 du Préfet du Calvados du 7 novembre 2025 ;
Vu les délibérations susmentionnées du Conseil d'administration de la SPL NORMANTRI ;
Vu le rapport du Conseil d'administration de la SPL NORMANTRI ;
Vu les Statuts actuels ainsi que le projet des nouveaux Statuts de la SPL NORMANTRI ;
Vu le Pacte d'actionnaires actuel ainsi que le projet du nouveau Pacte d'actionnaires de la SPL NORMANTRI ;
Vu le projet de procès-verbal de délibération de l'Assemblée générale extraordinaire de la SPL NORMANTRI ;

Considérant l'adhésion de la Communauté de communes de la Baie du Cotentin, actionnaire de la SPL NORMANTRI, au Syndicat Mixte du Point Fort ;
Considérant l'adhésion de la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande et du SMICTOM de la Bruyère, actionnaires de la SPL NORMANTRI, au SYVEDAC ;
Considérant la volonté de la Communauté de communes de la Baie du Cotentin, actionnaire de la SPL NORMANTRI, de céder au Syndicat Mixte du Point Fort l'intégralité de leurs actions à leur valeur nominale ;
Considérant la volonté de la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande et du SMICTOM de la Bruyère, actionnaires de la SPL NORMANTRI, de céder au SYVEDAC l'intégralité de leurs actions à l'euro symbolique ;

Considérant la volonté des actionnaires de modifier la composition du Conseil d'administration de la SPL NORMANTRI en attribuant au SYVEDAC au Syndicat Mixte du Point Fort et à la Communauté d'agglomération du Cotentin un représentant supplémentaire ;
Considérant la volonté des actionnaires de modifier les Statuts et le Pacte d'actionnaires de la SPL NORMANTRI en conséquence ;
Considérant l'absence d'utilisation du droit préférentiel de souscription et de la procédure d'agrément ;
Considérant que l'intégralité de la somme versée en compte courant par la Communauté de communes de la Baie du Cotentin lui a été reversée conformément aux stipulations de la convention afférente ;
Considérant qu'aucune somme n'a été versée en compte courant d'associé par la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande et le SMICTOM de la Bruyère ;
Considérant qu'à la date de cette cession d'actions, l'activité de la SPL NORMANTRI n'a pas entraîné la distribution de dividendes donc pourraient se prévaloir la Communauté de communes de la Baie du Cotentin, la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande et le SMICTOM de la Bruyère ;
Considérant que les garanties d'emprunt qui ont été accordées par la Communauté de communes de la Baie du Cotentin, la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande et le SMICTOM de la Bruyère à la SPL NORMANTRI feront l'objet d'une prochaine délibération ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE PRENDRE ACTE** de l'acquisition par le Syndicat Mixte du Point Fort à la Communauté de communes de la Baie du Cotentin de 24.096 actions d'une valeur nominale de 1 € pour un montant total de 24 096,00 €

- **DE PRENDRE ACTE** de l'acquisition par le SYVEDAC à la Communauté de communes Cingal Suisse-Normande de 21.204 actions d'une valeur nominale de 1 € pour un montant total de 1 € symbolique

- **DE PRENDRE ACTE** de l'acquisition par le SYVEDAC au SMICTOM de la Bruyère de 33.233 actions d'une valeur nominale de 1 € pour un montant total de 1 € symbolique

- **D'APPROUVER** la modification de la composition du Conseil d'administration

- **D'APPROUVER** la modification des Statuts et du Pacte d'actionnaires en conséquence

- **D'AUTORISER** le Président à effectuer toutes démarches et à signer tous documents nécessaires à cet effet

- **D'AUTORISER** son représentant à l'Assemblée générale extraordinaire de la SPL NORMANTRI à voter en faveur des modifications précitées de la documentation sociale ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

- **DE DONNER** tout pouvoir au Président pour prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération

- **DE DIRE** que la présente délibération sera transmise au Préfet du Département

-

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-061 : Modification du prix de ventes des composteurs individuels et de leurs accessoires

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu la délibération n° CC-DEL-2024-117 du 12 décembre 2024 attribuant le marché de fourniture et livraison d'équipements de pré collecte des déchets ménagers et assimilés ;
Vu la loi AGEC 2020-105 du 10 février 2020, imposant aux collectivités territoriales exerçant la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés de proposer, au 1er janvier 2024, une solution de tri à la source des biodéchets,
Vu la délibération n° CC-DEL-2021-089 validant le lancement d'une étude sur la gestion des biodéchets ayant donné lieu à la décision de déployer le compostage individuel et collectif ;
Vu les actions adoptées dans le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) visant à promouvoir le compostage individuel et collectif ;
Vu l'avis favorable de la Commission environnement du 20 mai 2026 ;

Considérant qu'à ce jour, des kits composteurs individuels en plastique de 300 litres et 390 litres étaient vendus respectivement 30€ et 35€ et les bio seaux étaient vendus 2€ ;
Considérant qu'avec le nouveau marché de fourniture d'équipements de pré collecte des accessoires seront fournis avec le composteur à savoir une grille anti-rongeurs, un mélangeur et un guide de compostage ;
Considérant qu'au vu de la réorganisation du système de collecte, il est indispensable de proposer aux usagers une solution de gestion à la source des biodéchets aussi abordable que possible ;
Considérant que la massification du compostage permettra de diminuer le volume global des ordures ménagères et les dépenses associées ;

Pour information, le Président précise que les anciens tarifs étaient de :

Taille du composteur	Tarif
300 litres + grille anti-rongeurs + mélangeur + guide de compostage	30 €
390 litres + grille anti-rongeurs + mélangeur + guide de compostage	35 €
Bio seau de 10 litres	2 €

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président et l'avis favorable de la commission environnement, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ABROGER** à compter de la présente délibération exécutoire, les anciens tarifs de vente des composteurs individuels

- **DE FIXER** les tarifs de vente comme suit à compter de la présente délibération exécutoire :

Taille du composteur	Tarif
300 litres + grille anti-rongeurs + mélangeur + guide de compostage	10 €
390 litres + grille anti-rongeurs + mélangeur + guide de compostage	15 €
Bio seau de 10 litres	Gratuit

44 VOTANTS
44 POUR

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-062 : Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) : Actualisation des redevances

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu la délibération n°2012-6-28/8 du 28 juin 2012 de la Communauté de Communes Blangy Pont l'Evêque Intercom fixant les redevances du SPANC sur son territoire ;
Vu la délibération n°CC-DEL-2018-007 du 11 janvier 2018 d'harmonisation des tarifs du SPANC suite à l'intégration de dix communes issues de la dissolution de la communauté de communes de Cambremer ;
Vu la délibération n°CC-DEL-2018-058 du 12 avril 2018 de modification de la répartition des redevances pour le contrôle d'une installation neuve ou en réhabilitation ;
Vu la délibération n°CC-DEL-2022-053 actualisant les redevances du Service Public d'Assainissement Non-Collectif ;
Vu l'avis favorable de la commission Environnement été Développement Durable du 20/05/2026 ;

Considérant la nécessité d'équilibre, en dépenses et en recettes, du SPANC ;
Considérant les redevances actuelles payées par les usagers pour la réalisation des contrôles obligatoires par le SPANC ;
Considérant l'augmentation des coûts des contrôles suite au renouvellement du marché au 1er janvier 2026 ;
Malgré une recherche d'optimisation financière du service, les redevances actuelles ne permettent plus de couvrir le service rendu. ;
Il est donc nécessaire de faire évoluer les redevances afin d'assurer l'équilibre financier du service.

Monsieur David POTTIER indique avoir demandé, lors de la commission Environnement, que les maires soient systématiquement informés lorsqu'un risque sanitaire est identifié dans le cadre des contrôles d'assainissement non collectif. Il rappelle qu'à la suite d'une vente immobilière, les acquéreurs disposent d'un délai d'un an pour réaliser les travaux de mise en conformité. Il précise qu'environ 50 % d'entre eux respectent cette obligation et qu'un suivi plus rigoureux des dossiers sera désormais mis en place.

Madame Edwige ANQUETIL s'interroge sur l'évolution de la tarification à l'issue de la période de lissage et demande si une nouvelle augmentation sera envisagée dans quatre ans.
Le Président répond que la tarification sera réévaluée à cette échéance si les coûts du nouveau marché le justifient. Il rappelle que le budget annexe du service public d'assainissement non collectif doit être équilibré et financé par les redevances liées aux contrôles. Il précise qu'un tel budget n'a pas vocation à dégager un excédent, mais pas non plus à être déficitaire.
À titre d'exemple, il indique qu'au sein de la Communauté d'agglomération de Lisieux Normandie, des pénalités sont appliquées lorsque les acquéreurs ne réalisent pas les travaux de mise en conformité dans les délais impartis. Le Président ajoute que des pénalités sont également prévues sur le territoire de la Communauté de communes, mais qu'elles ne sont pas mises en œuvre à ce jour.

Monsieur Dorian COGE indique être régulièrement destinataire de courriers faisant état de non-conformités. En réponse, Monsieur David POTTIER s'engage à renforcer le suivi des dossiers et à veiller à ce que les vérifications nécessaires soient effectivement réalisées.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président et l'avis favorable de la commission environnement, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE MODIFIER** les redevances du SPANC sur la communauté de communes Terre d'Auge selon le tableau ci-dessous :

Type d'opération	Type de contrôle	€ TTC à partir du 1er juillet 2026	€ TTC à partir du 1er janvier 2027	€ TTC à partir du 1er janvier 2028	€ TTC à partir du 1er janvier 2029

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Contrôle périodique des installations	Vérification du bon fonctionnement d'une installation d'ANC existante	132 €	139 €	147 €	156 €
Construction neuve ou réhabilitation	Vérification de la conception et de l'implantation de l'installation d'ANC avant travaux	132 €	139 €	147 €	156 €
	Vérification de l'installation ANC réalisée avant le rebouchage	132 €	139 €	147 €	156 €
Vente d'une propriété	Vérification du bon fonctionnement d'une installation ANC existante dans le cadre d'une vente de propriété	300 €	300 €	300 €	300 €

- **DE METTRE EN ŒUVRE** ces modifications à compter du 1er juillet 2026.
  La date de réalisation du contrôle fait foi pour l'application de la redevance.

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-063 : Aire temporaire d'accueil de grand passage : Tarifs 2026

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes Terre d'Auge modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Calvados 2025-2031 approuvé en date du 8 juillet 2025 ;
Vu la délibération du Conseil communautaire n°CC_DEL_2023_068 relatif au projet de création d'une aire d'accueil de grand passage sur la commune de Beaumont en Auge ;
Vu l'avis favorable de la réunion des Vice-Présidents du 11 juin 2026 ;

Considérant que l'acquisition foncière pour l'aire d'accueil de grand passage à Beaumont en Auge est en cours et que les délais ne permettront pas une ouverture à l'été 2026 ;
Considérant qu'il convient de créer une aire d'accueil de grand passage temporaire, dans l'attente de la finalisation de la procédure concernant l'aire d'accueil définitive qui sera située à Beaumont en Auge ;
Considérant que cette aire temporaire se situera sur les parcelles cadastrées ZA n°177 et ZA n°178 sur la commune d'Annebault et qu'elle sera composée d'un point d'eau et d'électricité ;
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs pour la saison estivale 2026 ;

Monsieur le Président rappelle que la délibération porte sur la fixation du prix de terrains appartenant à la Communauté de communes.

Le Président explique qu'un désaccord persistait avec le vendeur sur le montant de l'indemnisation, ce qui a conduit à une procédure d'expropriation engagée l'année précédente. Dans ce cadre, le tribunal s'est déplacé sur le site le 15 juin afin de procéder à une évaluation du terrain. Il indique que, lors de cette audience, seuls les avocats sont intervenus. Le délibéré est attendu pour le 10 juillet. Dans l'attente de cette décision, aucun aménagement ne peut être entrepris sur la parcelle.

Il ajoute que, dans l'intervalle, la Communauté de communes a aménagé un terrain situé dans la future zone d'activités des Quatre Routes afin d'accueillir les itinérants en caravanes, résidences mobiles et autres installations légères. Il remercie le Maire d'Annebault pour avoir fait procéder au fauchage de la parcelle.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Monsieur Thierry LANGLOIS demande selon quelles modalités sera perçue la redevance due par les occupants de l'aire d'accueil. Monsieur David POTTIER répond qu'une régie a été mise en place au siège de la Communauté de communes.

Madame Edwige ANQUETIL demande à compter de quelle date le dispositif sera effectif. Le Président répond qu'il est entré en vigueur le vendredi 26 juin 2026. Il précise qu'un arrêté sera transmis à l'ensemble des mairies.

Monsieur David POTTIER remercie le Président pour sa présence lors de l'arrivée des itinérants sur le site.

Monsieur Pascal DE LAURENS remercie les intervenants pour ces informations et souhaite que cette communication puisse être officialisée dans les meilleurs délais.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président et l'avis des Vice-Présidents, il est proposé aux membres du Conseil communautaire :

- **D'APPROUVER** les conditions tarifaires suivantes pour l'aire temporaire d'accueil de grand passage située à Annebault et pour tout autre terrain appartenant à Terre d'Auge :
  - 5 euros par jour par caravane correspondant au droit d'usage et à la tarification des prestations calculés quel que soit le type de caravane (simple ou double essieu) dont 3 euros pour le prélèvement des ordures ménagères ;
  - 1 000 euros correspondant au dépôt de garantie calculé forfaitairement.
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents et avenants permettant la bonne application de ces tarifs.

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-064 : Autorisation de signature - Marché de denrées alimentaires pour le service Restauration Scolaire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu la publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur le profil d'acheteur de la collectivité ;
Vu la décision d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) en date du mardi 9 juin 2026 ;
Vu le rapport d'analyse des offres ;

Considérant le découpage du marché en treize (13) lots ;
Considérant que huit (8) entreprises ont remis une ou plusieurs offres dans les délais impartis ;
Considérant que deux lots sont infructueux, à savoir les lots n°6 Volaille : Viande fraîche et saucisse à la pièce – HVE, Label Rouge fermier ou équivalent fermier et 11 Poisson frais en approvisionnement direct ;
Considérant la durée du marché fixée à deux (2) années fermes avec une possible reconduction ;
Considérant le début du marché prévu au 1er septembre 2026 ;
Considérant les caractéristiques du marché, à bons de commandes, exécuté sur la base de prix unitaires, pour un montant global de 476 000€ HT de commandes sur 2 ans, soit 952 000€ HT de commandes sur la durée totale de l'accord-cadre ;
Considérant que les lots n°6 et 11 ont été infructueux du fait de l'absence d'offre et ont fait l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable à la suite de la décision de la Commission d'Appel d'Offres, conformément aux dispositions prévues par l'Article R2122-2 du Code de la commande publique ;

Madame Claire JOLIVET-SERVANT indique que, sur les huit écoles du territoire, sept disposent d'un restaurant scolaire dans lequel les repas sont préparés sur place. Elle précise que le marché de fourniture de denrées alimentaires, conclu pour une durée de deux ans, permettra d'harmoniser les pratiques entre les

RECU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

différents sites.
Elle souligne que ce marché a été élaboré en interne. À ce titre, elle remercie Monsieur Sébastien BLAIN ainsi que l'ensemble de son équipe pour le travail accompli, notamment dans un contexte marqué par le départ du responsable des marchés publics au mois de mai.

Madame la 2ème Vice-Présidente indique également que plusieurs maraîchers locaux ont été rencontrés dans le cadre de la préparation du marché. Toutefois, aucun d'entre eux n'a déposé d'offre lors de la consultation.

Monsieur le Président salue à son tour le travail réalisé par les services, soulignant que cette démarche a permis d'éviter le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage, tout en représentant un investissement important pour les équipes.
Le Président relève que, dans une logique de développement des circuits courts, la livraison des denrées sur chacun des sites de restauration constitue une contrainte pour les producteurs. Il indique qu'une réflexion est engagée sur l'opportunité de disposer, à terme, d'un site centralisé.

Le Président précise enfin que la Communauté de communes a fait le choix d'accorder une pondération plus importante aux critères techniques et qualitatifs qu'au critère du prix, afin de favoriser, dans le respect des règles de la commande publique, la participation des producteurs locaux.

Ayant entendu l'exposé de Madame la Vice-présidente et à la suite de la décision de la Commission d'appel d'offres, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AUTORISER** le Président à signer les marchés de fourniture de denrées alimentaires pour le service Restauration scolaire avec les entreprises et aux caractéristiques suivantes :

Lots	Objet	Attributaires	Montant maximum de commande HT pour la période initiale
1	Fruits et légumes non spécifiques conventionnels et biologiques (1ère, 4ème et 5ème gamme)	NORMANDIE FRUITS Soliers (14)	50 000,00 €
2	Légumes spécifiques biologiques (1ère gamme)	SOUDRY Thierville (76)	30 000,00 €
3	Viande fraîche de porc, saucisse à la pièce et charcuterie – Label rouge fermier ou équivalent	SOCOPA Le Neubourg (27)	30 000,00 €
4	Viande fraîche de bœuf et veau - Races à viande	LES ELEVEURS DU PAYS D'AUGE Le Breuil en Auge (14)	50 000,00 €
5	Viande fraîche de bœuf, veau, volaille, agneau - Viande de France	SOCOPA Le Neubourg (27)	30 000,00 €
6	Volaille : Viande fraîche et saucisse à la pièce - HVE, Label rouge fermier ou équivalent fermier		30 000,00 €
7	Produits laitiers au lait de vache biologique ou HVE	SYSCO Dieppe (76)	30 000,00 €
8	Produits laitiers et ovoproduits industriels conventionnels et biologiques	SYSCO Dieppe (76)	50 000,00 €
9	Épicerie comprenant des produits conventionnels, biologiques ou labellisés	EPISAVEURS St Jacques de la Lande (35)	50 000,00 €
10	Épicerie biologique	EPISAVEURS St Jacques de la Lande (35)	40 000,00 €
11	Poisson frais en approvisionnement direct		30 000,00 €
12	Produits surgelés conventionnels, biologiques et labellisés	SYSCO Dieppe (76)	50 000,00 €
13	Œufs biologiques	SOUDRY Thierville (76)	6 000,00 €

- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les actes s'y rapportant, y compris les avenants.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-065 : Modification des tarifs extra scolaires

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu les propositions de la commission Enfance, Education, Communication et Numérique en date du 21 mai 2026 ;

Considérant qu'il convient de se mettre en conformité avec les conventions signées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Calvados ;

Madame Claire JOLIVET-SERVANT indique que le dispositif de réservation en ligne est désormais opérationnel. Elle précise toutefois que celui-ci n'est pas encore pleinement utilisé par les familles.

Le Président remercie Madame Claire JOLIVET-SERVANT ainsi que le service Enfance et Éducation pour le travail important réalisé dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif. Il souligne que, si son fonctionnement peut paraître simple pour les usagers, sa conception et son déploiement ont nécessité un important travail afin de garantir un outil clair et accessible aux familles.

Madame Sandrine BOIRE demande s'il existe une tarification spécifique pour les familles nombreuses. Madame Claire JOLIVET-SERVANT répond que ce n'est pas le cas, précisant que la modulation des tarifs est effectuée en fonction du quotient familial.

Madame la 2ème Vice-Présidente rappelle enfin que le coût réel de production d'un repas est d'un peu moins de 10 €, alors que le tarif facturé aux familles est compris entre 3 € et 4 €, la différence étant prise en charge par la Communauté de communes.

Ayant entendu l'exposé de Madame la Vice-Présidente et les propositions de la commission Enfance, Education et Restauration scolaire, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AJUSTER** les tranches de quotient familial
- **D'APPLIQUER** une augmentation des tarifs telle que présentée dans le tableau sus visé
- **D'APPLIQUER** ces changements à compter du 1er septembre 2026
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous documents et avenants s'y rapportant afin d'assurer leur bonne exécution

Les tarifs ci-après s'appliquent aux accueils des mercredis et des vacances scolaires.
Précision : durant les vacances scolaires, l'accueil n'est possible qu'en JOURNEE AVEC REPAS

Les tarifs indiqués en italiques sont les tarifs appliqués en 2025

HABITANTS TERRE D'AUGE *(anciennes tranches de quotient familial)*	½ JOURNEE matin et/ou après-midi *(anciens tarifs)*	REPAS	JOURNEE AVEC REPAS* *(anciens tarifs)*	MINI CAMPS Forfait journalier *(anciens tarifs)*
QF de 0,01 *(0,01€)* à 650€ *(650€)*	5,85 € *(5,84€)*	3,00 €	13,50 € *(13,50€)*	40,00 € *(36,00€)*
QF de 651 *(651€)* à 1400€ *(1000€)*	8,00 € *(7,84€)*	4,00 €	15,00 € *(14,50€)*	46,00 € *(42,00€)*
QF de 1401 *(1001€)* à 1800€ *(1400€)*	9,45 € *(9,26€)*	4,00 €	17,50 € *(17,50€)*	50,00 € *(46,00€)*
QF au-delà de 1801€ *(1401€)*	10,50 € *(10,29€)*	4,00 €	20,00 € *(19,50€)*	54,00 € *(50,00€)*

*Uniquement pour les vacances scolaires

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

HABITANTS HORS TERRE D'AUGE *(anciennes tranches de quotient familial)*	½ JOURNEE (matin et/ou après-midi) *(anciens tarifs)*	REPAS	JOURNEE AVEC REPAS* *(anciens tarifs)*	MINI CAMPS Forfait journalier *(anciens tarifs)*
QF de 0,01 *(0,01€)* à 650€ *(650€)*	9,40 € *(9,39€)*	3,00 €	15,00 € *(14,50€)*	46,00 € *(42,00€)*
QF de 651 *(651€)* à 1400€ *(1000€)*	10,80 € *(10,61€)*	4,00 €	17,50 € *(17,00€)*	40,00 € *(46,00€)*
QF de 1401 *(1001€)* à 1800€ *(1400€)*	12,00 € *(11,80€)*	4,00 €	20,00 € *(19,50€)*	54,00 € *(50,00€)*
QF au-delà de 1801€ *(1401€)*	13,00 € *(12,77€)*	4,00 €	22,00 € *(22,00€)*	58,00 € *(54,00€)*

*Uniquement pour les vacances scolaires

PENALITES DE RETARD APPLICABLES SUR LE TEMPS DU SOIR *(anciens tarifs)*	
Dépassement horaire de 18h30 à 18h35	1,00 € *(1,00€)*
Au-delà de 18h35	0,30 € par minute de retard *(0,30€)*

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-066 : Modification des tarifs périscolaires

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu les propositions de la commission Enfance, Education, Communication et Numérique en date du 21 mai 2026 ;

Considérant qu'il convient de se mettre en conformité avec les conventions signées avec la Caisse d'Allocations Familiales du Calvados ;
Ayant entendu l'exposé de Madame la Vice-Présidente et les propositions de la commission Enfance, Education et Restauration scolaire, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AJUSTER** les tranches de quotient familial
- **D'INSTAURER** une tarification modulée pour la restauration scolaire
- **D'APPLIQUER** une augmentation des tarifs
- **D'APPLIQUER** ces changements à compter du 1er septembre 2026
- **D'AUTORISER** le Président à signer ladite convention ainsi que tous documents et avenants s'y rapportant afin d'assurer leur bonne exécution

Les tarifs indiqués en italiques sont les tarifs appliqués en 2025

ACCUEIL PERISCOLAIRE HABITANTS TERRE D'AUGE *(anciennes tranches de quotient familial)*	Accueil du matin A partir de 7h30 *(anciens tarifs)*	Accueil du soir Jusqu'à 18h00 *(anciens tarifs)*	Accueil du soir De 18h à 18h30 *(anciens tarifs)*
QF de 0,01 *(0,01€)* à 650€ *(650€)*	1,00 € *(1,00€)*	1,50 € *(1,50€)*	0,60 € *(0,56€)*
QF de 651 *(651€)* à 1400€ *(1000€)*	1,15 € *(1,10€)*	1,65 € *(1,60€)*	0,65 € *(0,60€)*
QF de 1401 *(1001€)* à 1800€ *(1400€)*	1,20 € *(1,15€)*	1,75 € *(1,70€)*	
QF au-delà de 1801€ *(1401€)*	1,25 € *(1,20€)*	1,85 € *(1,80€)*	

ACCUEIL PERISCOLAIRE HORS HABITANTS TERRE D'AUGE *(anciennes tranches de quotient familial)*	Accueil du matin A partir de 7h30 *(anciens tarifs)*	Accueil du soir Jusqu'à 18h00 *(anciens tarifs)*	Accueil du soir De 18h à 18h30 *(anciens tarifs)*
QF de 0,01 *(0,01€)* à 650€ *(650€)*	1,00 € *(1,00€)*	1,50 € *(1,50€)*	0,60 € *(0,56€)*
QF de 651 *(651€)* à 1400€ *(1000€)*	1,25 € *(1,20€)*	1,75 € *(1,70€)*	
QF de 1401 *(1001€)* à 1800€ *(1400€)*	1,30 € *(1,25€)*	1,85 € *(1,80€)*	
QF au-delà de 1801€ *(1401€)*	1,40 € *(1,35€)*	1,95 € *(1,90€)*	

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

PENALITES DE RETARD APPLICABLES SUR LE TEMPS DE GARDERIE DU SOIR *(anciens tarifs)*	
Dépassement horaire de 18h30 à 18h35	1,00 € *(0,50€)*
Au-delà de 18h35	0,30 € par minute de retard *(0,30€)*

RESTAURATION SCOLAIRE	LE REPAS *(3,52€)*
QF de 0,01 à 650€	3,30 €
QF de 651 à 1400€	3,50 €
QF de 1401 à 1800€	3,80 €
QF au-delà de 1801€	4,10 €

PENALITES APPLICABLES EN CAS D'ABSENCE DE RESERVATION DE SERVICE *(anciens tarifs)*	
Présence non prévue en restauration scolaire	3,00 € *(0,50€)*
Présence non prévue lors de l'accueil périscolaire*	1,00 € *(0,50€)*

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-067 : Désignation d'un représentant de Terre d'Auge au sein de Calvados Attractivité

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 janvier 2026 fixant le conseil communautaire à 61 délégués communautaires,

Vu l'article 6 des statuts de l'agence d'attractivité du Calvados « Calvados Attractivité » définissant comme faisant partie du Collège des institutionnels, les Présidents des EPCI du Calvados ou leurs représentants ;
Vu l'article 3 sur l'agrément des nouveaux membres du Règlement intérieur de l'agence d'attractivité du Calvados dénommée « Calvados Attractivité » précisant que la personne morale désignera une nouvelle personne physique dès lors que son représentant perd son mandat au sein de la personne morale ;

Considérant, qu'à la suite du renouvellement de l'assemblée délibérante, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la Communauté de communes Terre d'Auge ;

Considérant que le Président est membre du Collège des institutionnels ;

L'association Calvados Attractivité est une association sans but lucratif créée par le Conseil départemental. Ses missions consistent à renforcer l'attractivité touristique et résidentielle du Calvados :

- Gérer, développer et promouvoir la destination en s'appuyant sur ses 4 thématiques identitaires (gastronomie et produits du terroir ; culture et patrimoine ; nature et durable ; vie quotidienne).
- Accompagner les acteurs du territoire (collectivités, offices de tourisme, socioprofessionnels…) dans leur développement et la mise en œuvre de leur stratégie.

Les actions de Calvados Attractivité s'inscrivent dans le cadre du Plan départemental d'attractivité touristique et résidentielle, porté par le Département du Calvados.

Monsieur Éric HUET et Madame Audrey GADENNE siègent actuellement à Calvados Attractivité donc ils ne peuvent candidater.
Madame Claire JOLIVET SERVANT se porte candidate.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

- **DE DESIGNER** Madame Claire JOLIVET SERVANT en tant que représentante de la Communauté de communes Terre d'Auge au sein de l'agence d'attractivité départementale dénommée « Calvados Attractivité »

- **D'AUTORISER** le Président et sa représentante à signer le bulletin d'adhésion ci-annexé

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-068 : Adoption du règlement budgétaire et financier

Vu les statuts de la communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018
Vu l'article L 5217-10-8 du code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de règlement budgétaire et financier,

Considérant que le règlement budgétaire et financier doit être adopté avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée délibérante ;
Considérant que le règlement budgétaire et comptable est de forme libre mais doit obligatoirement prévoir :

- les modalités de gestion des autorisations de programme (AP), des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) y afférents,
- les règles relatives à la caducité et à l'annulation des AP et des AE
- les modalités d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- D'APPROUVER le règlement budgétaire et financier tel qu'annexé à la présente délibération.

- D'AUTORISER le Président ou son représentant à signer tous les documents qui entrent dans le champ d'application de cette délibération.

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-069 : Election du président de séance pour l'approbation des comptes financiers uniques 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et plus précisément son article L.5211-1 ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu l'article L2121-14 du CGCT précisant que « *Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote* » ;
Vu l'article L2121-21 du CGCT précisant qu'il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une représentation ;

Considérant que les comptes financiers uniques du budget général et des budgets annexes sont soumis à l'approbation du conseil communautaire au cours de la présente séance et que Monsieur le Président est tenu de se retirer au moment de leur vote ;

Monsieur Marcel GREAUME et Madame Marie Thérèse LESQUERBAULT entrent dans la salle, ce qui porte

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

à 45 le nombre de présents et à 46 le nombre de votants.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE PROCEDER** à l'élection à main levée du Président de séance pour le vote des délibérations relatives à l'approbation des comptes financiers uniques de l'exercice 2025 des budgets suivants :
- Vote du compte financier unique du budget général
- Vote du compte financier unique du budget annexe déchets
- Vote du compte financier unique du budget annexe SPANC
- Vote du compte financier unique du budget annexe Parc d'activités du Gosset
- Vote du compte financier unique du budget annexe Parc d'activités de Bonneville
- Vote du compte financier unique du budget annexe ZA 4 Routes
- Vote du compte financier unique du budget annexe ZA de Coudray
- Vote du compte financier unique du budget annexe ZA de Drubec
- Vote du compte financier unique du budget annexe Lac Terre d'Auge

- **DE DESIGNER** monsieur Pierre Carrel comme président de séance.

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-070 : Budget général : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget général ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Monsieur Jérémy ROSEAU ne prend pas part au vote et sort de la salle ; ce qui porte à 44 le nombre de présents et à 44 le nombre de votants.

Le Président indique que la Communauté de communes se trouvait en fin de mandat, période au cours de laquelle les dépenses d'investissement sont traditionnellement plus importantes en raison de l'aboutissement des projets engagés.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, il est proposé aux membres du Conseil communautaire :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget général suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	7 266 106,00	10 365 866,13	17 631 972,13
	Recettes	2 914 672,04	10 441 663,85	13 356 335,89

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

	réalisées			
	Restes à réaliser	2 381 642,82	0,00	2 381 642,82
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	7 206 908,22	11 756 494,00	18 963 402,22
	Dépenses réalisées	5 205 593,07	9 270 249,46	14 475 842,53
	Restes à réaliser	1 292 764,03	0,00	1 292 764,03
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	-2 290 921,03	+1 171 414,39	-1 119 506,64
Résultats antérieurs reportés		-59 197,78	+1 390 627,87	+1 331 430,09
Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	-2 350 118,81	+2 562 042,26	+211 923,45
Différence entre les restes à réaliser		+1 088 878,79	0,00	+1 088 878,79
Résultat cumulé (excédent/déficit)		-1 261 240,02	+2 562 042,26	1 300 802,24

- **DE RECONNAÎTRE** la sincérité des restes à réaliser

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-071 : Budget annexe déchets : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe déchets ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe déchets suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	1 181 298,51	4 177 196,09	5 358 494,60
	Recettes réalisées	21 570,16	4 079 215,17	4 100 785,33
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation	1 214 500,00	5 225 700,00	6 440 200,00

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

	budgétaire totale			
	Dépenses réalisées	16 718,91	3 649 904,69	3 666 623,60
	Restes à réaliser	16 608,00	0,00	16 608,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	+4 851,25	+429 310,48	+434 161,73
Résultats antérieurs reportés		+33 201,49	+1 048 503,91	+1 081 705,40
Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	+38 052,74	+1 477 814,39	+1 515 867,13
Différence entre les restes à réaliser		-16 608,00	0,00	-16 608,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		+21 444,74	+1 477 814,39	+1 499 259,13

- **DE RECONNAÎTRE** la sincérité des restes à réaliser

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-072 : Budget annexe SPANC : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe SPANC ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe SPANC suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	160 908,59	142 563,55	303 472,14
	Recettes réalisées	12 271,00	152 660,52	164 931,52
	Restes à réaliser	18 605,00	0,00	18 605,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	207 000,00	213 760,00	420 760,00
	Dépenses réalisées	18 421,00	192 960,17	

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

	Restes à réaliser	18 605,00	0,00	18 605,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	-6 150,00	-40 299,65	-46 449,65
Résultats antérieurs reportés		+46 091,41	+71 196,45	+117 287,86
Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	+39 941,41	+30 896,80	+70 838,21
Différence entre les restes à réaliser		0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		+39 941,41	+30 896,80	+70 838,21

- **DE RECONNAÎTRE** la sincérité des restes à réaliser

D'ARRÊTER les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-073 : Budget annexe Parc d'activités du Gosset : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe ZA du Gosset ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, il est proposé aux membres du Conseil communautaire :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe Parc d'activités du Gosset suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	323 498,35	323 508,35	647 006,70
	Recettes réalisées	0,00	1 548,00	1 548,00
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	323 498,35	323 508,35	647 006,70
	Dépenses réalisées	1 548,00	0,00	1 548,00
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	-1 548,00	+1 548,00	0,00

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Résultats antérieurs reportés		+262 501,65	+232 514,07	+495 015,72
Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	+260 953,65	+234 062,07	+495 015,72
Différence entre les restes à réaliser		0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		+260 953,65	+234 062,07	+495 015,72

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-074 : Budget annexe Parc d'activités de Bonneville : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe Parc d'activités de Bonneville ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Le Président précise que les travaux concernent les mesures de compensation liées aux zones humides. Il indique que le coût de ces aménagements aura pour conséquence de limiter le résultat financier de l'opération, de sorte que la zone ne dégagera pas d'excédent à son achèvement.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe Parc d'activités de Bonneville suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	868 053,98	849 100,00	1 717 153,98
	Recettes réalisées	429 816,98	515 478,76	945 295,74
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	515 237,00	515 247,00	1 030 484,00
	Dépenses réalisées	494 740,75	494 741,31	898 482,06
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	-64 923,77	+20 737,45	-44 186,32
Résultats antérieurs reportés		-352 816,98	+202 585,73	-150 231,25

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	-417 740,75	+223 323,18	-194 417,57
Différence entre les restes à réaliser		0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		-417 740,75	+223 323,18	-194 417,57

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-075 : Budget annexe ZA des 4 Routes : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe ZA des 4 routes ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Le Président indique que des études géotechniques ont été réalisées en raison de la présence d'une cavité sur un terrain jouxtant une parcelle appartenant à la commune d'Annebault. Il précise que quatre études ont été menées au total. Les résultats montrent que la parcelle appartenant à la Communauté de communes n'est pas impactée par cette cavité, contrairement à celle appartenant à la commune d'Annebault.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe ZA des 4 routes suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	25 000,00	25 005,00	50 005,00
	Recettes réalisées	0,00	6 413,00	6 413,00
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	25 000,00	25 005,00	50 005,00
	Dépenses réalisées	6 412,50	6 412,50	12 825,00
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	-6 412,50	+0,50	-6 412,00
Résultats antérieurs reportés		0,00	0,00	

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	-6 412,50	+0,50	-6 412,00
Différence entre les restes à réaliser		0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		-6 412,50	+0,50	-6 412,00

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-076 : Budget annexe ZA de Coudray : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe ZA de Coudray ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Le Président indique que cette zone d'activités comprend 16 lots. Il précise que plusieurs candidatures ont été enregistrées, qu'une promesse de vente a été signée et que trois ventes ont d'ores et déjà été définitivement conclues. Il ajoute que les travaux d'aménagement sont désormais quasiment achevés.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe ZA de Coudray routes suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	1 594 669,34	2 795 779,00	4 390 448,34
	Recettes réalisées	411 184,34	904 873,35	1 316 057,69
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	1 183 485,00	1 183 495,00	2 366 980,00
	Dépenses réalisées	904 873,35	904 873,35	1 809 747,07
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	-493 689,01	-0,37	-493 689,38
Résultats antérieurs reportés		-411 184,34	-720,56	-411 904,90

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	-904 873,35	-720,93	-905 594,28
Différence entre les restes à réaliser		0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		-904 873,35	-720,93	-905 594,28

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-077 : Budget annexe ZA de Drubec : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57;
Vu la délibération n°CC-DEL-2025-066 en date du 26 juin 2025, créant le budget annexe ZA de Drubec ;
Vu la délibération n°CC-DEL-2025-104 en date du 11 décembre 2025 adoptant le budget primitif 2025 du budget annexe ZA de Drubec ;
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe ZA de Drubec ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Monsieur le Président annonce qu'une promesse de vente a été signée.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

-D'APPROUVER le compte financier unique 2025 exposant le résultat d'exécution du budget annexe ZA de Drubec routes suivant :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025 en €				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	445 500,00	445 500,00	891 000,00
	Recettes réalisées	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	445 500,00	445 500,00	891 000,00
	Dépenses réalisées	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Résultats antérieurs reportés		0,00	0,00	0,00

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Solde (inv.) ou résultat de clôture (fonct.)	Excédent/déficit	0,00	0,00	0,00
Différence entre les restes à réaliser		0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé (excédent/déficit)		0,00	0,00	0,00

- **D'ARRÊTER** les résultats définitifs ci-dessus

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-078 : Budget annexe LAC Terre d'Auge : approbation du compte financier unique 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le rapport de présentation du compte financier unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe LAC ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu l'élection du Président pour le vote des comptes financiers uniques 2025 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques ;
Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Le Président indique que les dépenses inscrites concernent principalement des opérations d'investissement. Il souligne les enjeux majeurs liés à ce projet, qui porte sur un site remarquable mais nécessitant une importante réhabilitation. Il précise que l'ensemble des infrastructures est aujourd'hui vieillissant, qu'il s'agisse des réseaux, de la voirie ou des bâtiments.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président de séance et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, il est proposé aux membres du Conseil communautaire :

- **D'AFFECTER** le résultat cumulé définitif de la section de fonctionnement du budget annexe LAC Terre d'Auge comme suit :

Résultat de fonctionnement à affecter	**+220 385,80 €**
Résultat de l'exercice	+44 307,97 €
Excédent de fonctionnement reporté	+176 077,83 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**-105 981,30 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-95 634,73 €
Résultat antérieur reporté	-1 839,67 €
Solde des restes à réaliser de l'exercice	-8 506,90 €
Besoin de financement de la section d'investissement	**-105 981,30 €**
Couverture du besoin de financement (1068)	105 981,30 €
Report excédentaire en fonctionnement (002)	**114 404,50 €**

44 VOTANTS
44 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-079 : Budget général : affectation du résultat 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le compte financier unique 2025 du budget général ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;

Considérant l'affectation du résultat 2025 du budget général proposée par Monsieur le Président ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AFFECTER** le résultat cumulé définitif de la section de fonctionnement du budget général comme suit :

Résultat de fonctionnement à affecter	**+2 562 042,26 €**
Résultat de l'exercice	+1 171 414,39 €
Excédent de fonctionnement reporté	+1 390 627,87 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**-2 350 118,81 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-2 290 921,03 €
Résultat antérieur reporté	-59 197,78 €
Solde des restes à réaliser de l'exercice	+1 088 878,79 €
Besoin de financement de la section d'investissement	**-1 261 420,02 €**
Couverture du besoin de financement (1068)	1 261 240,02 €
Report excédentaire en fonctionnement (002)	**1 300 802,24 €**

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-080 : Budget annexes : affectations du résultat 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe déchets ;
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe SPANC ;
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe Parc d'activités du Gosset ;
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe Parc d'activités de Bonneville ;
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe ZA des 4 routes ;
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe ZA de Coudray ;
Vu le compte financier unique 2025 du budget annexe ZA de Drubec ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;

Considérant que l'affectation définitive du budget annexe déchets correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;
Considérant que l'affectation définitive du budget annexe SPANC correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;
Considérant que l'affectation définitive du budget annexe Parc d'activités du Gosset correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;
Considérant que l'affectation définitive du budget annexe Parc d'activités de Bonneville correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;
Considérant que l'affectation définitive du budget annexe ZA des 4 routes correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;
Considérant que l'affectation définitive du budget annexe ZA de Coudray correspond au résultat provisoire

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;
Considérant que l'affectation définitive du budget annexe ZA de Drubec correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe déchets comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**+1 477 814,39 €**
Résultat de l'exercice	+429 310,48 €
Excédent de fonctionnement reporté	+1 048 503,91 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**+21 444,74 €**
Solde d'exécution de l'exercice	4 851,25 €
Résultat antérieur reporté	+33 201,49 €
Solde des restes à réaliser de l'exercice	-16 608,00 €

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe SPANC comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**+30 896,80€**
Résultat de l'exercice	-40 299,65 €
Excédent de fonctionnement reporté	+71 196,45 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**+39 941,41 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-6 150,00 €
Résultat antérieur reporté	+46 091,41 €
Solde des restes à réaliser de l'exercice	0,00

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe Parc d'activités du Gosset comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**+234 062,07 €**
Résultat de l'exercice	+1 548,00
Excédent de fonctionnement reporté	+232 514,07 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**+ 260 953,65 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-1 548,00 €
Résultat antérieur reporté	+262 501,65 €

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe Parc d'activités de Bonneville comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**+223 323,18 €**
Résultat de l'exercice	+ 20 737,45 €
Excédent de fonctionnement reporté	+202 585,73 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**-417 740,75 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-64 923,77 €
Résultat antérieur reporté	-352 816,98 €

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe ZA des 4 routes comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**+0,50 €**
Résultat de l'exercice	+ 0,50 €
Excédent de fonctionnement reporté	0,00 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**-6 412,50 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-6 412,50 €
Résultat antérieur reporté	

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe de

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Coudray comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**-720,93 €**
Résultat de l'exercice	-0,37 €
Excédent de fonctionnement reporté	-720,56 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**-904 873,35 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-493 689,01 €
Résultat antérieur reporté	-411 184,34 €

- **D'AFFECTER** le résultat définitif cumulé de la section de fonctionnement du budget annexe ZA de Drubec comme suit :

Résultat de fonctionnement reporté (002)	**0,00 €**
Résultat de l'exercice	0,00 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**0,00 €**
Solde d'exécution de l'exercice	0,00 €

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-081 : Budget annexe LAC Terre d'Auge : affectation du résultat 2025

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu le compte financier unique 2025 du budget général ;
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;

Considérant que l'affectation définitive du budget annexe LAC Terre d'Auge correspond au résultat provisoire arrêté lors du vote du budget primitif 2026 ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'AFFECTER** le résultat cumulé définitif de la section de fonctionnement du budget annexe LAC Terre d'Auge comme suit :

Résultat de fonctionnement à affecter	**+220 385,80 €**
Résultat de l'exercice	+44 307,97 €
Excédent de fonctionnement reporté	+176 077,83 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	**-105 981,30 €**
Solde d'exécution de l'exercice	-95 634,73 €
Résultat antérieur reporté	-1 839,67 €
Solde des restes à réaliser de l'exercice	-8 506,90 €
Besoin de financement de la section d'investissement	**-105 981,30 €**
Couverture du besoin de financement (1068)	105 981,30 €
Report excédentaire en fonctionnement (002)	**114 404,50 €**

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-082 : Budget général : Budget supplémentaire 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu l'adoption du compte financier unique 2025 ;
Vu l'affectation des résultats définitifs 2025
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu le vote du budget primitif 2026,

Considérant les besoins de crédits supplémentaires ;
Considérant les notifications des bases fiscales et des dotations ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE VALIDER** le budget supplémentaire 2026 du budget général équilibré comme suit :

Section de fonctionnement (en €)

DEPENSES	BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 011 : charges à caractère général	1 990 074,00	74 244,00	2 064 318,00
Chapitre 012 : charges de personnel	4 628 570,00	21 820,00	4 650 390,00
Chapitre 014 : atténuation de produits	1 983 032,00	986,00	1 984 018,00
Chapitre 65 : autres charges de gestion courante	1 077 122,00	7 100,00	1 084 222,00
Chapitre 66 : charges financières	39 670,00	0,00	39 670,00
Chapitre 67 : charges spécifiques	4 396,00	0,00	4 396,00
Chapitre 68 : dotations aux provisions et dépréciations	14 800,00	0,00	14 800,00
Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections	453 830,00	0,00	453 830,00
Chapitre 023 : virement à la section d'investissement	1 565 000,00	85 000,00	1 650 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**11 756 494,00**	**189 150,00**	**11 945 644,00**

RECETTES	BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 002 : résultat antérieur reporté	1 300 658,37	143,87	1 300 802,24
Chapitre 013 : atténuation de charges	9 197,63	9 502,13	18 699,76
Chapitre 70 : produits des services	1 160 960,00	8 300,00	1 169 260,00
Chapitre 73 : impôts et taxes	3 215 104,00	13 618,00	3 228 722,00
Chapitre 731 : fiscalité locale	4 308 767,00	93 804,00	4 402 571,00
Chapitre 74 : dotations et participations	1 520 007,00	63 782,00	1 583 789,00
Chapitre 75 : autres produits de gestion courante	136 300,00	0,00	136 300,00
Chapitre 77 : produits spécifiques	500,00	0,00	500,00
Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections	105 000,00	0,00	105 000,00
TOTAL DES RECETTES	**11 756 494,00**	**189 150,00**	**11 945 644,00**

Section d'investissement (en €)

DEPENSES	RAR + BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 001 : résultat antérieur reporté	2 350 118,81	0,00	2 350 118,81
Chapitre 040 : opérations d'ordre de transfert entre sections	105 000,00	0,00	105 000,00
Chapitre 204 : subventions d'équipements versées	134 735,96	0,00	134 735,96
Opération 117 : construction d'un PSLA	176 340,99	0,00	176 340,99
Opération 125 : parc informatique	62 586,94	35 000,00	97 586,94
Opération 122 : réfection de la piste d'athlétisme.	10 630,89	0,00	10 630,89
Opération 220 : Travaux dans les écoles	1 261 937,09	15 000,00	1 276 937,09
Opération 123 : Cuisine centrale au Breuil en Auge	17 208,00	0,00	17 208,00
Opération 223 : aménagement aire de grand passage	250 000,00	0,00	250 000,00

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Opération 314 : construction d'un pôle scolaire périmètre 7	55 184,45	0,00	55 184,45
Opération 417 : construction du siège social	1 293 210,31	0,00	1 293 210,31
Chapitre 16 : emprunts et dettes	310 000,00	0,00	310 000,00
Chapitre 20 : immobilisations incorporelles	36 134,50	22 000,00	58 134,50
Chapitre 21 : immobilisations corporelles	654 212,06	22 400,00	676 612,06
Chapitre 041 : opérations patrimoniales	20 000,00	0,00	20 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**6 737 300,00**	**94 400,00**	**6 831 700,00**

RECETTES	**RAR + BP 2026**	**BS 2026**	**TOTAL**
Chapitre 040 : opérations d'ordre de transfert entre sections	453 830,00	0,00	453 830,00
Chapitre 021 : virement de la section de fonctionnement	1 565 000,00	85 000,00	1 650 000,00
Chapitre 10 : dotations, fonds divers	1 413 519,78	0,00	1 413 519,78
Chapitre 13 : subventions d'investissements reçues	2 693 550,22	9 400,00	2 702 950,22
Chapitre 041 : opérations patrimoniales	20 000,00	0,00	20 000,00
Chapitre 16 : emprunts et dettes assimilées	591 400,00	0,00	591 400,00
TOTAL DES RECETTES	**6 737 300,00**	**94 400,00**	**6 831 700,00**

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-083 : Budget annexe déchets : Budget supplémentaire 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,

Vu l'adoption du compte financier unique 2025 ;
Vu l'affectation des résultats définitifs 2025
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu le vote du budget primitif 2026 du budget annexe déchets,

Considérant les besoins de crédits supplémentaires ;
Considérant les notifications des bases fiscales de la TEOM ;
Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE VALIDER** le budget supplémentaire 2026 du budget annexe déchets équilibré comme suit :

Section de fonctionnement (en €)

DEPENSES	**BP 2026**	**BS 2026**	**TOTAL**
Chapitre 011 : charges à caractère général	2 780 610,00	-128 500,00	2 652 110,00
Chapitre 012 : charges de personnel	297 210,00	17 000,00	314 210,00
Chapitre 65 : autres charges de gestion courante	952 500,00	150 000,00	1 102 500,00
Chapitre 67 : charges spécifiques	3 000,00	3 660,00	6 660,00
Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections	15 000,00	0,00	15 000,00
Chapitre 68 : dotations aux provisions et dépréciations	1 000,00	0,00	1 000,00
Chapitre 023 : virement à la section d'investissement	1 543 400,00	37 600,00	1 581 000,00
TOTAL DES DEPENSES	**5 592 720,00**	**79 760,00**	**5 672 480,00**

RECETTES	**BP 2026**	**BS 2026**	**TOTAL**
Chapitre 002 : résultat antérieur reporté	1 476 784,39	0,00	1 476 784,39

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Chapitre 70 : produits des services	295 720,00	0,00	295 720,00
Chapitre 731 : fiscalité locale	3 541 100,00	79 752,00	3 620 852,00
Chapitre 74 : dotations et participations	273 000,00	0,00	273 000,00
Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections	5 000,00	0,00	5 000,00
Chapitre 75 : produits exceptionnels	1 095,61	0,00	1 095,61
Chapitre 77 : produits exceptionnels	20,00	8,00	28,00
TOTAL DES RECETTES	**5 592 720,00**	**79 760,00**	**5 672 480,00**

Section d'investissement (en €)

DEPENSES	RAR + BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 040 : opérations d'ordre de transfert entre sections	5 000,00	0,00	5 000,00
Chapitre 20 : immobilisations corporelles	8 088,00	0,00	8 088,00
Chapitre 21 : immobilisations corporelles	347 520,00	1 000,00	348 520,00
Chapitre 23 : immobilisations en cours	1 247 892,00	36 600,00	1 284 492,00
TOTAL DES DEPENSES	**1 608 500,00**	**37 600,00**	**1 646 100,00**

RECETTES	RAR + BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 001 : résultat antérieur reporté	38 052,74	0,00	38 052,74
Chapitre 040 : opérations d'ordre de transfert entre sections	15 000,00	0,00	15 000,00
Chapitre 021 : virement de la section de fonctionnement	1 543 400,00	37 600,00	1 581 000,00
Chapitre 10 : dotations, fonds divers	47,26	0,00	47,26
Chapitre 13 : subventions d'investissements reçues	12 000,00	0,00	12 000,00
TOTAL DES RECETTES	**1 608 500,00**	**37 600,00**	**– 646 100,00**

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-084 : Budget annexe LAC Terre d'Auge : Budget supplémentaire 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu l'adoption du compte financier unique 2025 ;
Vu l'affectation des résultats définitifs 2025
Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale du 9 juin 2026 ;
Vu le vote du budget primitif 2026 du budget annexe LAC,

Considérant les besoins de crédits supplémentaires ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE VALIDER** le budget supplémentaire 2026 du budget annexe LAC Terre d'Auge équilibré comme suit :

Section d'exploitation (en €)

DEPENSES	BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 011 : charges à caractère général	5 200,00	0,00	5 200,00
Chapitre 65 : autres charges de gestion courante	10,00	0,00	10,00
Chapitre 67 : charges exceptionnelles	500,00	0,00	500,00

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections	66 900,00	0,00	66 900,00
Chapitre 023 : virement à la section d'investissement	157 800,00	975,00	158 775,00
TOTAL DES DEPENSES	**230 410,00**	**975,00**	**231 385,00**

RECETTES	BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 002 : résultat antérieur reporté	114 404,97	0,00	114 404,97
Chapitre 75 : autres produits de gestion courante	82 505,03	0,00	82 505,03
Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections	33 500,00	975,00	34 475,00
TOTAL DES RECETTES	**230 410,00**	**975,00**	**231 385,00**

Section d'investissement (en €)

DEPENSES	RAR + BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 001 : résultat antérieur reporté	97 474,40	0,00	97 474,40
Chapitre 20 : immobilisations incorporelles	28 506,90	0,00	28 506,90
Chapitre 21 : immobilisations corporelles	171 199,70	0,00	171 199,70
Chapitre 040 : opération d'ordre de transfert entre sections	33 500,00	975,00	34 475,00
TOTAL DES DEPENSES	**330 681,00**	**975,00**	**331 656,00**

RECETTES	RAR + BP 2026	BS 2026	TOTAL
Chapitre 021 : virement de la section d'exploitation	157 800,00	975,00	158 775,00
Chapitre 040 : opération d'ordre de transfert entre sections	66 900,00	0,00	66 900,00
Chapitre 10 : dotations, fonds divers	105 981,00	0,00	105 981,00
TOTAL DES RECETTES	**330 681,00**	**975,00**	**331 656,00**

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-085 : Parc d'activités du GOSSET : vente à soi-même des parcelles d'implantation du nouveau siège

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,
Vu la délibération n°CC-DEL-2016-013 en date du 24 mars 2016 créant le budget annexe Parc d'activités du GOSSET ;
Vu les travaux d'aménagement du Parc d'activités du GOSSET ;
Vu la commercialisation des parcelles du Parc d'activités du GOSSET ;
Vu l'avis de la commission développement économique en date du 12 janvier 2026 ;
Vu l'avis de la commission finances, solidarité avec les communes, santé et animation territoriale du 21 janvier 2026 ;
Vu le vote du budget primitif 2026 du budget général et du budget annexe Parc d'activités du GOSSET ;

Considérant que les parcelles AE n°428 et AE n°414 d'une surface totale de 5 946 m² ont été réservées pour la construction du nouveau siège social ;
Considérant qu'il y a lieu de réintégrer ces parcelles au budget général ;
Considérant que le budget annexe Parc d'activités du GOSSET est assujetti à la TVA ;
Considérant que la valeur du stock du budget annexe Parc d'activités du GOSSET au 31 décembre 2025 est de 325 046,35€ HT ;
Considérant que la commercialisation du Parc d'activités du GOSSET est terminée ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis favorable de la commission finances, ruralité et animation territoriale, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE PROCEDER** à la vente à soi-même des parcelles AE n°428 et AE n°414 sises à Pont l'Evêque, 3A rue des artificiers ;

- **DE FIXER** le prix de vente des parcelles à un montant de 325 046,35€ HT, soit 390 055,62€ TTC

- **DE REINTEGRER** les parcelles au sein du budget général

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-086 : Attribution participations, subventions, subventions exceptionnelles et Avenant n°1 pour la subvention de fonctionnement de l'Office de Tourisme Terre d'Auge

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif aux droits des citoyens dans les relations avec les administrations, et plus précisément son article 10 relatif à l'attribution de subventions ;
Vu le décret n° 2001- 495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi susvisée ;
Vu la délibération n° CC-DEL-2022-076 du 13 octobre 2022 relative à l'adoption du règlement des subventions ;
Vu le budget primitif 2026 ;
Vu les dossiers de demandes de subventions de fonctionnement présentées par les associations ;
Vu la Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Terre d'Auge et la Société Publique Locale Terre d'Auge Attractivité en date du 19 décembre 2025 ;
Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité, Culture, Ruralité, Communication et Développement numérique, en date du 22 décembre 2025,
Vu l'avis de la Commission Développement économique, Attractivité et Tourisme réunie le 4 juin 2026 ;
Vu l'avis de la commission sports réunie le 18 juin 2026 ;

Considérant, le souhait de la collectivité de soutenir les associations contribuant au développement du territoire ;
Considérant les conditions d'éligibilité d'attribution et de versement de subventions aux associations ;
Considérant les dispositions de la convention de prestation de services prévoyant le versement d'une subvention forfaitaire d'exploitation annuelle par la Communauté de Commune Terre d'Auge au bénéfice de la Société Publique Locale Terre d'Auge Attractivité, afin de contribuer aux charges liées aux obligations de service public des missions confiées ;
Considérant la participation d'un jeune licencié aux finales nationales dans la catégorie 13 ans qui auront lieu fin juin 2026, Pont l'Evêque Terre d'Auge tennis de table sollicite une subvention permettant de couvrir une partie des frais d'hébergement et de transport liés à cet événement ;

Monsieur Stéphane TONON ne prend pas part au vote et sort de la salle ; ce qui porte à 44 le nombre de présents et à 45 le nombre de votants.

Monsieur Steve REYDELLET fait part de son regret concernant la diminution de la subvention attribuée au comice agricole, alors que celui-ci célèbre cette année son 80e anniversaire.
Monsieur Éric HUET précise qu'un effort financier a été demandé à l'ensemble des bénéficiaires de subventions.
Madame Mauricette HENRI s'interroge sur l'augmentation de la subvention accordée à la Mission locale dans un contexte de recherche d'économies. Le Président répond que cette participation contribue à l'accompagnement des jeunes du territoire vers l'emploi.
Monsieur le Président précise que la Mission locale est financée par plusieurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Il indique que la contribution de la Communauté [illegible]

RECU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

sensiblement inférieure à celle des autres EPCI, dont les participations s'élèvent, en moyenne, à environ 44 000 €.
Madame Audrey GADENNE demande combien de jeunes sont accompagnés par la Mission locale sur le territoire. Monsieur le Président répond que ces données sont communiquées régulièrement, mais qu'il ne dispose pas des chiffres au moment de la séance. Il propose qu'une prochaine Assemblée des maires soit consacrée à la présentation de l'activité de la Mission locale et des résultats obtenus sur le territoire.

Ayant entendu l'exposé de Messieurs les Vice-Présidents, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ATTRIBUER** une subvention aux associations suivantes et à la SPL Terre d'Auge Attractivité comme suit :

Associations Sportives	**Subventions 2025**	**Subventions 2026**
Pays d'Auge basket	23 000€	22 000€
Pont l'Evêque Terre d'Auge tennis de table	1 000€	2 000€
Terre d'Auge Karaté	2 000€	2 000€
AS St Philbert des champs Football	1 100€	1 000€
Eva Judo	23 000€	22 000€
Les Joggeurs du pays d'Auge	1 000€	1 000€
US Pont l'Evêque Terre d'Auge	22 000€	22 000€
ASPL Volley Ball	800€	1 000€
TCBPI	1 000€	1 000€
Etoile Sportive football Bonnebosq	500€	750€
Handball Pont l'Evêque	200€	250€
GV le Breuil en Auge	150€	150€
FC Breuil en Auge	0€	750€
Pétanque Pont l'Evêque	250€	0€

Développement économique	**Subventions 2025**	**Subventions 2026**
Comice agricole	1 900€	1 700€
Initiative Calvados	5 745€	5 745€
Mission locale	12 000€	14 000€
Attractivité	**Subventions 2025**	**Subventions 2026**
SPL Terre d'Auge	222 000€	222 000€
Marché à l'ancienne	/	600€

- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents nécessaires au versement des subventions, y compris les avenants à la convention

- **D'ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle de 500 € à l'association Pont l'Evêque Terre d'Auge tennis de table

45 VOTANTS
45 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-087 : Location de la salle de réunion « Hubert Courseaux » du siège de Terre d'Auge : détermination des tarifs

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-029 en date du 9 avril 2026 portant délégations du Conseil Communautaire au Président ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Vu les arrêtés de délégation de fonctions et de signature aux vice-présidents et à la direction générale des services ;
Vu l'avis favorable de la réunion des vice-présidents du 11 juin 2026 ;

Considérant le souhait de la collectivité de proposer à la location la salle de réunion Hubert Courseaux, dans le but de contribuer au développement et à la dynamisation du tissu d'activités sur le territoire de Terre d'Auge ;
Considérant la possibilité de diviser la salle de réunion d'une surface d'environ 180m², en deux espaces de 90m² environ ;
Considérant le matériel mis à disposition ;
Considérant la nécessité de fixer les tarifs de location de la salle de réunion ;

Madame Edwige ANQUETIL demande quels sont les partenaires agréés concernés par ce dispositif.
Le Président précise qu'il s'agit notamment des principaux partenaires institutionnels de la Communauté de communes, tels que France Travail, l'ASTA, la Gendarmerie, ainsi que les communes du territoire.
Il indique enfin qu'un bilan de l'utilisation et des modalités de location de cette salle sera présenté en septembre 2027.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président et l'avis des Vice-Présidents, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE FIXER** les tarifs suivants :

Salle de réunion Hubert Courseaux	Tarifs Demi-journée	Tarifs Journée	Tarifs Partenaire Demi-journée	Tarifs Partenaire Journée	Tarifs Partenaire Agréé Journée et Demi-journée
180m²	180€	300€	100€	200€	Gratuit
90m²	90€	150€	50€	100€	Gratuit

Option traiteur (utilisation cuisine) : 150€
Option forfait ménage salle de réunion : 50€
Option forfait ménage salle + cuisine : 100€

Au regard du matériel mise à disposition, une caution de 500€ sera demandée pour toute location de la salle et/ ou de la cuisine.

- **D'ACTER** les tarifs de location de la salle de réunion Hubert Courseaux du siège de la Communauté de communes Terre d'Auge à compter du 1er juillet 2026

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer les contrats de location de la salle de réunion Hubert Courseaux du siège de la Communauté de communes Terre d'Auge ainsi que tous documents et avenants s'y rapportant

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-088 : Suppression de postes

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le tableau des effectifs ;
Vu l'avis de la Commission Administration générale & Ressources humaines en date du 16/05/2026 ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 09/06/2026 ;

Considérant les postes non pourvus à la suite de recrutement sur des grades différents ;
Considérant les postes vacants non pourvus à la suite d'augmentation ou de diminution de temps de travail ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Considérant les postes vacants non pourvus à la suite d'un avancement de grade ou d'une promotion interne ;
Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fermer les emplois à temps complet et à temps non complet non pourvus ;
Considérant que l'ensemble des postes, proposés à la suppression, ne sont pas pourvus ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président et l'avis de la Commission Administration générale & Ressources humaines et du Comité Social Territorial, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE SUPPRIMER** les emplois permanents suivants au 01/07/2026 :

Filière	Cat.	Grade	Quotité	Motif	Service
Administrative	A	DGS de 10 à 19 999 habitants	35/35	Modification seuil population	Direction générale
Administrative	C	Adjoint administratif Pal 1CI	33,34/35	Départ en retraite	Bibliothèque
Administrative	C	Adjoint administratif Pal 2CI	29/35	Mutation	Service commun
Technique	C	Adjoint technique Pal 2CI	31/35	Diminution quotité	Education
Technique	C	Adjoint technique Pal 2CI	30/35	Avancement grade	Education
Technique	C	Adjoint technique Pal 2CI	30/35	Avancement grade	Education
Technique	C	Adjoint technique Pal 2CI	30/35	Départ en retraite	Education
Technique	C	Adjoint technique Pal 2CI	30/35	Départ en retraite	Education
Technique	C	Adjoint technique	24/35	Augmentation quotité	Déchetterie
Technique	C	Adjoint technique	17/35	Augmentation quotité	Education
Animation	B	Animateur	35/35	Avancement grade	Education
Animation	C	Adjoint d'animation Pal 1CI	35/35	Promotion interne	Education
Animation	C	Adjoint d'animation Pal 1CI	35/35	Mutation	Education
Animation	C	Adjoint d'animation Pal 2CI	35/35	Changement de filière	Education
Sociale	C	ATSEM Pal 2CI	30/35	Avancement de grade	Education
Culturelle	B	AEA Pal 1CI	7/20	Augmentation quotité	Ecole de musique
Culturelle	B	AEA Pal 2CI	11/20	Diminution quotité	Ecole de musique
Culturelle	B	AEA Pal 2CI	7/20	Mutation	Ecole de musique
Culturelle	B	AEA	10/20	Diminution quotité	Ecole de musique

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-089 : Création de postes et mise à jour du tableau des effectifs

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le tableau des effectifs ;
Vu l'avis de la Commission Administration générale & Ressources humaines en date du 16/05/2026 ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 09/06/2026 ;

Considérant les besoins des services intercommunaux et notamment du service ressources humaines, administration générale et du pôle Education Culture Vie sociale ;
Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services ;

Le Président informe les membres de l'assemblée des mouvements de personnel intervenus ou à intervenir au sein de la Communauté de communes Terre d'Auge :

- au sein du service Ressources humaines, Monsieur Guillaume BERNARD a pris ses fonctions le 1er juillet en qualité de responsable du service ;
- au sein du service Administration générale, Madame Cléolia GRARE prendra ses fonctions le 6 juillet en qualité d'assistante de direction / responsable du service Affaires Générales / Assemblées.
- au sein du service Affaires juridiques et Marchés publics, Madame Léa COLLIOT rejoindra la collectivité le 1er septembre en qualité de responsable du service.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président et l'avis de la Commission Administration générale & Ressources humaines et du Comité Social Territorial, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE METTRE A JOUR** le tableau des effectifs, au 01/07/2026, ci-annexé, comme suit :

Création d'emplois permanents

Filière	Cat.	Grade	Quotité du temps de travail	Motif	Service
Administrative	B	Rédacteur Pal 2Cl	35/35	Recrutement	Ressources humaines
Administrative	B	Rédacteur Pal 1Cl*	35/35	Recrutement suite mutation	Administration générale
Administrative	B	Rédacteur Pal 2C*l			
Administrative	C	Adjoint administratif Pal 1Cl*			
Administrative	C	Adjoint administratif 2Cl*			
Technique	C	Adjoint technique	25/35	Transformation emploi temporaire en emploi permanent	Education
Technique	C	Adjoint technique	20/35	Transformation emploi temporaire en emploi permanent	Education
Technique	C	Adjoint technique	8/35	Transformation emploi temporaire en emploi permanent	Education
Animation	C	Adjoint d'animation	17/35	Transformation emploi temporaire en emploi permanent	Education
Animation	C	Adjoint d'animation	32/35	Changement de filière	Education
Animation	C	Adjoint d'animation	31/35	Changement de filière	Education

** seul l'emploi correspondant au profil de l'agent recruté sera pourvu*

- **DE DIRE** qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les emplois permanents pourront être occupés par un contractuel au grade prévu par le poste dans les conditions fixées à l'article L332-14 et L332-8 alinéa 1° à 6° du Code Général de la Fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme en lien avec le poste ou d'expériences professionnelles équivalentes.

- **DE DIRE** que le traitement sera calculé par référence à l'indice brut du fonctionnaire recruté ou en fonction de la nature des fonctions concernées, de l'expérience professionnelle antérieure et du profil de l'agent contractuel.

- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires à la rémunération des agents ainsi nommés et les charges sociales s'y rapportant.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

DÉLIBÉRATION APPROUVEE CC-DEL-2026-090 : Mise à disposition partielle de service

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 166-1, codifie à l'article L. 5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
Vu le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et insérant un article D 5211-16 au CGCT ;

Considérant qu'en dehors des compétences transférées, les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs communes membres, dans le cadre d'une bonne organisation des services ;

Considérant les mobilités au sein des services ressources humaines de la Communauté de communes TERRE D'AUGE et de la ville de PONT L'EVÊQUE ;

Considérant l'opportunité d'harmoniser les pratiques et les outils de ces services ;

Considérant que la mutualisation du directeur des ressources humaines permettra d'optimiser et de professionnaliser les services ;

Le Président précise que cette convention de mise à disposition partielle de service permet d'optimiser les coûts pour la Communauté de communes Terre d'Auge, tout en faisant bénéficier la commune d'une expertise technique et administrative.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE METTRE** à disposition partielle le service Ressources Humaines auprès de la ville de PONT L'EVÊQUE

- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention ci-annexée

46 VOTANTS
46 POUR
0 CONTRE
0 ABSTENTION

INFORMATION : Compte-rendu des délibérations du Bureau et des décisions du Président prises du 02 avril 2026 au 15 juin 2026

Compte-rendu des délibérations du Bureau et des décisions du Président prises du 02/04/2026 au 15/06/2026

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L2122-23,

Vu les statuts de la Communauté de communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,
Vu la délibération du conseil communautaire n°CC-DEL-2026-028 du 09 avril 2026, déléguant une partie des attributions du conseil communautaire au Bureau,

Vu la délibération du conseil communautaire n° CC-DEL-2026-026 du 09 avril 2026, déléguant une partie des attributions du conseil communautaire au Président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-003 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 1er Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-004 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 2ème

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-005 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 3ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-006 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 4ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-007 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 5ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-008 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 6ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-009 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature au 7ème Vice-président,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-010 du 15 avril 2026, portant délégation de fonction et de signature à la conseillère communautaire déléguée,

Vu l'arrêté du Président n°CC-AR-2026-011 du 15 avril 2026, portant délégation de signature à Monsieur Jean Baptiste LECLERC, Directeur Général des Services

Les délibérations du Bureau prises du 02/04/2026 au 15/06/2026

Pas de délibérations au Bureau communautaire durant cette période

---

Les décisions prises du 02/04/2026 au 15/06/2026 sont les suivantes :

22/04/2026 Décision DEC-2026-008 : Portant signature des devis de l'Association Solidarité Travail Autonomie (ASTA) pour l'entretien des espaces verts pour l'année 2026

Vu le code de la commande publique,
Vu les devis n° 392,393,394,395,396,397,398,399,400,401,402,403 et 404 de l'ASTA pour un montant total de 37 666.76€ TTC
Considérant la nécessité d'entretenir les espaces verts des chemins de randonnées, des zones d'activités et du gymnase à Blangy le Château,
Considérant la nécessité d'externaliser certains travaux des espaces verts,
Considérant la volonté de la Communauté de communes d'attribuer des heures d'insertion dans le cadre d'une convention avec le département, notamment pour les chemins de randonnées,

Décide

De signer les devis de l'ASTA d'un montant total de 37 66.76€ TTC pour l'année 2026 et décomposés comme suit :

DEVIS ASTA			
LIEU	MONTANT en € HT	DEVIS N°	ACTIVITES
GENDARMERIE	1796	392	Taille annuelle des haies
GYMNASE TONTE	1804	397	Tonte d'herbes avec tracteur tondeuse et ramassage (8 passages)
GYMNASE HAIE	571,03	404	Taille des haies
GYMNASE HAIE	571,03	396	Taille des haies
Chemin de rando printemps	8324,74	394	Chemin de randonnées automne 2026 10 circuits + abattage d'un arbre
Chemin de rando automne	8324,74	393	Chemin de randonnées automne 2026 10 circuits + abattage d'un arbre
ZA Bonneval	678,92	398	Fauchage des herbacées sans ramassage + vérification des clôtures
ZA Clarbec	553,98	403	Désherbage des trottoirs et nettoyage, évacuation
ZA Croix brisée	746,6	399	Ramassage des papiers 1/ mois de mai 2026 à février 2027
ZA du Grieu	9311,47	400	Fauchage sans ramassage (14 passages entre mai 2026 et avril 2027) + ramassage papier 1/mois entre mars 2026 et février 2027) + taille annuelle des haies (2 passages en 2026)

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

ZA des Isles	1850	395	Fauchage d'herbes et des noues sans ramassage (1 passage /mois entre juin 2026 et octobre 2026), nettoyage des fossés
ZA Launay	1135,92	401	Entretien des fossés de la déchetterie et ramassage des papiers (1 passage mai / juin, septembre 2026) et ramassage des papiers (1 passage / mois de juin 2026 à mai 2027)
ZA Reux	1998,33	402	Désherbage des trottoirs et fauchage des herbacées, travaux sur pentes, nettoyage et évacuation du fond du bac de rétention
TOTAL	37666,76		

De dire que les crédits sont inscrits au budget prévisionnel 2026

22/04/2026 Décision DEC-2026-009 : Portant signature des devis de l'entreprise VALLOIS pour l'entretien des espaces verts des sites scolaires et des zones d'activités pour l'année 2026

Vu le code de la commande publique,
Vu les devis de l'entreprise VALLOIS pour un montant total de de 12 428.33€ HT, soit 14914.58€ TTC,
Considérant la nécessité d'entretenir les espaces verts des zones d'activités de Bonneval, de la Croix Brisée et de Launay,
Considérant la nécessité d'entretenir les espaces verts des écoles Terre d'Auge à Saint Etienne la Thillaye, à Saint Benoit d'Hébertot, à Pont l'Evêque,
Considérant la nécessité d'externaliser certains travaux des espaces verts,
Considérant la nécessité d'entretenir les espaces verts du pôle enfance,

Décide

De signer les devis de l'entreprise VALLOIS d'un montant total de 12 428.33€ HT, soit 14914.58€ TTC pour l'année 2026 et décomposés comme suit :

DEVIS VALOIS				
LIEU	MONTANT en € HT	MONTANT en € TTC	DEVIS N°	ACTIVITES
Ecole à St Benoit d'Hébertot	774,82	929,78	PDA.6674.02.26/ .AQ	Broyage de champs (2 /an)
Ecole St Etienne la Thillaye	1896,56	2275,87	PDA.6675.02.26/ .AQ	Tonte des espaces et ramassage des feuilles (1 passage en novembre et décembre)
ZA Croix Brisée	1716,42	2059,7	PDA.6676.02.26/ .AQ	Entretien des massifs : désherbage et taille 3 passages
ZA de Bonneval	749,22	899,06	PDA.6678.02.26/ .AQ	Tonte des espaces avec ramassage (6 passages / an d'avril à septembre)
ZA de Launay	2169,63	2603,56	PDA.6679.02.26/ .AQ	Entretien des massifs : désherbage et taille (3 passages), tontes des espaces avec ramassage 11 passages / an
Ecole maternelle Pont l'Evêque	3134,46	3761,35	PDA.6698.03.26/ .AQ	Tonte avec ramassage tous les 15 jours entre avril et octobre
Pôle enfance	1987,22	2385,26	PDA.7697.03.26/ .AQ	Tonte avec ramassage tous les 15 jours entre avril et octobre
TOTAL	12428,33	14914,58		

De dire que les crédits sont inscrits au budget prévisionnel 2026

29/04/2026 Décision DEC-2026_010 : signature d'une convention de mise à disposition de la salle de réunion au télécentre pour l'Association Solidarité Travail et Autonomie (ASTA)

Vu le code de la commande publique,
Vu la convention de mise à disposition d'équipement intercommunal à l'ASTA pour la période du 30 avril 2026 au 30 septembre 2026 les lundis, mardis, ou jeudis et vendredis, avec une utilisation de 1.5 jours à 2 jours par semaine de 09h à 12h00 et de 13h00 à 17h00, pour un montant de 360€ HT par mois
Considérant la nécessité à l'ASTA de bénéficier de locaux dans le cadre du dispositif « Passerelle IAE » du conseil départemental du Calvados,
Considérant la volonté de la Communauté de communes Terre d'Auge de mettre à disposition des locaux pour l'ASTA,

Décide

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

De signer la convention de mise à disposition d'équipement intercommunal à l'ASTA pour la période du 30 avril 2026 au 30 septembre 2026 les lundis, mardis, ou jeudis et vendredis, avec une utilisation de 1.5 jours à 2 jours par semaine de 09h à 12h00 et de 13h00 à 17h00, pour un montant de 360€ HT par mois

30/04/2026 Décision DEC-2026_011 : signature d'un devis avec la société MSB pour l'achat d'un serveur pour le nouveau siège de la Communauté de communes Terre d'Auge

Vu le code de la commande publique,
Vu le devis N° DE213274 de la société MSB d'un montant de 31 067.11€ HT, soit 37 280.53€ TTC,
Considérant la nécessité de renouveler et d'augmenter la capacité et les organes de sécurité du serveur informatique actuel pour le nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge,

DECIDE

De signer le devis N°DE213274 de la société MSB pour l'acquisition d'un nouveau serveur informatique pour le nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge, pour un montant 31 067.11€ HT, soit 37 280.53€ TTC
De dire que les crédits sont inscrits en section d'investissement

30/04/2026 Décision DEC-2026_012 : signature du devis avec la société CONTENUR pour la fourniture et la pose de conteneurs enterrés pour deux unités à verre sur la commune de Les Authieux sur Calonne et Le Fournet

Vu le code de la commande publique,
Vu le devis n°03032026 avec la société CONTENUR pour la fourniture, la livraison, le déchargement et la pose de conteneurs enterrés pour deux unités verre à poser sur les communes de Les Authieux sur Calonne et Le Fournet pour un montant de 14 272€ HT, soit 17 126.40€ TTC,
Considérant la vétusté actuelle des colonnes à verre,
Considérant la participation financière de 4 000€ par commune,

Décide

De signer le devis n°03032026 avec la société CONTENUR pour la fourniture, la livraison, le déchargement et la pose de conteneurs enterrés pour deux unités verre à poser sur les communes de Les Authieux sur Calonne et Le Fournet pour un montant de 14 272€ HT, soit 17 126.40€ TTC,
De dire que les crédits sont inscrits au budget prévisionnel 2026

30/04/2026 Décision DEC-2026_013 : signature du contrat avec l'association Fédération Musicale Normandie (FMN) pour une prestation de sonorisation et d'éclairage

Vu le code de la commande publique,
Vu le contrat entre la Communauté de communes Terre d'Auge et l'association FMN, d'un montant de 1 000€ net de taxe pour leur prestation de sonorisation et d'éclairage pour les dates du 23 et 24 juin 2026 inclus,
Considérant la participation financière de la Communauté de communes Terre d'Auge pour cette prestation,
Considérant que la Communauté de communes met à disposition un lieu pour le spectacle du 23 et 24 juin 2026,

Décide

De signer le contrat avec l'association FMN, d'un montant de 1 000€ net de taxe pour leur prestation de sonorisation et d'éclairage pour les dates du 23 et 24 juin 2026 inclus,
De dire que les crédits sont inscrits au budget prévisionnel 2026

01/06/2026 Décision DEC-2026_014 Portant signature d'une convention de partenariat avec Chorège, Centre de Développement Chorégraphique National Falaise Normandie dans le cadre du projet Terre d'EAU

Vu la convention de partenariat avec Chorège, Centre de Développement Chorégraphique National Falaise Normandie dans le cadre du projet Terre d'EAU, pour un soutien financier de 2 500€ à l'issue du projet et après la tenue de « la Grande balade Terre d'eau du 31 mai 2026
Considérant que la Communauté de communes s'engage à accueillir les temps de création et d'ateliers, à assurer la mise en œuvre logistique des actions et à organiser et coordonner « la grande balade Terre d'Eau » du 31 mai 2026,
Considérant que Chorège CDCN s'engage à accompagner la création dans le cadre de « la grande balade Terre d'Eau » du 31 mai 2026, notamment par un appui financier et le cas échant logistique,

Décide

De signer la convention de partenariat avec le avec Chorège, Centre de Développement Chorégraphique National Falaise Normandie dans le cadre du projet Terre d'EAU, pour un soutien financier de 2 500€ à l'issue du ^projet et après la tenue de « la Grande balade Terre d'eau » du 31 mai 2026

04/06/2026 Décision DEC-2026_015 : signature du devis de la société MCTA pour l'achat et l'installation d'une sonorisation pour le gymnase Mosagna à Pont l'Evêque

Vu le code de la commande publique,
Vu le devis N° DV0001649201 de la société MCTA d'un montant de 10 739.98€ HT, soit 12 887.98€ TTC,
Considérant la nécessité de l'achat et l'installation d'une sonorisation pour le gymnase Mosagna, afin d'assurer une sonorisation optimale lors des manifestations sportives,

DECIDE

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

De signer le devis N° DV0001649201 de la société MCTA d'un montant de 10 739.98€ HT, soit 12 887.98€ TTC pour l'achat et l'installation d'une sonorisation pour le gymnase Mosagna à Pont l'Evêque
De dire que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

04/06/2026 Décision DEC-2026_016 : signature du marché public d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la construction d'une nouvelle déchetterie Terre d'Auge

Vu le code de la commande publique,
Vu la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de la Société Trident Service d'un montant de 33 805.50€ HT, soit 40 566.60€ TTC pour le marché d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la construction d'une nouvelle déchetterie Terre d'Auge,
Considérant la nécessité pour la Communauté de communes d'être accompagnée dans la création de la nouvelle déchetterie Terre d'Auge située à Saint Julien sur Calonne, depuis la définition des besoins jusqu'au démarrage des prestations de maitrise d'œuvre,

DECIDE

De signer la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de la Société Trident Service d'un montant de 33 805.50€ HT, soit 40 566.60€ TTC pour le marché d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la construction d'une nouvelle déchetterie Terre d'Auge à Saint Julien sur Calonne,
De dire que les crédits sont inscrits en section d'investissement

---

04/06/2026 Décision DEC-2026_017 : Portant signature du devis de la société Espace BTP Normandie pour le remplacement du moteur du compacteur de la déchetterie Terre d'Auge à Pont l'Evêque

Vu le code de la commande publique,
Vu le devis N°14851 de la société Espace BTP Normandie d'un montant de 9 520.94€ HT, soit 11 425.13 TTC,
Considérant la nécessité de remplacer le moteur à la suite d'une panne du compacteur,

DECIDE

De signer le devis N°14851 de la société Espace BTP Normandie d'un montant de 9 520.94€ HT, soit 11 425.13 TTC pour le remplacement du moteur du compacteur de la déchetterie Terre d'Auge à Pont l'Evêque
De dire que les crédits sont inscrits en section de fonctionnement

---

04/06/2026 Décision DEC-2026_018 : Portant signature du devis de la société Léon l'enseigniste pour l'achat et l'installation des enseignes et de la signalétique du nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,
Vu la délibération du conseil communautaire n° CC-DEL-2026_029 du 09 avril 2026, déléguant une partie des attributions du conseil communautaire au Président,
Vu le code de la commande publique,
Vu le devis N° DC26-0177/01 de la société Léon l'enseigniste d'un montant de 4 865€ HT, soit 5 838€ TTC,
Considérant la nécessité de l'achat et de l'installation des enseignes et de la signalétique pour la visibilité et le guidage du nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge,

DECIDE

De signer le devis N° DC26-0177/01 d'un montant de 4 865€ HT, soit 5 838€ TTC, de la société Léon l'enseigniste pour l'achat et l'installation des enseignes et de la signalétique du nouveau siège administratif de la Communauté de communes Terre d'Auge
De dire que les crédits sont inscrits en section d'investissement.

08/06/2026 Décision DEC-2026_019 : signature d'un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec la société Face Cachée SARL

Vu le Contrat de Développement Culturel de Territoire 2025-2028, ses engagements à s'inscrire dans les événements culturels locaux, et plus particulièrement le Festival « Ma Parole ! » porté avec la bibliothèque du Calvados,
Vu le contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec la société Face Cachée SARL d'un montant de 853.08€ HT, soit 900€ TTC,
Considérant la programmation culturelle des bibliothèques, ses objectifs d'accessibilité à l'expérience artistique et de valorisation de l'oralité,

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Considérant l'aide apportée en ingénierie et le financement de la médiation par le Département du Calvados,
Considérant la réalisation d'un atelier et d'un spectacle dans le cadre du festival départemental « Ma Parole ! » le 30 mai 2026 à 18h00 à la librairie La Distillerie à Pont l'Evêque,

Décide

De signer le contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec la société Face Cachée SARL d'un montant de 853.08€ HT, soit 900€ TTC

INFORMATION : Questions diverses

La séance est levée à 21H15

La Secrétaire de séance,
Nesrine LANGIN

Le Président,
Jérémy ROSEAU

TERRE D'AUGE
14130 PONT L'EVÊQUE

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-092

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Modification de la composition des commissions thématiques suite à la démission d'un membre

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération fait suite à la démission de M. Daniel DELAHAYE, 1er adjoint de la commune de Bonneville-la-Louvet, transmise le 4 août 2026, de ses fonctions au sein de trois commissions thématiques de la Communauté de Communes Terre d'Auge. Afin d'assurer la continuité des travaux de ces commissions, il est nécessaire de procéder à son remplacement.*

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-22,
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,
Vu la délibération n°CC_DEL_2026_056 portant approbation du règlement intérieur du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terre d'Auge,
Vu la délibération n°CC-DEL-2026-034 portant élection des membres des commissions thématiques intercommunales,

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Considérant que la désignation des membres élus des commissions se fait au scrutin secret, sauf si le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité d'y renoncer,

Considérant que Monsieur Daniel DELAHAYE, 1er adjoint à la commune de Bonneville la Louvet, est membre des commissions thématiques suivantes :

- Sport, santé, interventions techniques et suivi des grands projets
- Développement économique, attractivité et tourisme
- Finances, ruralité et animation territoriale

Considérant la volonté de Monsieur Daniel DELAHAYE, formulée à date du 04 août 2026 de démissionner de ses fonctions au sein des commissions susvisées,

Considérant qu'il convient, en conséquence, de procéder à son remplacement afin d'assurer la continuité des travaux desdites commissions,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE PRENDRE ACTE** de la démission de Monsieur Daniel DELAHAYE au sein des commissions thématiques de la Communauté de Communes Terre d'Auge :

  - Sport, santé, interventions techniques et suivi des grands projets,
  - Développement économique, attractivité et tourisme,
  - Finances, ruralité et animation territoriale,

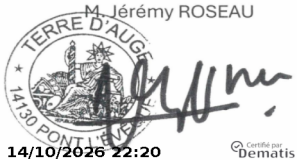
– **DE DÉSIGNER** les conseillers municipaux suivants au sein des commissions thématiques :

  - Madame Claire LEVAVASSEUR, en qualité de membre de la commission sport, santé, interventions techniques et suivi des grands projets
  - Madame Claire LEVAVASSEUR, en qualité de membre de la commission développement économique, attractivité et tourisme
  - Monsieur Maxime COURSEAUX, en qualité de membre de la commission finances, ruralité et animation territoriale

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU



14/10/2026 22:20

Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-093

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Attribution d'une subvention exceptionnelle en faveur des communes sinistrées par les incendies en Gironde durant la période estivale

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération s'inscrit dans un élan de solidarité entre collectivités territoriales à la suite des incendies survenus durant l'été 2026, qui ont particulièrement touché plusieurs communes en Gironde. Ces sinistres ont entraîné des dommages importants pour les populations, les équipements publics et le fonctionnement des communes concernées. L'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité (AMF) a lancé un appel à la solidarité des collectivités afin de contribuer à la continuité des services publics, à la remise en état des équipements et à l'aide aux populations sinistrées auquel nous avons souhaité répondre.*

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,
Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu l'appel à la solidarité lancé par l'AMF en faveur des communes sinistrées, notamment en Gironde, et son dispositif de soutien destiné à contribuer à la continuité du fonctionnement des communes touchées, à la remise en état de leurs équipements ainsi qu'à l'assistance aux populations sinistrées,
Vu le courrier du Président destiné aux Maires du territoire de Terre d'Auge en date du 30/07/2026,

Considérant que plusieurs territoires, notamment en Gironde, ont été durement touchés par des incendies d'une ampleur exceptionnelle au cours de la saison estivale 2026,

Considérant que ces incendies ont entraîné des conséquences importantes pour les populations, les communes concernées et leurs équipements, nécessitant des moyens d'intervention et de reconstruction dans la durée,

Considérant l'élan de solidarité entre collectivités territoriales souhaité par l'Association des Maires de France afin d'apporter un soutien financier aux communes sinistrées,

Considérant que la Communauté de communes Terre d'Auge souhaite s'associer à cette démarche de solidarité territoriale,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle d'un montant de 2500,00 € au titre de la solidarité en faveur des communes sinistrées par les incendies en Gironde,
- **DE VERSER** cette participation par l'intermédiaire du dispositif de solidarité mis en place par l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité (AMF) selon les modalités définies par l'AMF et, le cas échéant, en lien avec l'UAMC,
- **D'AUTORISER** le Président à effectuer toute démarche relative à l'exécution de la présente délibération,
- **D'IMPUTER** la dépense correspondante d'un montant de 2500,00 € au chapitre 65 du budget principal de la Communauté de Communes Terre d'Auge, exercice 2026

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU
TERRE D'AUGE
14130 PONT-L'EVÊQUE
14/10/2026 22:20
Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-094

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Prescription du Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)

Rapporteur : Delphine CARVAL-BOULANGER

Synthèse : *Cette délibération concerne le lancement de l'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) à l'échelle de la Communauté de communes Terre d'Auge. Le PICS vise à renforcer la coordination entre l'intercommunalité et les communes membres lorsqu'une situation de crise touche plusieurs communes ou dépasse les capacités d'une seule commune.*

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment ses dispositions relatives à la planification et à l'organisation des secours et de la sauvegarde des populations,

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite «loi Matras»,

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu les statuts de la Communauté de Communes Terre d'Auge modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,

Vu les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS ci-après) existants sur le territoire,

Considérant que la coordination intercommunale permet d'améliorer la réponse collective face aux événements affectant plusieurs communes ou dépassant les capacités d'une seule commune ;

Considérant que le plan intercommunal de sauvegarde (PICS ci-après) a notamment pour objet d'organiser, en cas d'événement affectant plusieurs communes ou nécessitant une mobilisation de moyens intercommunaux, la solidarité et la coordination entre les communes membres et l'établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant que l'élaboration du PICS constitue également une démarche permettant d'identifier les moyens humains, matériels et organisationnels mobilisables à l'échelle intercommunale, de définir les modalités de mobilisation et de coordination de ces moyens et de préciser les modalités d'appui aux communes membres ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, conformément aux dispositions de l'article R731-6 du code de la sécurité intérieure, d'élaborer un PICS de la Communauté de Communes Terre d'Auge,

Ce plan a vocation à organiser la mobilisation et la coordination des moyens de l'intercommunalité et des communes membres en cas d'événement majeur ou de situation de crise nécessitant une réponse coordonnée à l'échelle intercommunale.

Il poursuivra notamment les objectifs suivants :

- recenser et analyser les risques susceptibles d'affecter le territoire intercommunal ;
- préciser l'organisation et les modalités de coordination entre l'EPCI et les communes membres
- définir les modalités de mobilisation des moyens humains, matériels et logistiques intercommunaux ;
- identifier les modalités de mutualisation et de mise à disposition de moyens entre les communes ;
- définir les modalités de transmission et de partage de l'information en situation de crise ;
- organiser la continuité des compétences et services relevant de l'intercommunalité ;

Seront associés à la procédure :

- les maires des communes membres de l'EPCI ;
- les services de l'EPCI concernés par la gestion de crise et la continuité des services ;
- les services de l'État compétents ;
- les partenaires institutionnels et acteurs concernés par la prévention et la gestion des risques,
- tout autre organisme dont la participation apparaîtra utile au regard des risques identifiés.

Une attention particulière sera portée à l'articulation du PICS avec les PCS existants ou en cours d'élaboration.

Ayant entendu l'exposé de Madame la vice-Présidente, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

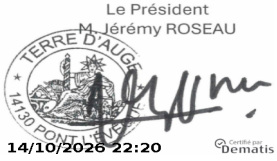
– **DE PRENDRE ACTE** du lancement de l'élaboration du PICS

– **D'AUTORISER** le Président à engager les démarches utiles et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU



14/10/2026 22:20

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-095

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Désignation d'un représentant pour la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC)

Rapporteur : Jérémy ROSEAU

Synthèse : *Cette délibération concerne la représentation de la Communauté de communes Terre d'Auge au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC). Cette commission intervient notamment dans l'examen des projets commerciaux nécessitant une autorisation administrative, en particulier pour les surfaces de vente de plus de 1 000 m². La réglementation prévoit que le président de l'EPCI concerné, ou son représentant, siège au sein de la CDAC. Il est donc nécessaire de désigner un représentant titulaire et un suppléant pour la Communauté de communes.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu le décret N° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu l'Article L.751-2 du code du commerce, modifié par LOI n°2026-403 du 26 mai 2026, désignant comme membre de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC ci-après) le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation ou son représentant ;

Considérant que l'ouverture d'une surface de vente supérieure à 1 000 m2 nécessite l'obtention préalable d'une autorisation administrative délivrée après avis de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC).

Considérant la nécessité de désigner les représentants de la Communauté de communes Terre d'Auge (titulaire, suppléant) au sein de la CDAC,

Considérant que le Conseil Communautaire peut décider à l'unanimité de ses mes membres de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux représentations sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant ce scrutin.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE NE PAS PROCÉDER** au scrutin secret pour désigner le représentant et le suppléant de la Communauté de Communes Terre d'Auge au sein de la CDAC
- **DE DÉSIGNER** Monsieur Eric HUET en tant que représentant de droit de la Communauté de Communes Terre d'Auge au sein de la CDAC et son suppléant, Monsieur François MAGNE

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU



14/10/2026 22:20 Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notificatio

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-096

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **21/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Approbation de la convention de répartition des actifs, des disponibilités, des créances, des dettes et des conséquences financières de la dissolution du syndicat mixte pour l'insertion professionnelle du Pays d'Auge Nord

Rapporteur : Eric HUET

Annexes : Liste des biens, Etat des actifs, Projet de convention

Synthèse : *Cette délibération fait suite à la dissolution prévue au 31 décembre 2026 du Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord. La dissolution nécessite de définir, entre les collectivités membres, les modalités de répartition des biens, des disponibilités, des créances, des dettes et des éventuelles conséquences financières. Une convention de répartition a donc été établie afin de fixer précisément ces modalités.*

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-25-1, L. 5211-26 et L. 5212-33,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu les statuts du Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord,

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-054 portant sur la dissolution du Syndicat Mixte pour l'Insertion Sociale et Professionnelle du Pays d'Auge Nord,

Considérant que la dissolution du syndicat est envisagée au 31 décembre 2026**,**

Considérant que les modalités de liquidation patrimoniale doivent être arrêtées d'un commun accord entre les membres,

Considérant le projet de convention annexé,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'APPROUVER** la convention de répartition des actifs, des disponibilités, des créances, des dettes et des conséquences de la dissolution du Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord.
- **D'APPROUVER** la clé de répartition des disponibilités suivante :

Clé de répartition des disponibilités	
CC de Pays de Honfleur Beuzeville	38,25%
CC de Cœur Côte Fleurie	29,10%
CC de Terre d'Auge	27,60%
Commune de Cabourg	5,05%

- **DE DÉCIDER** que les immobilisations mobilières du syndicat seront réputées sans valeur patrimoniale dans le cadre du partage et qu'aucune compensation financière ne sera due entre les collectivités.

- **D'APPROUVER** le transfert à la Communauté de communes Cœur Côte Fleurie des deux clôtures de terrain situées à Trouville-sur-Mer, sans compensation financière. Ces clôtures étant considérées comptablement comme un bien immobilier, elles n'ont pas fait l'objet d'amortissement.
  En dehors de leur valorisation comptable, ces clôtures ne possèdent aucune valeur significative et leur lieu d'implantation justifie que celles-ci soient cédées à titre gracieux à la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie.

- **D'ENTÉRINER** le don du véhicule de service CLIO LIMITED 1,2 16V 75 année 2015 sans compensation financière.
  Ce don a fait l'objet d'une délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés par le Conseil Syndical le 4 mars 2026. Une convention spécifique a été établie entre le Syndicat mixte et le l'association bénéficiaire de ce don. Les collectivités conviennent que cette valeur marchande ne donnera lieu à aucune compensation financière entre elles

- **DE PRENDRE ACTE** qu'aucune procédure n'est en cours avec d'anciens agents et que les dépenses liées au licenciement de l'agent contractuel restant en fonction seront intégralement supportées par le syndicat avant la clôture de ses comptes et viendront en déduction des disponibilités à répartir.
  Toutes les conséquences financières (indemnité de licenciement, indemnité compensatrice de congés payés, allocations chômage via convention avec France Travail, régularisations de charges) ont bien été provisionnées, intégrées dans les dépenses de liquidation.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

– **D'AUTORISER** le Président à signer la convention ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 21/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Annexe 1 – Etat de l’actif du Syndicat mixte pour l’Insertion Sociale et Professionnelle du Pays d’Auge Nord

Les biens encore existants et identifiés comptablement ci-dessous présentent une valeur d'usage très faible

DESIGNATION DU BIEN	VALEUR NETTE FIN 2024	Valeur nette fin 2025 (CALIA)
ADOBE CREATIVE CLOUD - MICROSOFT OFFICE 2016	733,80	131,40
CLOTURE TERRAIN PLATEAU	8 194,35	-
CLOTURE TERRAIN PLATEAU	7 622,45	-
1 VELO ELECTRIQUE + ANTIVOL KRYPTONITE	458,95	3,16
ADOBE CREATIVE CLOUD - MICROSOFT OFFICE 2016	637,00	439,00

L’ensemble des immobilisations mobilières est réputé avoir une valeur patrimoniale nulle pour les besoins du partage.

Aucune compensation financière entre collectivités ne sera donc due au titre de ces biens.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Annexe 2 – Liste des biens donnés par le Syndicat mixte pour l'Insertion Sociale et Professionnelle du Pays d'Auge Nord aux acteurs locaux

Association Bac Emploi	1 X tableau blanc Velleda
	1 X fauteuil de bureau tissu
	1 X Téléphone fixe Alcatel + RJ45
	1 X armoire (100X120) à rideau (métal) à clé
	1 écran HKC
	1 souris filaire Kensington
Conseil Départemental du Calvados	1 X Bureau 180X170 avec étagère
	1 X fauteuil de bureau tissu
	1 X armoire (190X90) à rideaux (métal-plastique) à clé
	1 X retour de bureau
	1 X armoire (100X135) à rideau (métal-plastique) à clé
	2 X chaises violettes
	1 X armoire basse à rideau (métal-plastique) à clé
	4 X fauteuils similicuir orange
	4 X tables (160 X80)
	3 X Lampes de bureau
	1 X Micro-onde
	1 X Porte-manteau
	1 X plastifieuse
	1 X petite broyeuse
	5 X valises à roulettes
	4 X patères
Conférence Saint-Paul	1 X table basse modulable (140X65)
	1 X paperboard
	8 X chaises en tissu vert
	X placard de cuisine (73-122)
	1 X téléphone portable Redmi 10 C avec chargeur
	X PC Acer Aspire A315-44P - 16 Go - 512 Go SSD - Ryzen 7 acheté 792€ TTC le 12/01/2024 avec chargeur
	1 X Imprimante EPSON XP – 3100
	1 X Cafetière Nespresso

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

	1 X Bouilloire
	1 X Lampes de bureau
	2 X vitres en plexiglass (protection COVID)
	1 X Poste radio/CD
Association Etre & Boulot	1 X téléphone REDMI 10 C
	1 X PC portable Hewlett Packard
	1X panneau en liège
Centre Socioculturel JSF	**1 CLIO LIMITED 1,2 16V 75 année 2015**
	1 X présentoir fixe
	1 X bureau (table) 160X80
	1 X support ordinateur à roulettes
	2 X caissons de bureau
	1 X table ronde (100)
	4 X chaises noires en tissu
Association MAD	1 X Vélo à assistance électrique acheté en 2018
	1 X bureau ovale 200X110
	1 X fauteuil de bureau vert
	3 X caissons de bureau
	1 X table basse (100 X 50)
	2 X chaises bleues tissu
	1 X tableau blanc Velléda
	1 X table 120 X60
	2 X armoires basses
Marie de Honfleur	2 X chaises violettes tissu
	1X bureau – service RH (médecine du travail) ;
	1 X fauteuil de bureau avec accoudoirs – service RH (médecine du travail);
	2 X chaises – service RH (médecine du travail) ;
	1 X caisson de bureau – service RH (médecine du travail) ;
	1 X grand bureau avec étagère – Police Municipale ;
	1X table 160 X 80 – Police Municipale ;
	1 X table 80 X 80 – Police Municipale ;
	1 X présentoir à roulettes – Police Municipale ;
	1 X panneau en liège – Police Municipale ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Mairie d'Equemauville	
	1 X présentoir 5 étages (170X80) à roulettes
	1 X fauteuil de bureau tissu bordeaux
	2 X Bureaux en angle (160X120)
	15 X chaises de couleur bordeaux en similicuir
	3 X chaises tissu bordeaux
	1 table pliante (120X 60)
Secours Catholique	1 table pliante (120X 60)
	1 X armoire (100X135) à rideaux (métal-plastique) à clé
	1 X armoire basse à portes coulissantes (métal-plastique) à clé (120 X100)
	1 X armoire basse à rideau (métal-plastique) à clé
	1 X téléphone portable Redmi 10 C avec chargeur
	1 X Lampe de bureau
	1 X PC portable HP blanc avec chargeur
	4 X PC fixe tour non fonctionnels
	1 X PC fixe tour fonctionnel
	4 X écrans
	1 X Imprimante EPSON
	1 X rallonge avec enrouleur
	1 x coffre-fort mural

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

CONVENTION DE RÉPARTITION DES ACTIFS, DES DISPONIBILITÉS, DES CRÉANCES, DES DETTES ET DES CONSÉQUENCES DE LA DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DU PAYS D'AUGE NORD

ENTRE

La Communauté de communes Pays de Honfleur-Beuzeville,

La Communauté de communes Cœur Côte Fleurie,

La Communauté de communes Terre d'Auge,

La Commune de Cabourg,

Ci-après dénommées « les collectivités membres »,

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT

Le Syndicat mixte pour l'insertion sociale et professionnelle du Pays d'Auge Nord a été créé en 1995 afin d'exercer, pour le compte de ses membres, la compétence relative à l'insertion sociale et professionnelle.

Compte tenu de l'évolution des politiques publiques de l'emploi et de l'organisation territoriale, les membres du syndicat ont décidé de mettre fin à cette coopération institutionnelle.

Par délibérations concordantes intervenues au cours du premier semestre 2026, chacune des collectivités membres a approuvé son retrait du syndicat mixte et le principe de sa dissolution.

En application des dispositions des articles L. 5212-33, L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du Code général des collectivités territoriales, la dissolution du syndicat sera constatée par arrêté du Préfet du Calvados avec effet au 31 décembre 2026.

Les dispositions du CGCT prévoient la restitution des biens mis à disposition de leurs propriétaires ainsi que la reprise de l'encours de dette correspondant.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

En revanche, les modalités de partage des autres éléments d'actif et de passif relèvent de l'accord des membres.

Les collectivités ont donc souhaité formaliser leurs accords dans la présente convention.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les modalités de liquidation patrimoniale et financière du Syndicat mixte, notamment :

- la restitution des biens mis à disposition ;
- la répartition des disponibilités financières ;
- le traitement des immobilisations appartenant au syndicat ;
- la répartition des créances et des dettes ;
- les conséquences des contrôles administratifs ou financiers postérieurs ;
- le devenir des personnels ;
- les modalités de clôture définitive des opérations.

Article 2 - Date d'effet

Les stipulations de la présente convention entreront en vigueur à la date de prise d'effet de l'arrêté préfectoral prononçant la dissolution du syndicat, soit le 31 décembre 2026, sauf disposition particulière contraire.

Article 3 - Restitution des biens mis à disposition

Conformément à l'article L. 5211-25-1 du CGCT, les biens mis à disposition du syndicat par les collectivités membres leur sont restitués.

Les emprunts éventuellement attachés à ces biens demeurent à la charge des collectivités propriétaires.

Le Président du syndicat est chargé de procéder aux opérations administratives et comptables nécessaires.

Article 4 - Immobilisations appartenant au syndicat

Après examen de l'inventaire comptable et de l'état réel des biens, les collectivités constatent que :

- une grande partie du matériel inventorié n'existe plus physiquement ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

- les biens encore existants présentent une valeur d'usage très faible ;
- certains matériels ont été remis à diverses structures sociales du territoire dans le cadre des activités du syndicat.

L'état de l'actif du Syndicat mixte possédant encore une valeur comptable est annexé à cette convention (annexe 1)

Les dons auprès des acteurs du territoire ont fait l'objet de conventions établies entre le Syndicat mixte et chaque partenaire bénéficiaire du don.

La liste des biens donnés par le Syndicat mixte aux acteurs locaux est annexée à la présente convention (annexe2).

En conséquence, les membres conviennent expressément que :

L'ensemble des immobilisations mobilières est réputé avoir une valeur patrimoniale nulle pour les besoins du partage.

Aucune compensation financière entre collectivités ne sera donc due au titre de ces biens.

Cette valorisation conventionnelle ne constitue pas une remise en cause de leur valeur comptable historique mais répond exclusivement à la nécessité d'assurer une liquidation équitable et simplifiée.

Article 5 - Cas particuliers

➔ Les clôtures situées à Trouville-sur-Mer

Deux clôtures de terrain acquises en 2002 figurent encore à l'actif du syndicat pour une valeur nette comptable de **15 800 €**. Ces clôtures étant considérées comptablement comme un bien immobilier, elles n'ont pas fait l'objet d'amortissement.

Ces biens seront logiquement transférés à la Communauté de communes Cœur Côte Fleurie puisque que la Commune de Trouville-sur-Mer est intégrée à cette Communauté de Communes.

Les collectivités conviennent que cette valeur comptable ne donnera lieu à aucune compensation financière entre elles.

Cette attribution est réalisée à titre gratuit dans le cadre des opérations de liquidation.

En dehors de leur valorisation comptable, ces clôtures ne possèdent aucune valeur significative et leur lieu d'implantation justifie que celles-ci soient cédées à titre gracieux à la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie.

➔Le véhicule de service CLIO LIMITED 1,2 16V 75 année 2015

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Le véhicule de service immatriculé EA 920 BJ avec 140 676 kms au compteur et un contrôle technique valide a été cédé à l'association Centre Socioculturel JSF en mars 2026 afin de répondre aux besoins en matière de mobilité pour des actions d'insertion et d'accompagnement des habitants du QPV – Quartier Politique de la Ville de Honfleur.

Ce véhicule était propriété du Syndicat mixte depuis 2021 et sa valeur marchande a été estimée **entre 5 500 et 7 500 €.** Les collectivités conviennent que cette valeur marchande ne donnera lieu à aucune compensation financière entre elles.

Ce don a fait l'objet d'une délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés par le Conseil Syndical le 4 mars 2026. Une convention spécifique a été établie entre le Syndicat mixte et le l'association bénéficiaire de ce don.

Dans cette convention, le bénéficiaire s'engage à :

- prendre en charge gratuitement le véhicule donné,
- ne pas revendre le matériel,
- faire détruire le matériel inutilisable de manière écologique.

Le Syndicat mixte s'engage à :

- ne pas facturer de frais au bénéficiaire, pour l'enlèvement du matériel,
- donner le matériel sans contrepartie financière ni publicitaire,
- ne céder du matériel que si celui-ci lui appartient entièrement,
- ne pas céder du matériel gagé ou immobilisé par une quelconque action administrative ou judiciaire,
- ne pas réclamer ou récupérer le matériel après donation, celui-ci devenant la propriété du bénéficiaire dès la signature de la convention,

---

Article 6 - Répartition des disponibilités

La répartition des disponibilités a été calculée en fonction de la contribution financière de chaque collectivité adhérente au Syndicat mixte.

Après règlement de l'ensemble des dépenses obligatoires, le solde de trésorerie sera réparti entre les collectivités selon la clé définitive suivante :

Clé de répartition des disponibilités	
CC de Pays de Honfleur Beuzeville	38,25%
CC de Cœur Côte Fleurie	29,10%
CC de Terre d'Auge	27,60%
Commune de Cabourg	5,05%

Cette clé s'applique au montant réel arrêté par le comptable public lors de la clôture définitive.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Article 7 - Créances restant à recouvrer

Toutes les créances encaissées postérieurement à la dissolution, notamment :

- subventions,
- remboursements,
- produits divers,

seront reversées aux collectivités selon la même clé de répartition.

Article 8 - Dettes et charges restant à payer

Les dettes certaines, liquides et exigibles seront réglées avant tout partage.

Les charges apparaissant postérieurement à la dissolution seront réparties selon la même clé.

Article 9 - Contrôles administratifs et financiers

En cas :

- de contrôle de légalité ;
- de contrôle de la Chambre régionale des comptes ;
- de contrôle de toute autorité administrative ou financière ;
- de contrôle d'un organisme financeur ;

ayant pour conséquence le reversement de subventions ou le paiement de sommes supplémentaires,

les collectivités supporteront ces charges selon la clé définie à l'article 6.

Cette solidarité financière perdurera après la dissolution du syndicat.

Article 10 - Situation du personnel

À la date de signature de la présente convention, un seul agent contractuel demeure employé par le syndicat.

Les collectivités constatent qu'aucune d'entre elles n'a souhaité reprendre cet emploi.

En conséquence, le syndicat assure lui-même la procédure de licenciement.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Cette procédure est conduite conformément au décret n° 88-145 du 15 février 1988.

Les collectivités prennent acte que :

- le Comité social territorial a rendu son avis favorable le 4 décembre 2025 ;
- l'entretien préalable s'est tenu le 13 janvier 2026 ;
- la Commission consultative paritaire a rendu son avis le 24 mars 2026 ;
- **le licenciement prendra effet le 9 octobre 2026**.

L'ensemble des indemnités, rémunérations, charges sociales, allocations et frais liés à cette procédure constitue une dépense de liquidation du syndicat.

Ces dépenses seront intégralement acquittées avant la répartition des disponibilités.

Aucune collectivité ne sera tenue de reprendre le contrat de travail ni les obligations qui y sont attachées après extinction définitive de celui-ci.

Il est précisé que toutes les conséquences financières (indemnité de licenciement, indemnité compensatrice de congés payés, allocations chômage via convention avec France Travail, régularisations de charges) ont bien été provisionnées, intégrées dans les dépenses de liquidation et, le cas échéant, au solde de tout compte qui sera versé à l'agent.

Par ailleurs, aucune procédure contentieuse ou administrative n'est en cours avec d'anciens agents du syndicat.

Article 11 - Archives

Les archives administratives et financières seront remises à la Commune de Honfleur désignée comme collectivité dépositaire, sous réserve des prescriptions applicables aux archives publiques.

Article 12 - Comptable public

Le comptable public est chargé d'effectuer toutes les opérations de liquidation conformément aux dispositions budgétaires et comptables applicables.

Article 13 - Règlement des différends

Tout différend fera d'abord l'objet d'une tentative de règlement amiable.

À défaut, le Tribunal administratif de Caen sera compétent.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

Article 14 - Approbation

La présente convention devra être approuvée par délibérations concordantes de chacune des collectivités membres.

Elle sera annexée aux délibérations et transmise au Préfet.

Signatures

Fait à Honfleur, le
En 5 exemplaires originaux.

Pour la Communauté de Communes Pays d'Honfleur-Beuzeville	**Pour la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie**
Christophe BUISSON **Président**	**Philippe AUGIER** **Président**
Pour la Communauté de Communes Terre d'Auge	**Pour la Commune de Cabourg**
Jérémy ROSEAU **Président**	**Emmanuel PORQ** **Maire**

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEC2026_0

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-097

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **21/10/2026**

L'an **deux mil vingt-six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au 3 A rue des artificiers 14130 PONT L'EVEQUE, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoît, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme. MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Prescription de la procédure de modification du PLUi

Rapporteur : Delphine CARVAL-BOULANGER

Annexes : Charte de gouvernance pour la conférence des Maires du 29/09,

Synthèse : *Le PLUi de notre Communauté de Communes a été adopté le 05 mars 2020. Depuis son adoption, le contexte législatif et règlementaire a sensiblement évolué. Dès lors, il convient de mettre à jour le PLUi actuel, à travers une procédure de modification afin :*
• d'assurer sa compatibilité avec le SRADDET et le SCoT.
• d'adapter les différentes pièces du PLUi aux évolutions législatives et règlementaires.
• d'intégrer les dispositions de la loi Climat et Résilience relatives à la sobriété foncière et à la trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
• de traduire localement les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols conformément aux dispositions législatives en vigueur.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience,

Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Terre d'Auge modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018,

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Normandie approuvé par le Préfet de Région Normandie le 2 juillet 2020,

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-065 du 28 mai 2024 approuvant la modification n°1 du SRADDET de Normandie,

Vu la délibération n°20-08 du Comité Syndical du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge en date du 29 février 2020 approuvant la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT ci-après) du Nord Pays d'Auge,

Vu l'arrêté du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge en date du 18 novembre 2024 prescrivant la modification simplifiée n°1 du SCoT,

Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi ci-après) approuvé le 5 mars 2020,

Vu la modification simplifiée du PLUi approuvée le 7 octobre 2021,

Vu les modifications du PLUi n°1 à 6 approuvées le 12 décembre 2024,

Vu la conférence intercommunale des maires en date du 29 septembre 2026 réunissant l'ensemble des maires pour fixer les modalités de collaboration sous la forme d'une charte de gouvernance,

Sa commission en date du 22 septembre 2026 entendue,

Considérant que le PLUi actuellement en vigueur doit évoluer afin d'intégrer les nouvelles exigences législatives et réglementaires intervenues depuis son approbation ;

Considérant que les objectifs fixés par la loi Climat et Résilience imposent une trajectoire de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols, en vue d'atteindre le zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050 ;

Considérant que le SRADDET fixe des objectifs territorialisés de sobriété foncière auxquels les documents locaux d'urbanisme doivent être compatibles ;

Considérant la modification simplifiée n°1 du SCoT du Nord Pays d'Auge, en cours, portant sur l'intégration des objectifs du SRADDET de Normandie en matière de réduction du rythme de l'artificialisation des sols ;

Considérant que la mise en compatibilité nécessite une modification du PLUi,

Considérant que le 5° du IV de l'article 194 prévoit que « par dérogation aux articles L. 143-29 à L.143-31 et aux articles L. 153-31 à L. 153-35 du code de l'urbanisme, les évolutions du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme » visant à assurer l'intégration des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, puissent être effectuées selon la procédure de modification prévue aux articles L. 143-29 à L. 143-31 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'il y a lieu d'engager la procédure de modification dérogatoire ZAN du PLUi sur l'ensemble du périmètre de la Communauté de Communes,

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

Considérant les objectifs poursuivis, à savoir :

- Assurer la compatibilité du PLUi avec le SRADDET ;

- Assurer la compatibilité du PLUi avec le SCoT ;

- Intégrer les dispositions de la loi Climat et Résilience relatives à la sobriété foncière et à la trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

- Traduire localement les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols conformément aux dispositions législatives en vigueur ;
- Adapter les différentes pièces du PLUi aux évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis son approbation.

Ces objectifs pourront être précisés, complétés ou ajustés au cours de la procédure.

Conformément aux dispositions des articles L. 103.2 à L.103.6 du code de l'urbanisme et au vu des objectifs susmentionnés dans la modification dérogatoire ZAN du PLUi, il est donc nécessaire d'engager une procédure de concertation avec la population pendant toute la durée de la procédure.

La concertation se déroulera selon les modalités suivantes :

• ouverture d'un registre d'observations tenu à disposition du public au siège de la Communauté de Communes et dans les mairies des communes membres aux jours et heures d'ouverture habituels ;

• publication des informations sur le site internet de l'EPCI, au sein d'une rubrique dédiée, ainsi que la mise à disposition d'un registre d'observations dématérialisé ou équivalent.

• mise à disposition des documents d'élaboration du projet de PLUi au fur et à mesure de leur validation, au siège de la Communauté de Communes et sur son site internet.

Les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et suivants du Code de l'urbanisme seront consultées et associées tout au long de la procédure.

Ayant entendu l'exposé de Madame la Vice-Présidente, le Conseil communautaire décide, à l'unanimité des membres présents et représentés (avec 3 abstentions : M. LANGLOIS Thierry, M. REYDELLET Steve, Mme LEVY Marilyne)

- **DE PRESCRIRE** la modification dérogatoire ZAN du PLUi sur l'ensemble du territoire intercommunal selon les objectifs précités.

- **D'OUVRIR** la concertation pendant toute la durée de l'étude.

- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture
de Lisieux et publication par voie d'affichage dématérialisée
et mise en ligne le 21/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

GOUVERNANCE RELATIVE A UNE PROCÉDURE D'ÉVOLUTION DU PLUI

Charte

Conférence intercommunale des Maires du 29 septembre 2026

AU NIVEAU INTERCOMMUNAL

INSTANCES DE VALIDATION DU PLUi

Le conseil communautaire

- Arrête les modalités de la gouvernance après la conférence intercommunale des Maires *(article L.153-8 du code de l'urbanisme).*
- A la charge de débattre du PADD, d'arrêter et d'approuver le PLUi. Il est régulièrement informé de l'avancement du projet. Un point d'information sur l'avancement de la procédure sera réalisé au moins une fois par an lors du débat annuel sur l'urbanisme.
- Est à l'initiative des procédures d'évolution du PLUi
- Débat une fois par an sur la politique locale d'urbanisme.
- Les séances du Conseil communautaire sont publiques et ouvertes à toute personne souhaitant y assister, dans le respect des conditions d'accueil et des règles de fonctionnement de l'assemblée.

INSTANCES DE PILOTAGE SUR LE PLUi

La « Conférence Intercommunale des maires » (obligatoire par le code de l'urbanisme – art. L.153-8)

- Est présidée par le Président. Elle rassemble tous les maires de la communauté de communes ou son représentant ;
- Se réunit spécifiquement à deux étapes précises de la procédure, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme créées par la Loi ALUR :
    - Examine les modalités de collaboration avec les communes avant la délibération du conseil communautaire *(Article L.153-8 du code de l'urbanisme).*
    - Présente, après l'enquête publique des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur *(Article L. 153-21 du code de l'urbanisme).*

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

- Constitue un espace de collaboration avec l'ensemble des maires ou son représentant sur des sujets à enjeux politiques. Elle sera également un lieu de présentation et d'échanges sur l'avancement du PLUi.

- Les réunions de la Conférence intercommunale des maires ne sont pas ouvertes au public. Toutefois, en fonction des thématiques inscrites à l'ordre du jour, des partenaires extérieurs ou toute personne qualifiée en lien avec les sujets examinés peuvent être invités à participer aux échanges, sans voix délibérative.

La Commission « aménagement et urbanisme »

- Présidée par le Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, sous la responsabilité du Président de la Communauté de Communes et composée de membres élus de la communauté de communes, maires ou conseillers communautaires (désignés par le conseil communautaire).

- Se réunit sur invitation par courrier électronique du Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire et de l'habitat.

- Coordonne le projet de PLUi et valide les propositions émises par le COTECH.

- Peut tenir des réunions de pilotage avec le bureau d'études en charge de l'évolution du document d'urbanisme.

- Est garant du bon suivi du projet et de la tenue du calendrier.

- Valide les grandes orientations et les différentes étapes d'avancée de la procédure.

- Suit le travail du bureau d'études.

- Prépare les dossiers à proposer à l'ordre du jour à la conférence intercommunale des maires.

- La création de sous-groupes thématiques sera possible. Les élus participant aux sous-groupes s'engagent, par la signature d'une Charte d'engagement déontologique, à agir dans le respect de l'intérêt général, dans un esprit constructif, impartial et collectif. Ils veillent à ne pas exercer de pression excessive, à ne pas défendre d'intérêts particuliers et à respecter les contributions de chacun. Chaque membre s'engage également à participer activement aux travaux, afin de contribuer à une réflexion réellement partagée. Le non-respect de ces engagements pourra entraîner l'exclusion du sous-groupe.

INSTANCES DE TRAVAIL SUR LE PLUi

Le « comité technique » (COTECH)

- Est composé du Président de la Communauté de Communes, du Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et de référents techniques : la responsable du pôle aménagement de Terre d'Auge, la chargée de mission aménagement, le bureau d'études, le cas échéant. En fonction des thématiques abordées, tout autre partenaire technique ou élu concerné pourra être associé et participer aux réunions.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

- Reçoit les personnes publiques associées en tant que de besoin.
- Analyse les demandes d'ajustement du document d'urbanisme, la méthodologie proposée et émet un avis.
- Peut tenir des réunions de travail thématiques avec le bureau d'études en charge de l'évolution du document d'urbanisme.
- Emet un avis technique et propose à la commission « aménagement et habitat » les ajustements possibles en fonction de la procédure en cours.

ANIMATION DU PLUi :

Le « responsable aménagement et attractivité »

- A la charge du pilotage et de l'animation du projet.
- Assure la coordination entre la communauté de communes, les communes et le bureau d'études en charge du dossier. Des échanges réguliers auront lieu entre les élus et les techniciens de la communauté de communes ou du bureau d'études tout au long de la procédure.
- Collecte les informations communiquées par les instances communales (commissions communales et conseils municipaux).

AU NIVEAU COMMUNAL

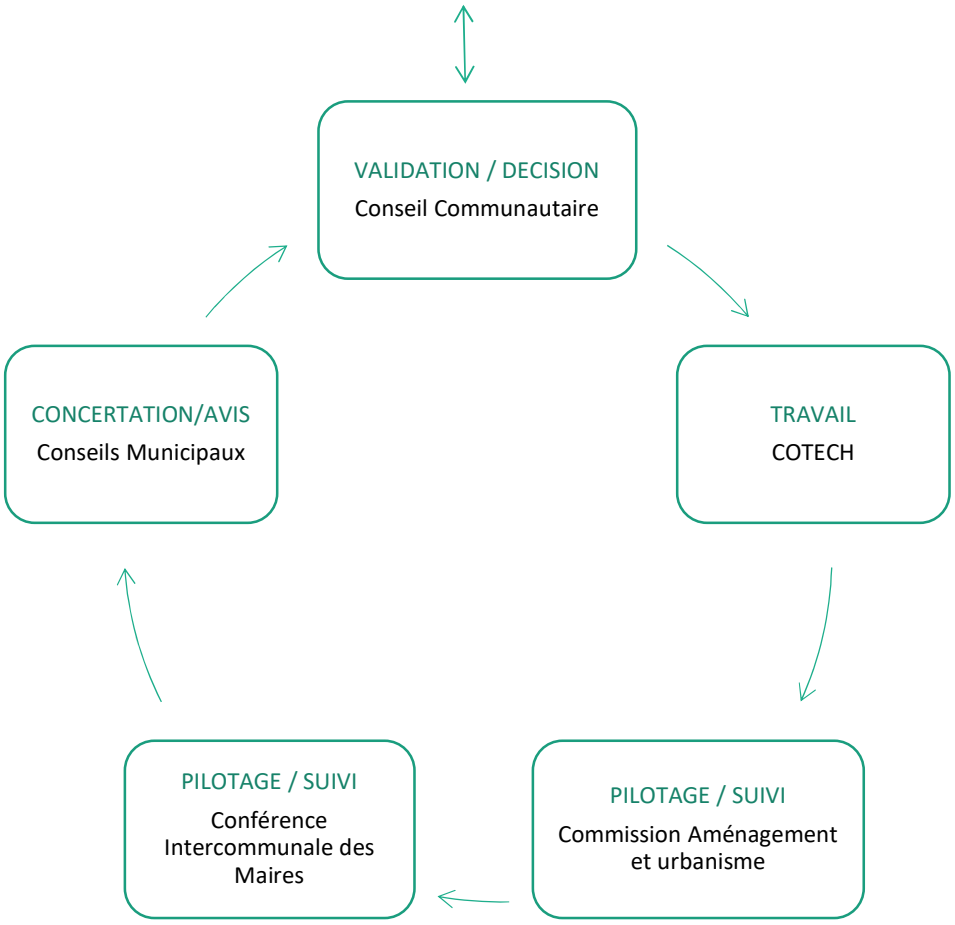
Conférence de territoire/conseils municipaux :

- Des conférences de territoires pourront être organisées, autant que de besoin, afin d'informer les communes sur l'avancée du PLUi.
- Le maire, référent communal est chargé du suivi des études du PLUi, de transmettre les observations du conseil municipal à la commission aménagement et urbanisme (ou au référent technique) et de tenir son conseil municipal régulièrement informé.
- Les conseils municipaux donnent leur avis sur le PLUi arrêté et délibèrent sur son approbation.
- Les conseils municipaux débattent sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le cas échéant.
- S'impliquent tout au long de l'élaboration du projet (relecture des diagnostics, validation des orientations d'aménagement et de programmation, analyse du zonage et des règles écrites.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

SCHÉMA DE GOUVERNANCE

Consultation des Personnes Publiques Associées, CDPENAF, CDNPS, contrôle de légalité



REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-098

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **50**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Modification de l'intérêt communautaire au titre de la compétence « action sociale » - désignation de la Communauté de Communes Terre d'Auge comme autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant

Rapporteur : Claire JOLIVET-SERVANT,

Synthèse : *Cette délibération s'inscrit dans l'évolution du cadre législatif relatif au service public de la petite enfance. La loi a renforcé les responsabilités des collectivités en matière d'accueil des jeunes enfants et a introduit la notion d'Autorité Organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant. La Communauté de communes Terre d'Auge est déjà compétente dans ce domaine, notamment à travers la gestion de la crèche située à Pont l'Évêque, de deux Relais Petite Enfance et d'un multi-accueil, ainsi que plus largement dans le développement des services destinés aux jeunes enfants et à leurs familles. La délibération vise donc à formaliser et sécuriser le positionnement de la Communauté de communes comme Autorité Organisatrice de l'accueil du jeune enfant sur son territoire, en intégrant ces missions dans l'intérêt communautaire de la compétence « Action sociale ».*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 ;

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, introduisant à l'article 17, les dispositions relatives au service public de la petite enfance (SPPE) et aux autorités organisatrices (AO) de l'accueil du jeune enfant ;

Vu la loi n°2026-442 du 4 juin 2026 visant à étendre à toutes les communes la compensation financière prévue pour les communes de plus de 3 500 habitants pour l'exercice de l'ensemble des compétences du service public de la petite enfance ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2019-094 en date du 27 septembre 2018 du Conseil communautaire portant définition de l'intérêt communautaire en matière d'action sociale ;

Vu l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale des familles (CASF), issu de la loi, précisant les compétences de l'Autorité Organisatrice :

- Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles, ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire ;
- Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents ;
- Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil ;
- Soutenir la qualité des modes d'accueil mentionnés.

Considérant que l'évolution du cadre législatif relatif à l'accueil du jeune enfant a élargi les missions relevant de l'organisation de l'accueil du jeune enfant et a introduit la notion d'autorité organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant ;

Considérant que la Communauté de communes rayonne déjà de manière exclusive dans le champ de la politique publique de la petite enfance par le biais d'actions qu'elles mènent au travers de sa compétence pour « l'étude, la réalisation et la gestion de crèches, de haltes-garderies et de Relais Assistantes Maternelles »

Considérant que la Communauté de Communes exerce déjà les compétences prévues à l'article L. 214-3 du code de l'action sociale des familles (CASF) à travers les structures qu'elle gère (Relais Petite Enfance, gestion du multi-accueil).

Considérant qu'une modification de l'intérêt communautaire permet de sécuriser et conforter l'exercice de ces missions et de formaliser le positionnement de la Communauté de communes Terre d'Auge en qualité d'Autorité Organisatrice (AO) sur son territoire et ainsi de bénéficier, lorsqu'elle remplit les conditions réglementaires requises, des dispositifs d'accompagnement et de soutien financier associés à l'exercice des missions d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant ;

Considérant qu'il convient en conséquence de compléter l'intérêt communautaire attaché à la compétence « Action sociale » ;

Ayant entendu l'exposé de Madame la vice-Présidente, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE DÉSIGNER**, sur son territoire, la Communauté de communes comme autorité organisatrice (AO) ;

– **DE DÉCLARER** d'intérêt communautaire, en sus des compétences définies par la délibération n° CC-DEL-2018-094 du 28 septembre 2018, la prise en charge des missions prévues à l'article L. 214-1-3 du Code de l'action sociale et des familles, notamment :

- de recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles, ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire ;
- d'informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents ;

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

- de planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil ;
- de soutenir la qualité des modes d'accueil mentionnés ;

– **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à conclure avec les communes membres, les organismes sociaux, les partenaires institutionnels et les gestionnaires d'équipements et de services concernés toute convention nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération, notamment afin de préciser les modalités de coordination et d'exercice des missions relevant de l'autorité organisatrice.

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU
TERRE D'AUGE
14130 PONT-L'EVÊQUE
14/10/2026 22:20
Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-099

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **49**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **21/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Exonération de la Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères et Assimilés (TEOM)

Rapporteur : David POTTIER

Synthèse : *Cette délibération concerne l'exonération de TEOM pour l'année 2027 de certaines entreprises et des terrains de camping implantés sur le territoire. Certaines entreprises ne bénéficient pas du service public de collecte et d'élimination des déchets et peuvent, sous certaines conditions, demander à être exonérées de cette taxe. Par ailleurs, les campings du territoire sont déjà soumis à une redevance spéciale pour la collecte de leurs déchets. Il est donc proposé de les exonérer également de la TEOM afin d'éviter une double contribution pour ce service. La délibération vise à exonérer de la totalité de la TEOM au titre de 2027 les entreprises et camping en ayant fait la demande. Celle-ci doit être adoptée avant le 15 octobre 2026 pour que les exonérations puissent s'appliquer à l'année 2027.*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1521-III .1 et 2 bis permettant d'exonérer annuellement de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM ci-après) les locaux à usage industriel et locaux commerciaux et les personnes assujetties à la redevance spéciale prévue à l'article L. 2333-78 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la délibération du 06 mars 2003 instituant la redevance spéciale ordures ménagères pour les terrains de camping ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2023-050 du 13 avril 2023 fixant les taux de TEOM ;

Vu l'avis de la Commission Environnement du 30 septembre 2026 ;

Considérant que certaines entreprises ne bénéficient pas du service de collecte et d'élimination des déchets, elles peuvent être exonérées de la TEOM, en faisant une demande d'exonération motivée ;

Considérant que les terrains de camping du territoire sont soumis à la redevance spéciale pour la collecte de leurs déchets, et qu'il convient de les exonérer de la TEOM ;

Considérant que pour exonérer de la TEOM les sociétés au titre de l'année 2027, une délibération doit être prise avant le 15 octobre 2026 ;

Considérant les demandes formulées par certaines entreprises du territoire,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'EXONÉRER** de la totalité de la TEOM les entreprises listées dans la pièce annexe pour l'année 2027,
- **D'EXONÉRER** de la totalité de la TEOM les campings listés dans la pièce annexe pour l'année 2027,

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 21/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

CC TERRE D'AUGE - EXONERATIONS TEOM SUR DELIBERATION ANNEE 2026 pour 2027

OCCUPANT	ADRESSE	CODE INSEE	COMMUNE	PROPRIETAIRE	SECTION	PARCELLE	INVARIANT
LA MAISON.FR	Zone activité de Grieu		PONT L'EVEQUE	DISTRICO	ZB	338	
SAS ETS TRAGIN & ASSOCIES	Parc d'activité de Launay		PONT L'EVEQUE	SCI TRAVINVEST	ZB	314	376990
BUT	Rue Laplace		PONT L'EVEQUE	Mr TONON	ZB	339	459014
SAN TRANSPORTS MERTZ	Rue Pierre Gamare		PONT L'EVEQUE	SCI Ste Mélaine	AP	25	265038, 265039, 265040
STATION INTER	1 Impasse Monique Carlini		PONT L'EVEQUE	SA MABERT	ZB	332	
INTERMARCHE	2 Rue Marie Curie		PONT L'EVEQUE	SA MABERT	ZB	331	421630
SARL SUZON VISION	2 Rue Marie Curie		PONT L'EVEQUE	SA MABERT	ZB	331	
EUROPAR	15 Rue Laplace		MANNEVILLE LA PIPARD	SCI DU LIEU GRIEU	ZB	285	296445
TECHNOLOGY	15 Rue Laplace		MANNEVILLE LA PIPARD	SCI DU LIEU GRIEU	ZB	285	409927
SARL L'ESQUISSE	15 Rue Laplace		MANNEVILLE LA PIPARD	SCI DU LIEU GRIEU	ZB	285	409925
SARL MD - Circuit automobile	150 Chemin du nouveau monde - Ferme Bailleul		PIERREFITTE EN AUGE	SARL MD	AP, AC	148, 546	273353, 280031, 288709, 298632, 427985, 273354, 283367, 273341, 298971, 273340
SARL DEMENAGEMENT AUGUSTE	2 rue de l'hippodrome		PONT L'EVEQUE	SCI STE MELAINE	AP	32	
PAYS D'AUGE DIFFUSION PRESSE Plateau 2A/dépôt 2	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455291
SALES ET LOGISTIC MOTORS Plateau 3A/dépôt 3	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455284

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

SOFIM Dépôt 4	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	
NORMANDIE MEDICAL SERVICE Plateau 5A/Dépôts 5 et 6	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455286
Médiapost dépôt 7	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455289
ODY-C Plateau 6A	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	
OSP HOLDING Plateau 6B	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455288
My Pacome Plateau 5B	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455285
Cherchemonnid.com Plateaux 3B et 4B	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455283
RAS Intérim Plateau 4A	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	455282
ARAMIS Gestion Immobilière Plateau 2B	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	459957
GRDF Plateau1/dépôt 1	3 IMPASSE DU GRIEU	514	PONT L'EVEQUE	SCI DU PARC DE LAUNAY	ZB	268 et 292	289774
FL LEVAGE	263 ZI DES 4 ROUTES	016	ANNEBAULT	SCI DU MIRALLAN	ZD	263	414351

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

REDEVANCE SPECIALE ORDURES MENAGERES SUR LES TERRAINS DE CAMPING OU AMENAGES
AU 1ER JANVIER 2026

Nom du camping	Commune	Nombre d'emplacements	Montant de la redevance	Remarque
Lac de Pont l'Evêque - SPL TERRE D'AUGE	Pont l'Evêque	244	11 712,00 €	
Aire naturelle camping LEGRIX	Reux	15	720,00 €	
Camping Le Lieu Joly - Bréavoine	Pont l'Evêque	20	960,00 €	
JOLY François - Domaine du Lac	Blangy le Château	100	4 800,00 €	
Résidence des Bois - Camping	Le Brevedent	110	5 280,00 €	
Castel Camping	Le Brevedent	130	6 240,00 €	
	TOTAL	**619**	**29 712,00 €**	

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_0

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-100

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **49**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Budget Annexe Parc d'activités du Gosset – décision modificative n°1

Rapporteur : Eric HUET

Synthèse : *Les décisions modificatives sont destinées à procéder, en cours d'année, après le vote du Budget Primitif, à des ajustements comptables. La présente décision modificative est nécessaire pour procéder à un changement de chapitre (du chapitre 27 au chapitre 16) dans la section d'investissement du budget annexe du Parc d'Activités du Gosset. Il s'agit uniquement d'un virement de chapitre à chapitre sans augmentation des crédits initialement votés. Les autres chapitres restent inchangés. Ce changement est nécessaire afin de permettre le remboursement de l'avance faite par le budget général.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-008 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026, approuvant le budget primitif 2026 du budget annexe Parc d'activité du GOSSET ;

Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale en date du 16 septembre 2026 ;

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits en section d'investissement pour l'exercice 2026 ;

Considérant que cet ajustement permettra le remboursement de l'avance faite par le budget général ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **D'ADOPTER** la décision modificative n°1 du budget annexe Parc d'activités du GOSSET équilibré comme suit :

Section de fonctionnement

DEPENSES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 042 : opérations d'ordre entre section	325 046,35€	0,00€	325 046,35€
Chapitre 65 : autres charges de gestion courante	10,00€	0,00€	10,00€
TOTAL DES DEPENSES	**325 056,35€**	**0,00€**	**325 056,35€**

RECETTES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 002 : résultat antérieur reporté	234 062,07€	0,00€	234 062,07€
Chapitre 70 : produits des services	325 046,35€	0,00€	325 046,35€
Chapitre 75 : autres produits	10,00€	0,00€	10,00€
TOTAL DES RECETTES	**559 118,42€**	**0,00€**	**559 118,42€**

Section d'investissement

DEPENSES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 16 : emprunts et dettes	0,00€	+586 000,00€	586 000,00€
Chapitre 27 : autres imm. financières	586 000,00€	-586 000,00€	0,00€
TOTAL DES DEPENSES	**586 000,00€**	**0,00€**	**586 000,00€**

RECETTES	BP 2026	DM 1	TOTAL
Chapitre 001 : résultat antérieur reporté	260 953,65€	0,00€	260 953,65€
Chapitre 040 : opérations d'ordre entre section	325 046,35€	0,00€	325 046,35€
TOTAL DES RECETTES	**586 000,00€**	**0,00€**	**586 0,00€**

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU

TERRE D'AUGE 14130 PONT-L'EVÊQUE

14/10/2026 22:20

Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-101

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **49**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Budget Annexe Parc d'activités du Gosset – clôture du budget

Rapporteur : Eric HUET

Synthèse : *Cette délibération fait suite à l'achèvement des opérations de commercialisation du Parc d'activités du Gosset. Le budget annexe dédié à ce parc n'ayant plus vocation à être utilisé, il est proposé de procéder à sa clôture. À la clôture, le budget annexe présente un excédent de 234 062,07 €. La délibération vise à clôturer le budget annexe et à intégrer ses éléments financiers et patrimoniaux au budget général de la Communauté de communes.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57,

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu la délibération n°CC-DEL-2026-008 du Conseil communautaire en date du 05 février 2026, approuvant le budget primitif 2026 du budget annexe Parc d'activité du GOSSET ;

Vu l'avis de la commission finances, ruralité et animation territoriale en date du 16 septembre 2026 ;

Considérant l'achèvement des opérations de commercialisation du Parc d'activités du GOSSET,

Considérant le résultat excédentaire de clôture du budget annexe Parc d'activités du GOSSET, pour un montant de 234 062,07€

Ayant entendu l'exposé de Monsieur la vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE CLÔTURER** le budget annexe Parc d'activités du GOSSET
- **DE PROCEDER** à la reprise des résultats et à l'intégration de l'actif dans le budget général de la Communauté de communes
- **D'APPROUVER** le reversement de l'excédent de fonctionnement au budget général de la Communauté de communes

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU
TERRE D'AUGE
14130 PONT-L'EVÊQUE
14/10/2026 22:20
Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notificati

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-102

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **49**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **15/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Organisation des astreintes techniques

Rapporteur : Laurent MAYEUX

Synthèse : *Afin d'assurer la continuité du service public en toute circonstances, il est nécessaire de de pouvoir recourir à des agents. A cette fin, il convient de mettre en place et organiser une astreinte technique. [LC1.1] Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité. Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu d'intervention. Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit donner lieu à un repos compensateur, ou être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte, en fonction du choix de l'agent et selon les nécessités de service. La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique. Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions règlementaires énoncées ci-dessous, de déterminer par délibération, les cas*

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu le code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2000-815 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,
Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2025 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale et Ressources Humaines en date du 23 septembre 2026,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 octobre 2026,

Considérant la nécessité de recourir à tout moment à des agents pour assurer la continuité du service public à l'usager,

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire d'organiser les astreintes,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **D'ORGANISER** les astreintes à compter du 01 novembre 2026 comme suit :

<u>Préambule</u>

La nature de certaines activités intercommunales nécessite de pouvoir recourir à tout moment à des agents qui doivent intervenir dans l'urgence du fait de leurs compétences techniques afin d'intervenir

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

bon fonctionnement d'installations dont l'interruption aurait un impact conséquent sur la continuité du service à l'usager.

Article 1er : Agents bénéficiaires et les emplois concernés

Sont concernés par ce dispositif :

- Les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, en fonction dans la collectivité ;
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, en fonction dans la collectivité.

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif des astreintes.

Filière	Poste
Technique	Responsable du pôle Patrimoine / Sport / Numérique
Technique	Responsable des services techniques et du sport
Technique	Agents techniques polyvalents
Technique	Agents d'exploitation des équipements sportifs

Article 2 – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans les cas suivants :

- Évènements climatique, météorologique (neige, inondations, tempête etc.) ;
- Manifestations particulières (festivité locale, concert, etc.) ;
- Mission ou évènements nécessaires au fonctionnement de la collectivité ;
- Entretien des bâtiments intercommunaux, matériels, lieux publics.

Article 3 : Périodes d'astreinte

Les périodes d'astreinte sont :

- Une semaine complète
- Du lundi matin au vendredi soir
- Un jour ou une nuit de week-end ou férié
- Une nuit de semaine
- Du vendredi soir au lundi matin

Article 4 : Obligations de l'agent d'astreinte

L'agent doit :

- Veiller à rester joignable à tout moment sur le téléphone portable mis à disposition ;
- Veiller à un chargement satisfaisant permanent de la batterie du téléphone portable mis à disposition ;
- Veiller à remplir les fiches de suivi d'intervention ;
- Respecter la plus grande discrétion par rapport aux informations dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exercice de l'astreinte.

Article 5 : Moyens matériels

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Les moyens mis à disposition des agents pour assurer leur mission d'astreinte sont :

- Un véhicule de service d'astreinte
- Un téléphone portable
- Mallette avec informations essentielles
- Fiche de suivi d'intervention
- Les équipements de protection individuelle adaptés à l'intervention

Article 6 : Modalités d'indemnisation ou de compensation

Les périodes d'astreintes sont indemnisées selon les barèmes en vigueur. Toute intervention lors des périodes d'astreintes est compensée ou indemnisée selon les barèmes prévus par la réglementation en vigueur.

– **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants.

– **D'AUTORISER** Le Président à signer tout acte y afférent.

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 15/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU

Le Président
M. Jérémy ROSEAU
TERRE D'AUGE
14130 PONT-L'EVÊQUE
14/10/2026 22:20
Certifié par Dematis

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 15/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-103

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **49**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **21/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Création de postes et mise à jour du tableau des effectifs au 01/11/2026

Rapporteur : Laurent MAYEUX

Synthèse : *La Communauté de Communes Terre d'Auge est engagée dans la mise en œuvre d'un programme d'actions destiné à renforcer la qualité des services aux administrés et à doter le territoire communal de services renforçant son attractivité. Les services assurent à la fois le pilotage technique et administratif de l'ensemble de ces actions, tout en ajustant et adaptant leur fonctionnement à l'évolution de leurs missions, en lien avec les moyens mis à leur disposition. Conformément à l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.*

Vu le code Général des collectivités territoriales,

Vu le code Général de la Fonction Publique,

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_1

Vu les statuts de la Communauté de Communes modifiés et approuvés par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2018 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis de la Commission Administration générale & Ressources humaines en date du 23 septembre 2026,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 06 octobre 2026,

Considérant les besoins des services communautaires,

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DE METTRE A JOUR** le tableau des effectifs, au 01/11/2026, ci-annexé, comme suit :

Création d'emplois permanents

Filière	Cat.	Grade	Quotité du temps de travail	Motif	Service
Administrative	A	Attaché hors classe	35/35	Avancement de grade	Pôle Ressources Administratives et Financières
Administrative	A	Attaché	35/35	Promotion interne	Pôle Education
Technique	B	Technicien	35/35	Création de poste	Informatique
Technique	B	Technicien	35/35	Promotion interne	Pôle Education
Animation	B	Animateur principal 1ère classe	35/35	Avancement de grade	Pôle Education
Administrative	C	Adjoint administratif	35/35	Recrutement à prévoir	Pôle Administration Générale
Technique	C	Adjoint technique principal 1ère classe	26/35	Avancement de grade	Pôle Education
Technique	C	Adjoint technique principal 2ème classe	35/35	Avancement de grade	Services Techniques
Technique	C	Adjoint technique principal 2ème classe	28/35	Avancement de grade	Pôle Education
Sociale	C	ATSEM principal 1ère classe	32/35	Avancement de grade	Pôle Education
Sociale	C	ATSEM principal 1ère classe	32/35	Avancement de grade	Pôle Education

- **DE DIRE** qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les emplois permanents pourront être occupés par un contractuel au grade prévu par le poste dans les conditions fixées à l'article L332-14 et L332-8 alinéa 1° à 6° du Code général de la fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme en lien avec le poste ou d'expériences professionnelles équivalentes.
- **DE DIRE** que le traitement sera calculé par référence à l'indice brut du fonctionnaire recruté ou en fonction de la nature des fonctions concernées, de l'expérience professionnelle antérieure et du profil de l'agent contractuel.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_1

– **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires à la rémunération des agents ainsi nommés et les charges sociales s'y rapportant.

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 21/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_1

Tableau des effectifs permanents de la Communauté de Communes Terre d'Auge

Commission AG & RH *23/09/2026*
Comité Social Territorial *06/10/2026*
Conseil communautaire *08/10/2026*
Date d'effet *01/11/2026*

Emplois fonctionnels		TC / TNC	Quotité de temps de travail	ETP	ETP TERRE D'AUGE	Postes budgetés	Postes pourvus	Postes Vacants
A	DGS de 20 000 à 40 000 habitants	TC	35/35	1,00	1,00	1	1	0
			TOTAL		**1,00**	**1**	**1**	**0**

Filière	Catégorie	Cadre d'emploi	Grade	TC / TNC	Quotité de temps de travail	ETP	ETP TERRE D'AUGE	Postes budgetés	Postes pourvus	Postes Vacants
Administrative	A	Attaché	Attaché Hors classe	TC	35/35	1,00	1,00	1	0	1
			Attaché Pal	TC	35/35	1,00	3,00	3	2	1
			Attaché	TC	35/35	1,00	5,00	5	4	1
	B	Rédacteur	Rédacteur Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	2,00	2	0	2
			Rédacteur Pal 2Cl	TNC	20/35	0,57	0,57	1	1	0
			Rédacteur Pal 2Cl	TC	35/35	1,00	2,00	2	1	1
			Rédacteur	TC	35/35	1,00	4,00	4	3	1
	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	3,00	3	2	1
			Adjoint administratif Pal 2Cl	TC	35/35	1,00	1,00	1	0	1
			Adjoint administratif	TC	35/35	1,00	10,00	10	9	1
			Adjoint administratif	TNC	16,5/35	0,47	0,47	1	1	0
						TOTAL	**32,04**	**33,00**	**23,00**	**10,00**
Technique	A	Ingénieur	Ingénieur	TC	35/35	1,00	1,00	1	0	1
	B	Technicien	Technicien Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	3,00	3	2	1
			Technicien	TC	35/35	1,00	4,00	4	2	2
	C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise Pal	TC	35/35	1,00	2,00	2	2	0
			Agent de maîtrise	TC	35/36	1,00	1,00	1	0	1
		Adjoint technique	Adjoint technique Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	2,00	2	2	0
			Adjoint technique Pal 1Cl	TNC	32/35	0,91	0,91	1	1	0
			Adjoint technique Pal 1Cl	TNC	30/35	0,86	3,43	4	4	0
			Adjoint technique Pal 1Cl	TNC	28/35	0,80	1,60	2	2	0
			Adjoint technique Pal 1Cl	TNC	26/35	0,74	1,49	2	1	1
			Adjoint technique Pal 2Cl	TC	35/35	1,00	3,00	3	2	1
			Adjoint technique Pal 2Cl	TNC	28/35	0,80	3,20	4	3	1
			Adjoint technique Pal 2Cl	TNC	26/35	0,74	0,74	1	1	0
			Adjoint technique Pal 2Cl	TNC	17/35	0,49	0,49	1	1	0
			Adjoint technique	TC	35/35	1,00	11,00	11	8	3
			Adjoint technique	TNC	33/35	0,94	0,94	1	1	0
			Adjoint technique	TNC	32/35	0,91	3,66	4	4	0
			Adjoint technique	TNC	31/35	0,89	2,66	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	30/35	0,86	2,57	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	29/35	0,83	2,49	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	28/35	0,80	2,40	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	27,50/35	0,79	0,79	1	1	0
			Adjoint technique	TNC	27/35	0,77	2,31	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	25/35	0,71	2,14	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	24/35	0,69	0,69	1	1	0
			Adjoint technique	TNC	20/35	0,57	1,14	2	2	0
			Adjoint technique	TNC	19/35	0,54	0,54	1	1	0
			Adjoint technique	TNC	17/35	0,49	1,46	3	3	0
			Adjoint technique	TNC	14/35	0,40	0,40	1	1	0
			Adjoint technique	TNC	8/35	0,23	0,46	2	2	0
			Adjoint technique	TNC	4,5/35	0,13	0,13	1	1	0
			Adjoint technique	TNC	0,5/35	0,01	0,01	1	1	0
						TOTAL	**63,64**	**78,00**	**67,00**	**11,00**

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_1

Filière	Catégorie	Cadre d'emploi	Grade	TC / TNC	Quotité de temps de travail	ETP	ETP TERRE D'AUGE	Postes budgetés	Postes pourvus	Postes Vacants
Animation	B	Animateur	Animateur Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	2,00	2	1	1
			Animateur Pal 2Cl	TC	35/35	1,00	1,00	1	1	0
			Animateur	TC	35/35	1,00	1,00	1	1	0
	C	Animation	Adjoint d'animation Pal 2Cl	TNC	33/35	0,94	0,94	1	1	0
			Adjoint d'animation	TC	35/35	1,00	2,00	2	2	0
			Adjoint d'animation	TNC	32/35	0,91	0,91	1	1	0
			Adjoint d'animation	TNC	31/35	0,89	2,66	3	3	0
			Adjoint d'animation	TNC	30/35	0,86	0,86	1	1	0
			Adjoint d'animation	TNC	28/35	0,80	0,80	1	1	0
			Adjoint d'animation	TNC	27/35	0,77	0,77	1	1	0
			Adjoint d'animation	TNC	26/35	0,74	0,74	1	1	0
			Adjoint d'animation	TNC	17/35	0,49	0,49	1	1	0
						TOTAL	**14,17**	**16,00**	**15,00**	**1,00**
Sociale	C	ATSEM	ATSEM Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	1,00	1	1	0
			ATSEM Pal 1Cl	TNC	33/35	0,94	0,94	1	1	0
			ATSEM Pal 1Cl	TNC	30/35	0,86	0,86	1	1	0
			ATSEM Pal 1Cl	TNC	32/35	0,91	1,82	2	0	2
			ATSEM Pal 2Cl	TNC	32/35	0,91	1,83	2	2	0
						TOTAL	**6,45**	**7,00**	**5,00**	**2,00**
Culturelle	B	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique Pal 1Cl	TNC	15,5/20	0,78	0,78	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 1Cl	TNC	9,5/20	0,48	0,48	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 1Cl	TNC	8/20	0,40	0,40	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 1Cl	TNC	7,5/20	0,38	0,38	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 1Cl	TNC	7/20	0,35	0,35	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 1Cl	TNC	5/20	0,25	0,25	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 2Cl	TC	20/20	1,00	1,00	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 2Cl	TNC	7/20	0,35	0,35	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 2Cl	TNC	16/20	0,80	0,80	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 2Cl	TNC	10/20	0,50	0,50	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 2Cl	TNC	7,5/20	0,38	0,38	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique Pal 2Cl	TNC	4/20	0,20	0,20	1	1	0
			Assistant d'enseignement artistique	TNC	9/20	0,45	0,45	1	1	0
	C	Adjoint du patrimoine	Adjt du patrimoine Pal 1Cl	TC	35/35	1,00	1,00	1	1	0
			Adjt du patrimoine Pal 2Cl	TC	35/35	1,00	2,00	2	2	0
			Adjoint du patrimoine	TC	35/35	1,00	1,00	1	1	0
						TOTAL	**10,30**	**17,00**	**17,00**	**0,00**

TOTAUX	**126,61**	**151,00**	**127,00**	**24,00**

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CCDEL2026_1

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du Calvados

Délibération n°CC-DEL-2026-104

Nombre de membres :
En exercice : **60**
Qui ont pris part à la délibération : **49**
Dont pouvoirs : **3**

Date de la convocation : **01/10/2026**
Date d'affichage : **21/10/2026**

L'an **deux mil vingt six, le huit octobre**, à **18h30**, le Conseil communautaire de la communauté de communes **TERRE D'AUGE**, **régulièrement convoqué**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à pont l'Evêque, après convocation légale, sous la présidence de **M. Jérémy ROSEAU**.

Étaient présents : Membres titulaires : M. MARIE Patrick, M. MAHEUT Sébastien, M. COGE Dorian, M. REYDELLET Steve, Mme LEVAVASSEUR Claire, Mme COTHIER Florence, M. TONON Stephane, Mme LIE Nicole, M. LAROSE Christian, Mme LESQUERBAULT Marie-Thérèse, Mme MARTIN Martine, Mme ANQUETIL Edwige, M. ASSE Christian, M. POTTIER David, M. OLIVIER DE SANDERVAL Jean-Aimé, M. LETHUILLIER Bruno, Mme HENRI Mauricette, M. MAYEUX Laurent, Mme SAMSON Anne-Marie, Mme BOIRE Sandrine, M. CARREL Pierre, Mme CLERMONT Sabrina, Mme GAUTIER Béatrice, M. HUET Eric, Mme JOLIVET SERVANT Claire, Mme KNOLL GOMBERT Murielle, Mme LANGIN Nesrine, Mme LETELLIER Catherine, M. L'HUILLIER Thierry, M. MAGNE François, M. ROSEAU Jérémy, M. WEINREICH Laurent, Mme CENIER Ginette, Mme GADENNE Audrey, Mme MAUREY Fabienne, Mme CARVAL-BOULANGER Delphine, Mme AUBRY Olga, M. DE LAURENS Pascal, Mme SPRUYTTE Françoise, Mme LEVY Maryline, M. LAPLANCHE Rémy, M. LANGLOIS Thierry, M. GARNIER François. ; *Membres suppléants : M. LAULHE Vincent, M. LEGOUIX Vianney, Mme ESSAFI Marie-Pierre, M. ALBANO DI SPACCONE LE GALL Eric.,*

Étaient absents excusés : Mme EBRARD Sylviane, Mme MAHEUT Céline, M. LEGOUIX Benoit, M. LEFRANCOIS Jean-Louis, M. AVOYNE Pierre, M. GOULEY Philippe.

Étaient absents non excusés : M. ROUSSEAU Jean Christophe, M. GREAUME Marcel, M. BONJOUR Didier, M. VALLEE Jacques, Mme MATHIEU Sophie, Mme LORIOT Jennifer, M. FORTIER Jean-Philippe, M. LECOINTRE Samuel, Mme FESQUET Christelle, M. EUDE Jean-Michel, M. LAFARGUE Alexandre.

Procurations : Mme EBRARD Sylviane en faveur de Mme MARTIN Martine, M. EUDE Jean-Michel en faveur de M. HUET Eric, M. GOULEY Philippe en faveur de M. LAROSE Christian.

Secrétaire : Mme Sabrina CLERMONT.

Présentation du rapport annuel de la SPL Normantri

Rapporteur : David POTTIER

Annexe : Rapport Normantri 2025

Synthèse : *Le code général des collectivités territoriales impose pour les Sociétés Publics Locales, par ces articles L. 1524-5 et D.1524-7 du Code général des collectivités territoriales, la présentation d'un rapport annuel relatif à leur gestion. Ce rapport comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux.*

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1524-5 et D.1524-7 ;

Vu la délibération n°CC-DEL-2019-098 du 03 octobre 2019 portant adhésion à la Société Public Locale (SPL ci-après) Normantri ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Vu le rapport annexé ;

Considérant l'obligation pour la SPL Normantri de présenter, annuellement, un rapport de gestion à la communauté de communes Terre d'Auge,

Considérant la nécessité de la Communauté de communes de prendre acte du rapport de gestion de la SPL Normantri.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le vice-Président, le Conseil communautaire décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

– **DE PRENDRE ACTE** du rapport de gestion de la SPL NORMANTRI au titre de l'année 2025

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture de Lisieux et publication par voie d'affichage le 21/10/2026

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Jérémy ROSEAU



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen – 3, rue Arthur Leduc, 14000 CAEN – dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026



RAPPORT ANNUEL
ANNEE 2025
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

NORMANTRI

INFINIMENT TRI TOTAL

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

SOMMAIRE

RAPPEL DU CONTEXTE 3

1 FICHE RECAPITULATIVE 4

2 ACTIVITES, ACTUALITES, SITUATION FINANCIERE ET EVOLUTION ACTIONNARIALE 5

2.1 ACTIVITES NORMANTRI 5

2.1.1 PRESENTATION GENERALE 5

2.1.2 PRINCIPALES ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE 5

2.1.3 EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS 15

2.1.4 AFFECTATION DU RESULTAT 15

2.1.5 UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS 20

2.2 EVOLUTIONS STATUTAIRES EFFECTUEES DANS L'ANNEE 20

2.2.1 EVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT 20

3 RELATIONS CONTRACTUELLES ET FINANCIERES ENTRE NORMANTRI ET SES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES 21

3.1 MARCHE PUBLIC DE SERVICES ENTRE LES ACTIONNAIRES ET NORMANTRI 21

3.2 DIVIDENDES DISTRIBUES AUX ACTIONNAIRES DONT LA COLLECTIVITE 22

4 CONTROLES ET GESTION DES RISQUES 23

4.1 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES 23

4.1.1 DEMANDE INDEMNITAIRE ISSUE DU PREMIER MPGP 23

4.1.2 DEMANDE INDEMNITAIRE ISSUE DE L'ARRET DE CHANTIER DE L'ETE 2024 23

4.1.3 AVANCEMENT DU CHANTIER DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRI DE COLOMBELLES 24

4.2 CONTROLE INTERNE 25

4.3 CONTROLE EXTERNE 25

5 BILAN DE LA GOUVERNANCE DE LA SPL NORMANTRI 26

5.1 ACTIONNARIAT 26

5.2 LES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE SPECIALE 26

5.3 ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE 26

5.4 REMUNERATION ET AVANTAGES DES REPRESENTANTS ET DES MANDATAIRES SOCIAUX 27

5.5 BILAN DE LA GOUVERNANCE 27

5.5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION 27

5.5.2 ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE 31

5.5.3 ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE 31

5.5.4 REUNION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES 32

5.5.5 REUNION DU COMITE STRATEGIQUE TECHNIQUE ET FINANCIER 32

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

RAPPEL DU CONTEXTE

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants au Conseil d'Administration ou à l'Assemblée Spéciale de la SPL NORMANTRI, nommés le 6 octobre 2020 et le 19 mai 2021 présentent un rapport écrit devant leur Assemblée délibérante.

Ce rapport, objet de la délibération, a pour objectif :

- De renforcer l'information de la collectivité territoriale actionnaire et de ses élus ;
- Pour les représentants nommés au sein du Conseil ou de l'Assemblée de rendre compte de la manière dont ils exécutent leur mandat ;
- De renforcer le contrôle analogue ;
- De s'assurer que la société NORMANTRI agit en conformité avec les positions et les actions engagées par l'EPCI.

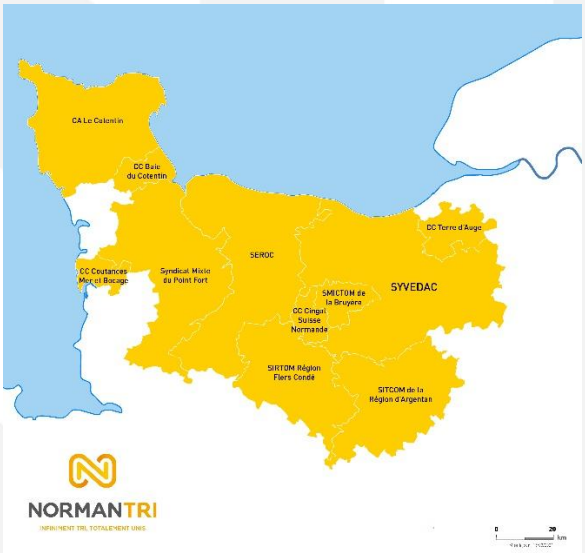
Dans le respect de ces dispositions le présent rapport est destiné à être transmis aux collectivités actionnaires pour délibération.

Ce rapport contribue au contrôle analogue de la SPL NORMANTRI tel que défini par le Code de la Commande Publique et le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que par les statuts et le règlement intérieur de la société.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

1 FICHE RECAPITULATIVE

Informations générales	
Dénomination de la société	**SPL NORMANTRI**
Siège social	**1, rue du Four à Chaux – 14460 COLOMBELLES**
Date de création	**18 décembre 2019**
Secteur d'activité/métier	**Code NAF 3811Z : Transport, collecte, élimination et récupération de déchets non dangereux**
Objet social	**Le transport des déchets ménagers et assimilés, la conception, la réalisation, l'exploitation, la maintenance, la gestion et la mise en valeur du centre de tri des collectes sélectives (hors verre) situé à COLOMBELLES, le tri des tonnages excédentaires, la revente, la valorisation ou l'élimination des produits triés, le suivi de la qualité des entrants et de la qualité du tri, les caractérisations des flux de déchets, la communication du centre de tri et l'organisation de visites du centre de tri**
Président du Conseil d'Administration	**M. Olivier PAZ :** • **PDG du 18 décembre 2019 au 30 octobre 2022** • **Président depuis le 1er novembre 2022**
Directeur Général	**M. Damien COSSART depuis le 1er novembre 2022**
Commissaire aux comptes et date de sa nomination	**ALTONEO AUDIT nommé le 17 janvier 2020**
Nombre de salariés	**3**



REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

2 ACTIVITES, ACTUALITES, SITUATION FINANCIERE ET EVOLUTION ACTIONNARIALE

2.1 ACTIVITES NORMANTRI

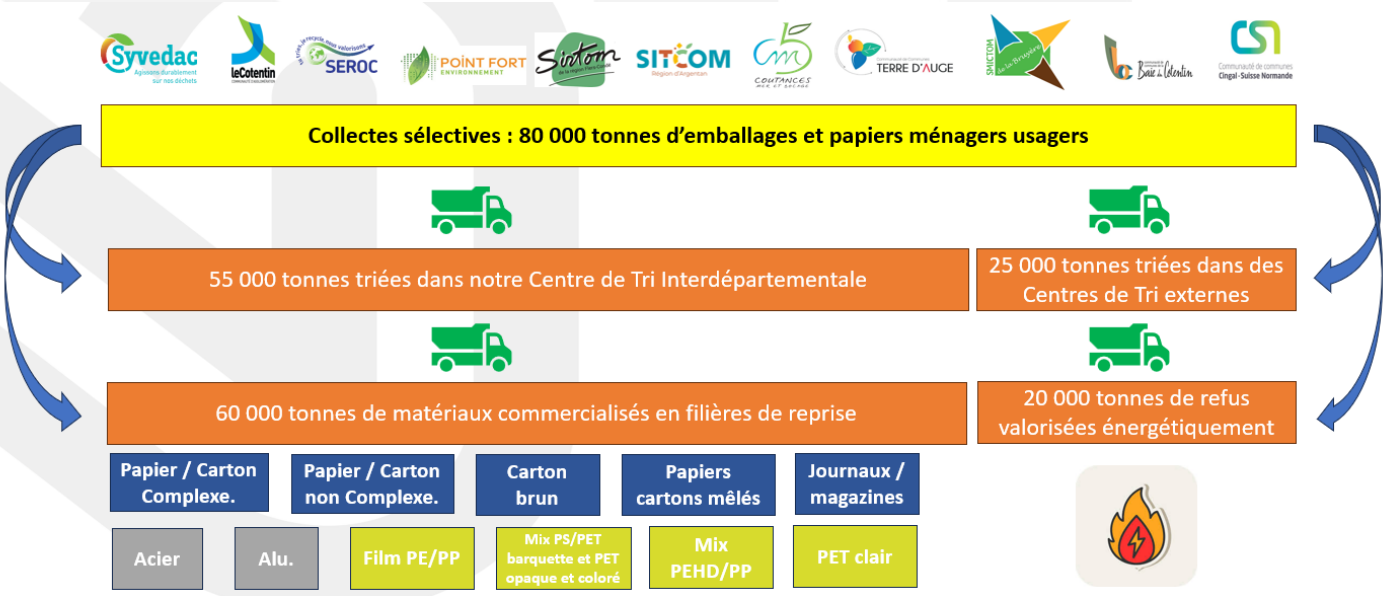
2.1.1 PRESENTATION GENERALE

Les missions de la SPL sont les suivantes :

Transport des collectes sélectives vers les centres de tri	Tri des emballages et papiers graphiques ménagers usagés	Commercialisation des matériaux	Valorisation énergétique des refus de tri	Communication et sensibilisation au tri
				
Vers le Centre de Tri Interdépartemental de Colombelles dans la limite de 55.000 t/an, et vers le(s) centre(s) de tri pour les déchets excédentaires (25 000 t/an)	**Séparation multimatériaux** conforme aux standards définis au minima par les éco-organismes et/ou repreneurs	**Commercialisation** des matériaux issus du tri vers les repreneurs et régénérateurs de **matière première secondaire**	**Valorisation** ou élimination des **refus de tri** impropre à la valorisation matière	**Communication et sensibilisation** à la réduction des déchets, le recyclage et le service public de gestion des déchets ménagers

Assurer une parfaite traçabilité des flux et une juste répartition des coûts et des recettes

Environ 80 000 tonnes de collectes sélectives ont été produites sur le territoire de NORMANTRI en 2025 et sont prévues en 2026.



2.1.2 PRINCIPALES ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE

L'année 2025 est marquée par les faits suivants :

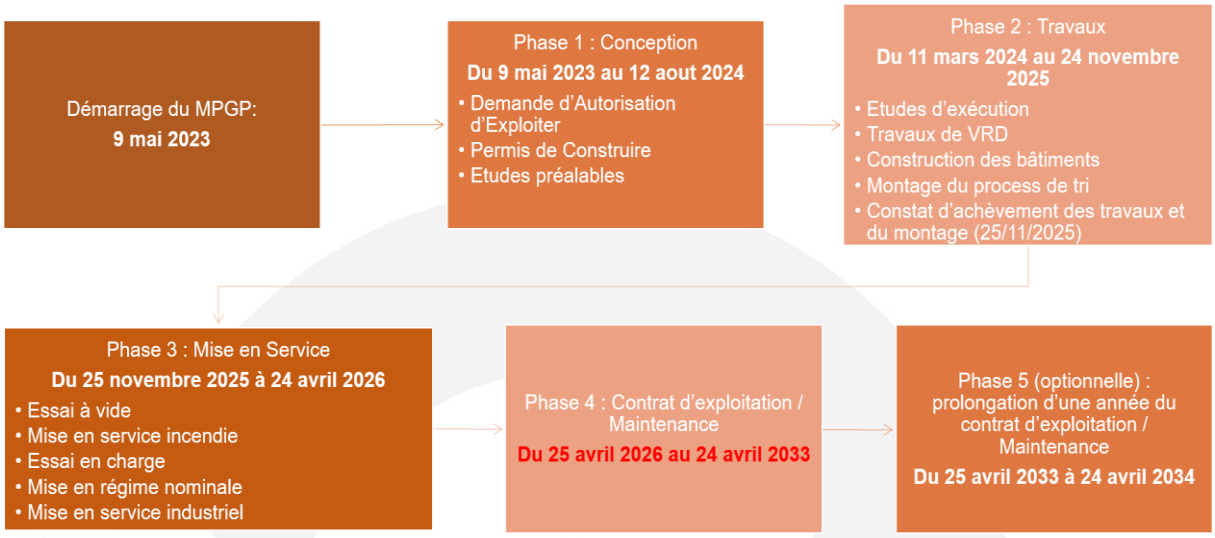
REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

- **CONSTRUCTION DE NOTRE CENTRE DE TRI INTERDEPARTEMENTAL BASE A COLOMBELLES**

Le marché, signé le 5 mai 2023, a commencé le 9 mai 2023.

La construction s'est déroulée en 3 phases : la conception, les travaux et la mise en service. Le contrat d'exploitation/maintenance du centre de tri, d'une durée de 7 ans avec une année optionnelle supplémentaire démarrera dès la réception des ouvrages.

Le planning général prévisionnel est le suivant :



La phase d'études et conception a ainsi débuté le 9 mai 2023 pour se terminer le 12/08/2024 et a comporté quatre volets :

1. L'obtention des **autorisations administratives** :
   - L'arrêté d'exploiter (arrêté obtenu le 12/03/2024 et purgé de tout recours le 12/08/2024,
   - Le Permis de Construire (PC signé le 20/02/2024 et purgé de tout recours le 22 mai 2024).
2. Les **études de sol ;**
3. Les **études de conception** :
   Les études de conception ont permis d'affiner l'avant-projet sommaire figurant dans l'offre et de préparer les études et plans d'exécution ;
4. Les **études de raccordement** (eau, assainissement, électricité et télécommunications) ;
5. Les **1ères études d'exécution**.

La phase Travaux a débuté le 11/03/2024 et s'est terminée le 25/11/2025 avec le Constat d'Achèvement des Travaux (CAT).
Elle a comporté les étapes suivantes :

1. Les **études d'exécution** (EXE) :
   Les études d'exécution ont permis la réalisation de l'ensemble de l'ouvrage en détaillant les études de conception et en intégrant les éléments fournis par les sous-traitants et les fournisseurs. Elles comprennent les plans, les détails d'exécution et les plans de synthèse.
2. Les **travaux** :
   La construction a démarré le 05/06/2024 par les terrassements.
   Les travaux de notre Centre de Tri se sont décomposés en plusieurs lots :
   - Les opérations de terrassement, d'aménagement et de VRD ont débuté le 05/06/2024,
   - La construction des bâtiments a débuté le 15/10/2024 par le gros-œuvre,

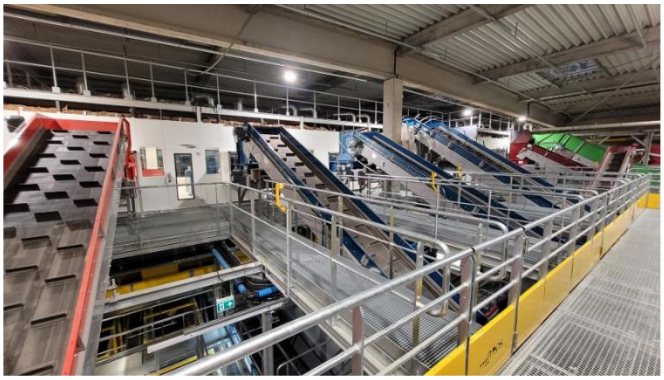
REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

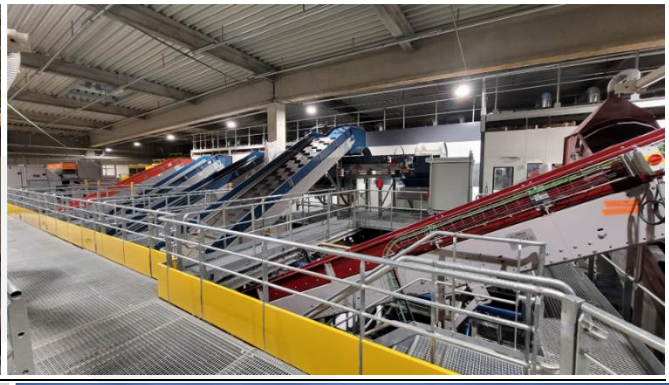
- Le montage du process a démarré le 2 juin 2025.

Le plan de circulation ci-contre montre l'organisation des espaces fonctionnelles du centre de tri :



REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026





La phase de Mise en Service a débuté le 25 novembre 2025.
Se succèdent les étapes suivantes :

1. **Les essais à vide** : test de toutes les machines, test de synchronisation et sens moteur, test des séquences, essais incendie et mise en sécurité incendie…,
2. **Les essais en charge** : recrutement de la 1ère équipe de trieurs, réception des premières tonnes et essais préliminaires, montée progressive en charge…,
3. **La mise en régime nominale** : atteinte du régime nominal, 5 derniers jours dans les conditions d'exploitation, fonctionnement sans incident notoire (défaut de construction ou de mise au point)…,
4. **La mise en service industriel** : fonctionnement préliminaire à l'exploitation, fonctionnement continu pendant laquelle les installations permettront de trier les déchets, tous les équipements devant fonctionner au régime nominal et en toute sécurité pour les personnes et les équipements, atteintes des performances contractuelles, réussite des essais de performance…,
5. **La procédure de réception** : établissement du PV des opérations préalables à la réception (levée des réserves, constatation du résultat des épreuves, repliement des installations de chantier, parfait état des lieux, formation du personnel, Dossiers Ouvrages Exécutés, stocks de pièces,…), PV de réception (conformité des installations au contrat, fonctionnement sans défaut, personnel formé, documentation complète…).

A l'issue de cette phase, sous réserve que les performances inscrites au marché soient atteintes, la réception de l'ouvrage pourra être prononcée.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

- **LE CENTRE DE TRI EN QUELQUES CHIFFRES :**
  - 46 M€ d'investissements total
  - 10,3 M€ de subventions
  - 55 000 tonnes triées / an
  - 18,6 tonnes triées / heure
  - 12 flux de matières produites d'une qualité supérieure aux minimums attendus
  - - 60% d'émissions de CO2 sur les transports
  - Terrain de 4,3 ha dont 0,5 ha dédiés à la compensation environnementale
  - 2 ha d'espaces verts créés
  - 10 570 m2 construits
  - 60 machines de séparation dont 16 trieurs optiques
  - 1,6 km de convoyeurs
  - 60 emplois pérennes créés
  - 5 900 heures consacrées à l'insertion professionnelle pendant la construction
  - 7 900 heures / an consacrées à l'insertion professionnelle pendant l'exploitation du centre de tri
  - Plus de 80 entreprises ont participé à la construction dont 50% d'entreprises locales

- **LA CONCEPTION DES ESPACES ET AMENAGEMENTS DES PEDAGOGIQUES DU FUTUR CENTRE DE TRI**

Le programme de conception et aménagements des espaces pédagogiques du centre de tri de Colombelles a fait l'objet d'une concertation avec nos collectivités actionnaires en 2024.

L'objectif est de transformer le site en un véritable levier de sensibilisation, capable d'offrir une expérience immersive et marquante.

Le parcours est conçu pour permettre une fluidité maximale et la gestion simultanée de 3 groupes de 19 personnes (animateur inclus) grâce à une rotation entre trois zones clés :

- L'espace pédagogique principal (divisé en trois séquences thématiques et deux zones de visites) ;
- Le circuit de visite en immersion dans la ligne de tri.

Les élèves des écoles primaires sont la cible prioritaire mais l'offre s'élargit à d'autres publics : établissements secondaires, associations et visites individuelles groupées…

Afin de proposer une expérience complète sur une journée, des synergies sont à l'étude avec l'UVE du SYVEDAC et la déchetterie de Colombelles. Des espaces de pique-nique permettront l'accueil des groupes sur la pause méridienne, renforçant l'attractivité du site face à l'augmentation des coûts de transport (estimés à environ 1 000 € par journée de bus).

Après un 1er marché infructueux, une nouvelle consultation, lancée le 7 février 2025 sous forme de Marché à Procédure Adaptée (MAPA), a suscité un vif intérêt avec 19 retraits de dossiers.

Réceptionnées le 7 avril, quatre offres ont été analysées, dont trois ont été jugées régulières et admises à la phase de négociation. Les auditions, menées le 28 avril, ont permis d'affiner les propositions techniques et financières, aboutissant au dépôt des offres définitives le 30 avril 2025.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) du groupement de commande, réunie le 14 mai 2025, a proposé d'attribuer ce marché au groupement d'entreprises caennaises piloté par la société BBS.

Le groupement lauréat réunit des compétences complémentaires :

- BBS : Mandataire ;
- STUDIO CYMA et AUVISYS : Co-traitants techniques ;
- Gilles VILQUIN : Architecte co-traitant.

Le marché a ainsi été signé le 17/06/2025.











- **LE TRANSPORT DES DECHETS MENAGERS RECYCLABLES, LE TRI DES TONNES DEPASSANT LA CAPACITE DU CENTRE DE TRI ET LA VALORISATION DES REFUS DE TRI**

  La concertation avec nos collectivités actionnaires et le travail réalisé lors du dernier trimestre 2024 ont défini les besoins de la SPL et les formes juridiques d'appel à la concurrence les plus appropriées.

  Le gisement des collectes sélectives collectées par nos collectivités actionnaires était estimé à 76 000 tonnes par an dont 28 000 tonnes amenées par bennes à ordures ménagères et 48 000 tonnes à partir des quais de transfert répartis sur le territoire.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

La prévision de production des refus de tri s'établissait à 19 000 tonnes / an.

Le démarrage de ces prestations, lié au planning de construction de notre centre de tri s'est déroulé en janvier 2026.

Les enjeux, échéanciers et prestations étant liés, nous avons décidé un lancement simultané de trois consultations.

S'agissant du **tri des collectes sélectives non réceptionnés au centre de tri NORMANTRI**, la forme juridique retenue est un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire **avec attribution en cascade et trois attributaires maximum**.

La durée est de 4 ans pour un tonnage estimé à 21 000 tonnes par an.

Les prix sont présentés de la manière suivante :

- Prix du tri à la tonne entrante ;
- Prix de traitement des refus de tri (traitement, transport et éventuelle TGAP) ;
- Prix à la caractérisation (flux entrants, flux sortant et refus).

Les accords-cadres ont été signés avec les sociétés **SUEZ-VALORPOLE, SPHERE SAS et SECHE.**

Les prestations ont débuté le 19 janvier 2026.

S'agissant du **transport de la collecte sélective depuis les quais de transfert et des refus de tri issus de notre Centre De Tri à Colombelles,** la forme juridique retenue est l'Appel d'Offres ouvert avec l'allotissement technique suivant :

- Lot n°1 : Transport par Fond Mouvant Alternatif (FMA) avec un tonnage estimatif de collectes sélectives de 48 000 t/an à transporter ;
- Lot n°2 : Transport par ampliroll avec un tonnage estimatif de collectes sélectives de 2 000 t/an et un tonnage estimatif de refus de tri de 12 500 t/an à transporter.

La durée du marché retenue est de 5 ans avec deux fois une année supplémentaire possible.

Les prix sont présentés de la manière suivante :

- Prix en €/t/km à fournir par tranche kilométrique de 25 km ;
- Prix d'une journée de mise à disposition d'un tracteur routier avec chauffeur sur un quai de transfert ;
- Prix d'indemnisation journalier pour l'immobilisation d'une remorque FMA de transport de collecte sélective à l'entrée du centre de tri en cas de détection de radioactivité.

Les deux marchés ont été signés avec l'entreprise **LE GOFF BREHALAISE DE TRANSPORTS**.

Les prestations ont débuté le 02/01/2026.

S'agissant du **marché de traitement des refus de tri du Centre De Tri de Colombelles,** la forme juridique retenue est un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire avec attribution en cascade et trois attributaires maximum.

La durée sera de 4 ans avec un tonnage estimatif annuel de 12 500 tonnes.

Les prix seront présentés de la manière suivante : prix de valorisation des refus de tri à la tonne TGAP incluse.

Les accords-cadres ont été signés avec les sociétés **SUEZ RV NORMANDIE et IKOS ENVIRONNEMENT.**

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Le lancement des trois appels d'offres a été réalisé le 14 février 2025 avec une date limite de réception fixée au 14 avril 2025.

Le Conseil d'Administration du lundi 7 juillet 2025, sur proposition de la Commission d'Appels d'Offres, a validé les procédures de passation des marchés et autorisé l'attribution aux entreprises pressenties.

Les marchés ont été signés le 5 août 2025.

- **INAUGURATION DU CENTRE DE TRI**

Le **15 décembre 2025**, de **10h30 à 16h00**, s'est tenue l'inauguration officielle du nouveau Centre de Tri interdépartemental, marquant une étape majeure du projet.

Cet événement a réuni près de **350 professionnels, décideurs et partenaires institutionnels**, confirmant le fort intérêt pour ce projet industriel d'envergure.

L'importance territoriale du site a été réaffirmée lors des allocutions officielles, qui ont réuni autour d'une vision commune :

- Le Maire de Colombelles, Marc POTTIER,
- Le Président de la SPL NORMANTRI, Olivier PAZ,
- Le Directeur Régional de CITEO, Frédéric QUINTART,
- Le Directeur Général d'Urbaser Environnement, Nicolas BEQUAERT,
- Le Préfet du Calvados, Stéphane BREDIN.

Le moment fort de la journée fut, à 12h15, la **mise en service officielle du Centre de Tri**.

Après les discours et la séquence protocolaire (coupure du ruban et dévoilement de la plaque d'inauguration), les invités ont partagé un cocktail déjeunatoire dans le futur Hall d'expédition.

L'après-midi a été entièrement consacrée à la découverte technique du site, grâce à des visites guidées.

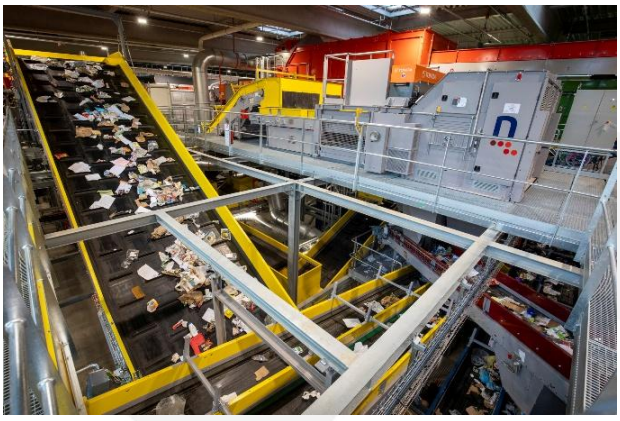




REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026









- **PREMIERES DONNEES D'EXPLOITATIONS**

Les 1ères collectes sélectives ont été apportées par le SYVEDAC le 11/12/2025 pour le démarrage de la montée en charge.

Le tableau suivant récapitule les collectes triées par la SPL en 2025.

COLLECTIVITES ACTIONNAIRES	déc.-25				Total 2025
	Centres de tri				
	NORMANTRI	SPHERE	VALORPOLE	Total	
SYVEDAC	**297 600**	**-**	**-**	**297 600**	**297 600**
CC VAL ÈS DUNES	65 780	-	-	65 780	
CU CAEN LA MER	231 820	-	-	231 820	
CA DU COTENTIN	-	-	-	-	-
Syndicat Mixte du Point Fort	-	-	-	-	-
SEROC	-	-	-	-	-
FLERS CONDE SIRTOM	-	-	-	-	-
SITCOM REGION D' ARGENTAN	-	-	-	-	-
CC Coutances Mer et Bocage	-	-	-	-	-
CC Terre d'Auge	-	-	-	-	-
Total général	**297 600**	**-**	**-**	**297 600**	**297 600**

En kg.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Aucune expédition n'a été réalisée en 2025.

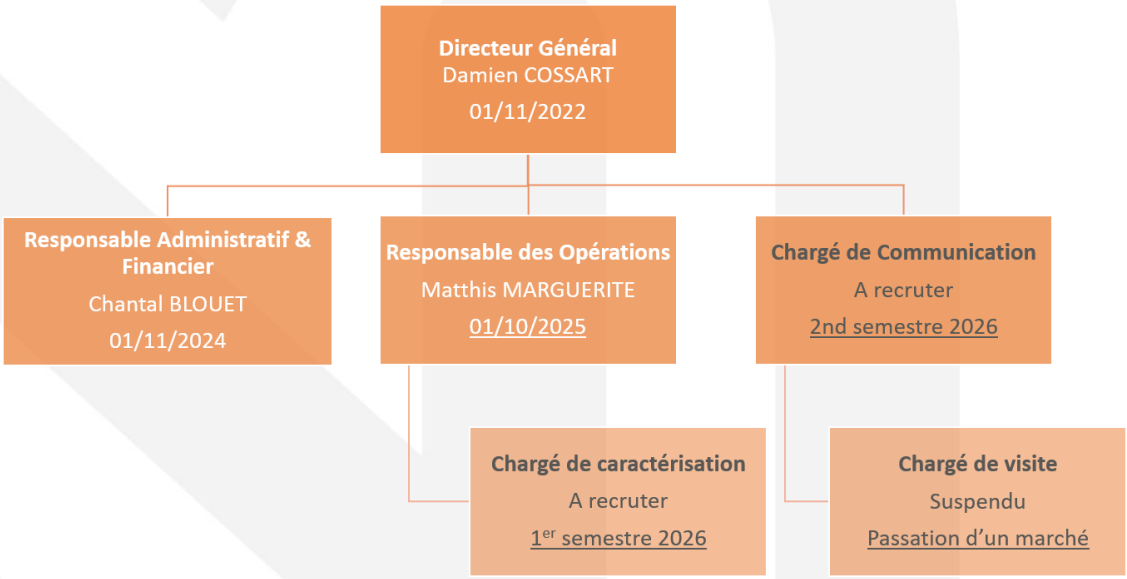
- **RECRUTEMENT**

  Le 1er octobre 2025, M. Matthis Marguerite a rejoins la SPL NORMANTRI au poste de responsable des opérations.

  Ses missions sont les suivantes :

  - Garant de la bonne exécution des marchés de tri, transport et valorisation des refus : suivi et contrôle des indicateurs de performance, des quantités, des clauses contractuelles des
  - marchés publics ... ;
  - Suivi financier des prestataires ;
  - Organisation et contrôle des caractérisations des flux entrants et sortants des Centres De Tri : encadrement d'un agent, validation des plans de caractérisations, reporting...;
  - Création et incrémentation des tableaux de bord ;
  - Gestion des contrats de reprise des matériaux triés ;
  - Animation de groupes de travail avec le réseau des techniciens des actionnaires ;
  - Élaboration du budget.

  Le nouvel organigramme est donc le suivant :



- **PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**
  - Phase « Mise en Service » : du 26 novembre 2025 au 24 avril 2026 ;
  - Démarrage opérationnel des marchés publics de services entre les collectivités actionnaires et la SPL en janvier 2026 ;
  - Phase « Exploitation / Maintenance » : du 26 avril 2026 au 25 avril 2033.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

2.1.3 EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Les comptes annuels soumis à approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les comptes clos le 31 décembre 2025 constituent le cinquième exercice social ayant une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a généré un chiffre d'affaires de 257 548 €.

Le montant total des produits d'exploitation s'élève à **257 550,78 euros**.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à **392 537,75 euros**.

Le résultat d'exploitation ressort à **-134 986,97 euros**.

Le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à **-916 977,71 euros**.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat de l'exercice se solde par une perte de :

-916 977,71 euros.

Au 31 décembre 2025, le total du bilan de la Société s'élevait à **46 569 227,67 euros**.

2.1.4 AFFECTATION DU RESULTAT

La SPL a décidé d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à -916 977,71 euros de la manière suivante :

Origine

- **Résultat déficitaire de l'exercice : -916 977,71 euros.**

Affectation

- **Au report à nouveau, soit : -1 543 556,21 euros.**
- **Solde du report à nouveau, soit : -2 460 533,92 euros.**

Répartition après affectation

Attendu que des subventions d'investissement ont été constatées au cours de l'exercice pour 4 345 885,68 euros, cette affectation a pour effet de porter le montant des capitaux propres à 4 445 351,76 euros lesquels demeurent supérieurs à la moitié du capital social.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

NORMANTRI
INFINIMENT TRI, TOTALEMENT UNIS

SA NORMANTRI

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	31/12/2025 12 mois	31/12/2024 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue	257 548		257 548	
	Montant net du chiffre d'affaires	257 548		257 548	
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions				3 765
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				3 462
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
	Autres produits			2	6
	Total des produits d'exploitation			257 551	7 233
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stocks				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (1)			145 700	118 965
	Impôts, taxes et versements assimilés			8 802	8 761
	Salaires			171 380	112 421
	Cotisations sociales			64 689	46 038
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 210	563
	Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
	Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
	Dotations aux provisions				
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
	Autres charges			757	512
	Total des charges d'exploitation			392 538	287 261
	RESULTAT D'EXPLOITATION			(134 987)	(280 028)

(1) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

NORMANTRI
INFINIMENT TRI, TOTALEMENT UNIS

SA NORMANTRI

Compte de Résultat 2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(134 987)	(280 028)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participation (2)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (2)		
	Autres intérêts et produits assimilés (2)		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des cessions d'immobilisations financières		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (3)	781 991	107 858
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières	781 991	107 858
	RESULTAT FINANCIER	(781 991)	(107 858)
	RESULTAT COURANT avant impôts	(916 978)	(387 886)
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
	RESULTAT EXCEPTIONNEL		
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices		
	Total des produits	257 551	7 233
	Total des charges	1 174 528	395 119
	BENEFICE OU PERTE	(916 978)	(387 886)

(2) dont produits concernant les entités liées		
(3) dont intérêts concernant les entités liées		

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

NORMANTRI
INFINIMENT TRI, TOTALEMENT UNIS

SA NORMANTRI

Bilan Actif

	Règlement ANC 2022-06	31/12/2025 Brut	31/12/2025 Amort. et Dépréc.	31/12/2025 Net	31/12/2024 Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (II)				
	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	1 299 480		1 299 480	1 299 480
	Constructions				
	Installations tech.,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	4 928	2 261	2 667	2 232
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	37 133 403		37 133 403	10 715 948
	Immobilisations financières (1)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	Total de l'actif immobilisé (III)	**38 437 811**	**2 261**	**38 435 550**	**12 017 660**
ACTIF CIRCULANT	**Stocks et en-cours**				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				5 998
	Créances (2)				
	Créances clients et comptes rattachés	303 707		303 707	
	Autres créances	1 651 403		1 651 403	1 376 900
	Charges constatées d'avance	9 843		9 843	429
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement				
	Actions propres				
	Autres titres				
	Instruments financ. à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	6 168 725		6 168 725	1 056 684
	Total de l'actif circulant (IV)	**8 133 678**		**8 133 678**	**2 440 011**
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (V)				
	Primes de remboursement des emprunts (VI)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I à VII)	**46 571 489**	**2 261**	**46 569 228**	**14 457 671**
	(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				
	(2) dont créances à moins d'un an			1 964 953	1 377 329

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

NORMANTRI
INFINIMENT TRI, TOTALEMENT UNIS

SA NORMANTRI

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
Capitaux Propres	Capital (dont versé 2 560 000	2 560 000	2 560 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves :		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(1 543 556)	(1 155 671)
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(916 978)	(387 886)
	Subventions d'investissement	4 345 886	1 015 000
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres (I)	4 445 352	2 031 444
Autres fonds propres	Fonds non remboursables		
	Avances conditionnées		
	Droits du concédant		
	Total des autres fonds propres (II)		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions (III)		
Dettes	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	34 974 083	11 259 937
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 082 966	1 154 461
	Dettes fiscales et sociales	66 826	11 830
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1) (IV)	42 123 876	12 426 227
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL GENERAL DU PASSIF (I à V)	46 569 228	14 457 671
(1)	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	8 865 098	1 412 971
(2)	Dont emprunts participatifs		

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

2.1.5 UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société n'a pas eu recours à des instruments financiers au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

2.2 EVOLUTIONS STATUTAIRES EFFECTUEES DANS L'ANNEE

Les dernières évolutions, à savoir les révisions des Statuts et du Pacte d'Actionnaires, ont été approuvées lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée le 30 septembre 2025.

Les Communautés de communes de Val es Dunes (CCVeD) et du Pays de Falaise (CCPF) ont adhéré au SYVEDAC le 1er janvier 2025.

Les négociations entreprises entre les parties ont abouti à la cession des actions de ces deux communautés de communes au SYVEDAC à l'euro symbolique.

Les statuts et le Pacte d'Actionnaires ont donc été modifiés en conséquence.

2.2.1 EVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT

En 2025, l'actionnariat a connu les modifications suivantes :

- Au 1er janvier 2025, nous avons enregistré l'adhésion des Communautés de communes du Pays de Falaise et de Val Es Dunes au SYVEDAC. Ces collectivités ont souhaité céder l'intégralité de leurs actions de la SPL au SYVEDAC (sortie intégrale du capital).

  D'autre part, il est noté le passage de la commune de Saint-Sylvain du SMICTOM de la Bruyère à la Communauté de communes Val Es Dunes.

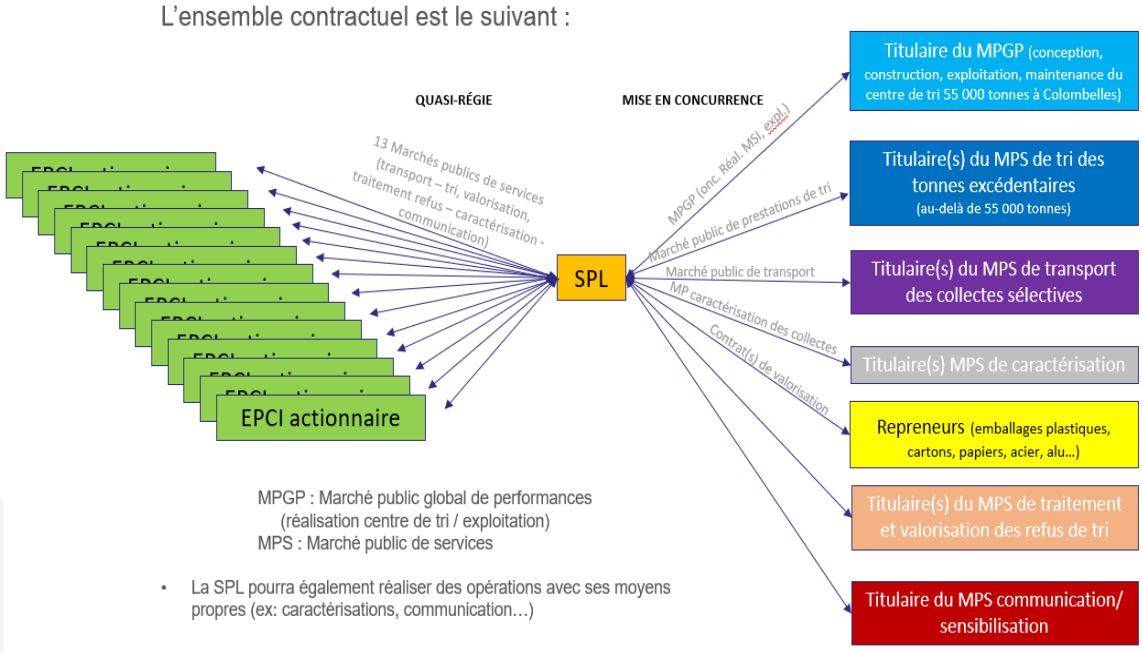
REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

3 RELATIONS CONTRACTUELLES ET FINANCIERES ENTRE NORMANTRI ET SES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES

3.1 MARCHE PUBLIC DE SERVICES ENTRE LES ACTIONNAIRES ET NORMANTRI

Le Marché Public Global de Performance (MPGP) a été conclu par la SPL NORMANTRI avec le groupement d'entreprises conduit par URBASER ENVIRONNEMENT le 5 mai 2023.

Pendant le 1er quadrimestre 2023, les collectivités actionnaires de NORMANTRI ont reçu, délibéré positivement et notifié le Marché Public de Services leur permettant de confier, dès l'ouverture de notre centre de tri, la gestion des déchets issus de leurs collectes sélectives.



Exécution des prestations :

Les évolutions du planning de la construction de notre centre de tri ont permis la réception des 1ères collectes le 12 décembre 2025 pour le SYVEDAC et à partir du 19 janvier 2026 pour les autres collectivités actionnaires.

Le Conseil d'Administration du 18 décembre 2025 a validé le budget prévisionnel 2026 des frais fixes de la SPL NORMANTRI, le prix unitaire de tri de la collecte multi matériaux et des refus de tri.

Le forfait des frais fixes est calculé sur la base de 5,10 € HT par habitant au sens de la Dotation Global de Fonctionnement (DGF).

Le Prix Unitaire des entrants en centre de tri s'établit à 124,01 € HT / tonne.

Le Prix Unitaire des refus de tri est fixé à 181,58 € HT / tonne.

Ces prix se situent dans la fourchette basse des estimations réalisées en 2023.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

3.2 DIVIDENDES DISTRIBUES AUX ACTIONNAIRES DONT LA COLLECTIVITE

Par décision du Conseil d'Administration du 8 avril 2025 et de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 juillet 2025, il n'a pas été décidé le versement de dividendes.

Rappelons qu'aucun dividende n'a été versé depuis la création de la SPL.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

4 CONTROLES ET GESTION DES RISQUES

4.1 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

4.1.1 DEMANDE INDEMNITAIRE ISSUE DU PREMIER MPGP

Par courrier du 28 juillet 2022, la société PAPREC sollicite l'indemnisation d'un préjudice allégué, à hauteur de 3 538 454 euros, tiré de la prétendue illégalité de la déclaration sans suite pour motif d'intérêt général de la procédure de passation du Marché Public Global de Performance portant sur la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un centre de tri des déchets situé à COLOMBELLES (avis n° 20-145009).

Par courrier daté du 15 septembre 2022, La SPL NORMANTRI a réfuté la demande de la société PAPREC au motif que la décision de déclaration sans suite repose sur de nombreux motifs d'intérêt général qui ont tous été consacrés par la jurisprudence. Par ailleurs, on notera que le nouveau marché est substantiellement différent du précédent et que rien ne garantissait que la société PAPREC soit déclarée attributaire du marché dans l'hypothèse où la SPL NORMANTRI aurait repris son analyse au stade des offres à l'issue de l'ordonnance du juge des référés précontractuel. Enfin, la SPL NORMANTRI n'a rendu public aucune information couverte par le secret des affaires.

Depuis ces échanges, les parties n'ont procédé à aucun nouvel acte.

4.1.2 DEMANDE INDEMNITAIRE ISSUE DE L'ARRET DE CHANTIER DE L'ETE 2024

Le chantier de construction de notre Centre de Tri a subi un arrêt de chantier causé par la découverte successive, les 14 et 24/06/2024, de deux engins explosifs datant de la 2ème guerre mondiale. L'arrêt s'est déroulé du 02/07/2024 au 10/09/2024.

En préambule, les stipulations de l'article 32 Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux du CCAG travaux indiquent que le titulaire du marché de travaux doit suspendre les travaux

« *32.1. Si les documents particuliers du marché indiquent que le lieu des travaux peut contenir des engins de guerre non explosés ou des matériaux pollués ou polluants, notamment des matériaux amiantés ou contenant du plomb, ou qu'il existe pour certains matériaux découverts une suspicion de toxicité ou de dangerosité, le titulaire applique les mesures spéciales de prospection et de sécurité édictées par l'autorité compétente.*

En tout état de cause, si un engin de guerre est découvert ou repéré, le titulaire doit :

a) Suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisations, balises, etc. ;

b) Informer immédiatement le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés ;

c) Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service.

Si des matériaux pollués ou polluants, notamment des matériaux amiantés ou contenant du plomb, ou qu'il existe pour certains matériaux découverts une suspicion de toxicité ou de dangerosité, le titulaire doit :

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

a) Suspendre le travail dans le secteur concerné et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisations, balises, etc. ;

b) Informer immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en vue de faire procéder à l'enlèvement des matériaux amiantés ou pollués ;

c) Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service.

Le délai de réalisation des travaux est prolongé d'une durée correspondant au retard induit par l'application des stipulations du présent article dans les conditions de l'article 18.2.

32.2. En cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, le titulaire doit en informer immédiatement le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ainsi que les autorités administratives compétentes et prendre les mesures définies à l'alinéa 2 l'article 32.1.

32.3. Les dépenses justifiées entraînées par les stipulations du présent article 32 ne sont pas à la charge du titulaire. »

Le Conseil d'Administration a proposé de mandater son Président, Olivier PAZ ainsi que le Directeur Général de la SPL, Damien COSSART, pour procéder aux négociations.

Le groupement d'entreprises titulaire nous a donc fait parvenir des demandes portant sur le décalage du planning du chantier et des indemnités.

Des discussions et des échanges formels ont permis aux parties en présence de poser leurs demandes et à la SPL de préciser ses attentes et le cadre juridique et réglementaire encadrant les demandes d'indemnisation.

Lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2025, le Directeur Général et le Président ont exposé l'état des négociations suite à la demande indemnitaire du Groupement (787 168,32 € HT) consécutive à la découverte d'engins pyrotechniques.

Il s'ensuit les accords suivants :

- **Accord partie**l : La SPL NORMANTRI a proposé une indemnisation globale de 296 813,00 € HT. Les entreprises URBASER, NEOS et SEPOC ont accepté les montants proposés et ont émis les factures correspondantes.
- **Désaccord avec LEGENDRE :** L'entreprise LEGENDRE souhaite poursuivre les échanges sur le reliquat de sa demande en recourant à un Mode Alternatif de Règlement des Différends (MARD), conformément à l'article 55 du CCAG Travaux.
- **Options envisagées :** Plusieurs voies sont possibles pour résoudre ce différend à l'amiable : Comité consultatif, Conciliation, Médiation (notamment auprès du médiateur des entreprises) ou Arbitrage.

4.1.3 AVANCEMENT DU CHANTIER DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE TRI DE COLOMBELLES

Les plannings du projet de construction communiqués en 2025 n'indiquaient pas de retard sur le planning global mais nous constations des difficultés réelles des membres du groupement à respecter les échéances.

Le Constat d'Achèvement des Travaux, finalisé le 25/11/2025, est notamment assorti de nombreuses réserves.

Les discussions sur le phasage réel de la mise en service et sa mise en conformité avec l'offre initiale du groupement et le CCAP ont montré la difficulté de parvenir à la réception des travaux prévue le 24/04/2026.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

4.2 CONTROLE INTERNE

En 2023, notre SPL a entrepris un travail de refonte de ses statuts, de son pacte d'actionnaires, de son règlement intérieur et de son guide des procédures d'achats.

Les objectifs poursuivis ont porté sur :

- La rédaction des documents afin de clarifier les termes employés, de reformuler certains articles, d'ajouter les fondements juridiques, d'harmoniser les mises en page… ;
- La clarification des prérogatives des différents organes de décision et de préciser leurs compétences (Assemblée Générale, Conseil d'Administration (CA), Commission d'Appel d'Offres (CAO), Direction Générale (DG), Comité Stratégique Technique et Financier (CSTF)) ;
- Le renforcement du contrôle analogue (contrôle du CA, création d'un CSTF, rédaction du rapport annuel de l'élu mandataire…) ;
- La clarification des procédures de la Commande Publique (précision sur les différents seuils (publicité, procédure adaptée, procédure formalisée), constitution et condition de recours à la CAO, délégation donnée à la DG… ;
- L'adaptation des documents aux contrats effectivement conclus, à la modification de l'actionnariat, à la libération du capital, la rédaction du plan d'affaires…

D'autre part, les comptes de la SPL sont tenus par le Cabinet d'expert-comptable ASKIL et certifiés par les Commissaires Aux Comptes d'ALTONEO.

4.3 CONTROLE EXTERNE

Il n'y a eu aucun contrôle externe diligenté en 2025.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

5 BILAN DE LA GOUVERNANCE DE LA SPL NORMANTRI

5.1 ACTIONNARIAT

L'actionnariat de la SPL NORMANTRI est le suivant :

Actionnaires	Actions	Administrateurs par actionnaire	Administrateurs	Rôle
SYVEDAC	1 078 398	6	Olivier PAZ Etienne COOL Anne-Marie LAMY Norbert BLAIS Patrice GERMAIN Marc LECERF	Président 5ème Vice-Président Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
Communauté d'Agglomération du Cotentin	430 745	2	Edouard MABIRE Bertrand LEFRANC	1er Vice-Président Administrateur
SEROC	307 409	2	Christine SALMON Bertrand COLLET-MORIN	2ème Vice-Président Administrateur
Syndicat mixte du Point Fort	270 988	1	Laurent PIEN	4ème Vice-Président
SIRTOM de la Région de Flers-Condé	182 468	1	Thierry AUBIN	3ème Vice-Président
SITCOM de la région d'Argentan	101 227	1	Philippe JIDOUARD	Administrateur
Communauté de Communes Coutances Mer et Bocage	61 220	1	Corinne CLEMENT	Administrateur
Communauté de Communes Terre d'Auge	49 012	1	Joël LEBRUN	Administrateur
SMICTOM de la Bruyère	33 233	1	Patricia FIEFFE	Administrateur
Communauté de Communes Baie du Cotentin	24 096	1	Marie-Agnès HEROUT	Administrateur
Communauté de Communes Cingal Suisse Normande	21 204	1	Isabelle ONRAED	Administrateur

5.2 LES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE SPECIALE

Compte tenu de la présence d'au moins un représentant de chaque actionnaire au Conseil d'Administration, il n'a pas été constitué d'Assemblée Spéciale.

5.3 ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

Lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2019, après en avoir délibéré et conformément aux articles 18 et 19 des statuts, les administrateurs avaient décidé d'opter pour

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

une Direction Générale de la Société assumée par le Président du Conseil d'Administration.

En conséquence, M. Olivier PAZ, nommé Président au cours du même Conseil, assumait la responsabilité la Direction Générale de la Société depuis lors.

Au cours du Conseil d'Administration du 6 octobre 2020, les administrateurs ont décidé d'opter pour une Direction Générale de la Société assumée par un(e) Directeur(rice) Général(e).

En attendant son recrutement, la Direction Générale reste assumée par le Président du Conseil d'Administration conformément à la décision du Conseil d'Administration du 18 décembre 2019.

Par décision du Conseil d'Administration du 17 mai 2022, il a été décidé le recrutement de M. Damien COSSART à compter du 1er novembre 2022, date à laquelle il a effectivement pris ses fonctions.

5.4 REMUNERATION ET AVANTAGES DES REPRESENTANTS ET DES MANDATAIRES SOCIAUX

Les membres du Conseil d'Administration exercent leur fonction de façon bénévole.

De même, il n'a pas été décidé de rémunération ou d'indemnité pour le Président du Conseil d'Administration.

5.5 BILAN DE LA GOUVERNANCE

5.5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises en 2025.

LE 8 AVRIL 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Désignation de M. Bernard DUPRÉ, en qualité d'administrateur pour la Communauté de communes Terre d'Auge (en remplacement de M. Joël LEBRUN).
2. Désignation de Mme Patricia FIEFFÉ, en qualité d'administrateur pour le SMICTOM de la Bruyère (en remplacement de M. Olivier GUILLEMETTE).
3. Modification des membres de la Commission d'Appel d'Offres :
   a) Remplacement de M. Olivier GUILLEMETTE membre titulaire ;
   b) Remplacement de M. Joël LEBRUN membre suppléant ;
   c) Remplacement de M. Jacques-Yves OUIN membre suppléant.
4. Approbation du PV de la réunion du Conseil d'Administration du 10 décembre 2024 ;
5. Arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :
   a) Présentation des comptes arrêtés au 31 décembre 2024 ;
   b) Affectation du Résultat.
6. Absence de conventions réglementées ;
7. Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire.
8. Adhésion au 1er janvier 2025 de la Communauté de communes du Pays de Falaise au SYVEDAC et de la Communauté de communes de Val es Dunes : conséquence sur l'évolution de l'actionnariat de NORMANTRI :

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

Résolution 1 : Cession des actions de la Communauté de communes du Pays de Falaise et de la Communauté de communes Val es Dunes au SYVEDAC ;

Résolution 2 : Modification de la représentation à l'Assemblée Générale et des droits de vote du SYVEDAC ;

Résolution 3 : Modification des représentants au Conseil d'Administration ;

Résolution 4 : Non utilisation du droit préférentiel de souscription ;

Résolution 5 : Non utilisation de l'agrément des actionnaires ;

Résolution 6 : Modification des statuts ;

Résolution 7 : Modification du pacte d'actionnaires ;

Résolution 8 : Modification des marchés publics « amont » ;

Résolution 9 : Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) ;

Résolution 10 : Rapport du Conseil d'Administration et projet de résolutions ;

Résolution 11 : Constatation de la réalisation définitive du transfert des actions ;

Résolution 12 : Questions diverses.

9. Présentation du rapport annuel 2024 de la SPL NORMANTRI.
10. Point sur les demandes de modification du planning du chantier et d'indemnités du groupement consécutives à l'arrêt de chantier et statut de l'avenant n°2.
11. Point sur les financements du centre de tri et de la procédure de garantie des emprunts et cessions de créances professionnelles.
12. Statuts de la consultation des espaces pédagogiques du Centre de Tri de Colombelles et du Quai de Transfert du SYVEDAC.
13. Statuts de la consultation des marchés de transport des déchets ménagers recyclables, leur tri en dehors de notre centre de tri et la valorisation des refus de tri issus du Centre de Tri de colombelles.
14. Présentation de l'offre de reprise des refus de tri par CITEO : enjeux financiers, statutaires et contractuels présents et à venir.
15. Proposition de création d'un groupe de travail sur la traçabilité des flux de déchets et matériaux gérés par la SPL, les caractérisations à réaliser, les tableaux de bord à élaborer, …. .
16. Projet de recrutement de la SPL.
17. Etat d'Avancement du chantier de construction du centre de tri et visite du chantier de construction.

LE 7 JUILLET 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Approbation de la modification de l'ordre du jour.
2. Approbation du PV de la réunion du Conseil d'Administration du 8 avril 2025.
3. Modification des membres de la Commission d'Appel d'Offres :
4. Remplacement de M. Norbert BLAIS membre suppléant.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

5. Demandes de modification du planning du chantier et d'indemnités du groupement d'entreprises titulaires du MPGP consécutives à l'arrêt de chantier de l'été 2024 : proposition d'indemnisation des entreprises.
6. Accord-cadre à bons de commande multi-attributaires relatif au tri des tonnages excédentaires de collectes sélectives des actionnaires de la SPL NORMANTRI : validation de la procédure de passation, validation du projet d'accord cadre et des attributaires.
7. Marché public de prestations de services relatif à des prestations de transport de déchets issus de collectes sélectives et des refus des actionnaires de la SPL NORMANTRI : validation de la procédure de passation, validation du projet de marché et de l'attributaire des deux lots.
8. Accord-cadre à bons de commande multi attributaires relatif au traitement des refus de tri issus du centre de tri interdépartemental de Colombelles pour le compte de la SPL NORMANTRI : validation de la procédure de passation, validation du projet d'accord-cadre et des attributaires.
9. Information sur le projet d'aménagement des espaces pédagogiques du Centre de Tri de Colombelles (attributaire, planning…).
10. Focus sur les Déchets Ménagers Assimilés.
11. Point sur les délibérations portant sur les cessions d'actions de la Communauté de communes du Pays de Falaise et de la Communauté de communes Val Es Dunes au SYVEDAC.
12. Inauguration du Centre de Tri interdépartemental de Colombelles.
13. Recrutement au sein de la SPL NORMANTRI.
14. Etat d'Avancement du chantier de construction du centre de tri et visite du chantier de construction.
15. Pouvoirs en vue des formalités.

LE 30 SEPTEMBRE 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Point sur les délibérations portant sur les cessions d'actions de la Communauté de communes du Pays de Falaise et de la Communauté de communes Val Es Dunes au SYVEDAC.
2. Désignation de M. Norbert BLAIS, en qualité d'administrateur pour le SYVEDAC suite à l'évolution de l'actionnariat de NORMANTRI.
3. Désignation de M. Bertrand COLLET-MORIN, en qualité d'administrateur pour le SEROC suite à l'évolution de l'actionnariat de NORMANTRI.
4. Modification de la Commission d'Appel d'Offres suite à l'évolution de l'actionnariat de NORMANTRI : M. Norbert BLAIS membre précédemment suppléant pour la Communauté de communes du Pays de Falaise représente désormais le SYVEDAC.
5. Approbation du PV de la réunion du Conseil d'Administration du 7 juillet 2025.
6. Demandes de modification du planning du chantier et d'indemnités du groupement consécutives à l'arrêt de chantier : bilan des négociations avec les entreprises.
7. Point d'avancement du chantier de construction du centre de tri de Colombelles.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

8. Point d'avancement de l'aménagement des espaces pédagogiques du Centre de Tri de Colombelles.
9. Résultats des Accords-cadres à bons de commande multi-attributaires relatif au tri des tonnages excédentaires de collectes sélectives des actionnaires de la SPL NORMANTRI, Transport et traitement des Refus de Tri : attributaires et Répartition des tonnages à traiter ;
10. Budget 2026 : investissements réalisés pour le projet et charges fixes de la SPL ;
11. Mise à jour des prix des Marchés publics de services portant sur des prestations relatives au transport, à la caractérisation, au tri, au conditionnement des collectes sélectives d'emballages (hors verre), de papiers et de cartons, issus de la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés, à la commercialisation des produits valorisables, au traitement des refus de tri et à la communication dit marchés de quasi-régie ;
12. Inauguration le 15 décembre 2025 du Centre de Tri interdépartemental de Colombelles ;
13. Organigramme de la SPL NORMANTRI ;
14. Pouvoirs en vue des formalités.

LE 18 DECEMBRE 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Approbation de la modification de l'ordre du jour.
2. Approbation du PV de la réunion du Conseil d'Administration du 30 septembre 2025.
3. Approbation du calendrier des réunions du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2026.
4. Approbation du changement d'adresse du Siège Social.

Approbation du budget 2026 :

5. Investissements réalisés pour le projet.
6. Compte de résultats prévisionnels.
7. Frais fixes de la SPL.
8. Facturation des frais fixes de la SPL.
9. Mise à jour des prix marchés de quasi-régie.

Adhésion au 1er janvier 2026 de la Communauté de communes Cingal Suisse Normande et du SMICTOM de la Bruyère au SYVEDAC et de la Communauté de communes de la Baie du Cotentin au Syndicat Mixte du Point Fort : conséquence sur l'évolution de l'actionnariat de NORMANTRI :

10. Cession des actions de la Communauté de communes Cingal Suisse Normande et du SMICTOM de la Bruyère au SYVEDAC.
11. Cession des actions de la Communauté de communes de la Baie du Cotentin au Syndicat mixte du Point Fort.
12. Modification de la représentation à l'Assemblée Générale et des droits de vote du SYVEDAC et du SMPF.
13. Modification des représentants au Conseil d'Administration.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

14. Non-utilisation du droit préférentiel de souscription.
15. Non-utilisation de l'agrément des actionnaires.
16. Modification des statuts.
17. Modification du pacte d'actionnaires.
18. Modification des marchés publics « amont ».
19. Convocation de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE).
20. Rapport du Conseil d'Administration et projet de résolutions.
21. Constatation de la réalisation définitive du transfert des actions.
22. Principes de répartition des matières triées et des refus de tri.
23. Contrats de reprise des matières.
24. Modes Alternatifs de Règlement des Différends (MARD) à la suite de la demande de LEGENDRE.
25. Avancement du chantier de construction du centre de tri.
26. Travaux supplémentaires liés au stockage des bennes servant à l'évacuation des refus de tri.
27. Avenant au marché d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrages du MPGP.
28. Questions diverses.
29. Pouvoirs en vue des formalités.

5.5.2 ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie à une reprise en 2025.

LE 7 JUILLET 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :
   a. Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
   b. Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
2. Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 et suivants du Code de commerce.
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
4. Pouvoirs en vue des formalités.

5.5.3 ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale extraordinaire s'est réunie à une reprise en 2025.

LE 7 JUILLET 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration.
2. Cession des actions de la Communauté de communes du PAYS DE FALAISE et de la Communauté de communes VAL ÈS DUNES au SYVEDAC.
3. Modification de la représentation à l'Assemblée Générale et des droits de vote de SYVEDAC.
4. Modification des représentants au Conseil d'Administration.
5. Non utilisation du droit préférentiel de souscription.
6. Non utilisation de l'agrément des actionnaires.
7. Modification des Statuts.
8. Modification du Pacte d'Actionnaires.
9. Modification des contrats « amont ».
10. Autorisation à donner au Conseil d'Administration pour l'accomplissement des formalités dans les conditions fixées par l'Assemblée (convocation, publicité, etc.).

5.5.4 REUNION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La CAO s'est réunie **LE 7 JUILLET 2025**, pour les dossiers suivants :

1. Avis sur l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande multi-attributaires relatif au tri des tonnages excédentaires de collectes sélectives des actionnaires de la SPL NORMANTRI.
2. Avis sur l'attribution du marché public de prestations de services relatif à des prestations de transport de déchets issus de collectes sélectives et des refus des actionnaires de la SPL NORMANTRI.
3. Avis sur l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande multi-attributaires relatif au traitement des refus de tri issus du centre de tri interdépartemental de Colombelles pour le compte de la SPL NORMANTRI.

5.5.5 REUNION DU COMITE STRATEGIQUE TECHNIQUE ET FINANCIER

Créé le 4 octobre 2023, le Comité Financier, Technique et Stratégique s'est réuni à quatre reprises en 2025 afin de préparer les Conseils d'Administration.

LE 25 MARS 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Etat d'Avancement du chantier de construction du centre de tri.
2. Point sur les demandes de modification du planning du chantier et d'indemnités du groupement consécutives à l'arrêt de chantier et statut de l'avenant n°2.
3. Point sur les financements du centre de tri et de la procédure de garantie des emprunts et cessions de créances professionnelles.
4. Statuts de la consultation des espaces pédagogiques du CdT de Colombelles et du Quai de Transfert du SYVEDAC.
5. Statuts de la consultation des marchés de transport des déchets ménagers recyclables, leur tri en dehors de notre centre de tri et la valorisation des refus de tri issus du CdT de Colombelles.

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

6. Adhésion au 1er janvier 2025 de la Communauté de communes de Val es Dunes et de la Communauté de communes du Pays de Falaise au SYVEDAC : conséquence sur l'évolution de l'actionnariat de NORMANTRI et présentation des démarches à réaliser.
7. Reprise des refus de tri : offre CITEO.
8. Groupe de travail sur la traçabilité des flux, les caractérisations, les tableaux de bord… .
9. Rapport annuel de la SPL NORMANTRI.
10. Recrutements à venir.
11. Questions diverses.

LE 24 JUIN 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Etat d'Avancement du chantier de construction du centre de tri.
2. Point sur les demandes de modification du planning du chantier et d'indemnités du groupement consécutives à l'arrêt de chantier et statut de l'avenant n°2.
3. Aménagement des espaces pédagogiques du CdT de Colombelles et du Quai de Transfert du SYVEDAC : attribution, projet retenu et planning.
4. Consultation des marchés de transport des déchets ménagers recyclables, leur tri en dehors de notre centre de tri et la valorisation des refus de tri issus du CdT de Colombelles : point sur la procédure en cours.
5. Adhésion au 1er janvier 2025 de la Communauté de communes de Val es Dunes et de la Communauté de communes du Pays de Falaise au SYVEDAC : point sur les délibérations.
6. Focus sur les Déchets Ménagers Assimilés.
7. Groupe de travail sur la traçabilité des flux, les caractérisations, les tableaux de bord… .
8. Recrutements à venir.

Pause déjeuner

9. Intervention de CITEO.
10. Visite du chantier.
11. Questions diverses.

LE 16 SEPTEMBRE 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Point d'avancement du chantier de construction du centre de tri.
2. Point d'avancement de l'aménagement des espaces pédagogiques du CdT de Colombelles.
3. Résultats des marchés de Tri, Transport et traitement des Refus de Tri :
   - Attributaires ;
   - Répartition des tonnages à traiter.
4. Budget 2026 :
   - Investissements réalisés pour le projet ;

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026

- Frais fixes de la SPL.

5. Mise à jour des prix des marchés de quasi-régie.
6. Inauguration du Centre de tri du 15 décembre 2025
7. Organigramme de la SPL
8. Questions diverses

LE 2 DECEMBRE 2025 au cours duquel les points suivants inscrits à l'ordre du jour suivant ont été délibérés **:**

1. Point d'avancement du chantier de construction du centre de tri.
2. Planning de mise en service.
3. Budget 2026 :
   - Investissements réalisés pour le projet ;
   - Frais fixes de la SPL ;
   - Facturation.
4. Mise à jour des prix des marchés de quasi-régie.
5. Gestion du tri et des flux associés :
   - Arborescence et traçabilité des flux ;
   - Contrôles quantitatifs ;
   - Gestion des caractérisations ;
   - Répartition des matériaux et des refus ;
   - Suivi des performances des centres de tri.
6. Reprises matières.
7. Inauguration du Centre de tri du 15 décembre 2025.
8. Questions diverses : ARCA, IA, …. .

REÇU EN PREFECTURE
le 21/10/2026
Application agréée E-legalite.com
99_DE-014-241400878-20261008-CC_DEL_2026